

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

ÉTUDES SUR LA RÉGION

MÉDITERRANÉENNE



SZEGED 2002

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

ETUDES SUR LA REGION MEDITERRANEENNE

XI.

UNIVERSITÉ DE SZEGED

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE MODERNE ET DES ÉTUDES MÉDITERRANÉENNES

Les actes du colloque « Les limites de la modernisation. Tradition et intégration dans
l'histoire de l'Europe et de la Méditerranée (18-20^{ème} siècles) »

Szeged, le 19-21 septembre 2001

Hongrie

SZEGED

2002



Directeur de publication

László J. NAGY

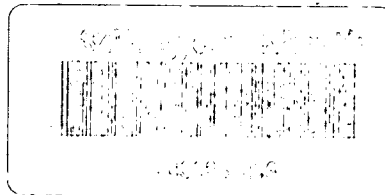
Comité de rédaction

Beáta Kertészné Varga, István Eördögh, Lajos Kövér, György Kukovecz

Rédaction, publication

Szegedi Tudományegyetem
Újkori Egyetemes Történeti és Mediterrán Tanulmányok Tanszék
H-6722 Szeged, Egyetem u. 2.
Tel: (36-62) 544-805
Fax: (36-62) 544-135
e-mail: jnagy@hist.u-szeged.hu

Metteur en pages
Szonja Hollósi



B 184737

Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Sommaire

Salvatore BONO Réflexions sur l'histoire et l'avenir de la Méditerranée	5
Francis POMPONI Corse et Sardaigne entre archaïsme et modernité au XIX ^{ème} siècle.....	11
Nourredine ABDI Ambitions et limites de la politique méditerranéiste du programme de Barcelone	27
Nazih EL KHAYAT La reconstruction de Beyrouth après la guerre entre la tradition et la modernisation	41
Hassan Ali JAMSHEER Islamic sources of contemporary Arab national unity and identity: The dilemma of modernity	49
Lajos KÖVÉR La vie quotidienne hongroise dans la deuxième moitié du XVIII ^e siècle par les voyageurs français	53
Miléna HORVÁTH U.M.A. (Union du Maghreb Arabe) : modalités du processus d'intégration dans les pays du Maghreb	63
Jean-Charles SCAGNETTI Analyse du discours politique algérien : L'Algérie et le monde (1962-1984)	69
Péter Ákos FERWAGNER La naissance de l'Etat d'Israël et le mouvement nationaliste algérien	85
Rita JÓKAI Napoléon et son image dans la « presse corse »	99
István LŐKÖS L'islam comme l'élément de l'estime de soi	107
Balázs RÉTI British Naval Policy in the Mediterranean 1935-1939	117
Sándor Papp Movements of the Hungarian Estates and the Ottoman Empire at the Turn of the 17 th and the 18 th Centuries.....	125

Réflexions sur l'histoire et l'avenir de la Méditerranée

Salvatore BONO
Université de Pérouse

Je vous salue et je suis très heureux de me trouver pour la troisième fois à Szeged. Grâce à l'engagement, qui date de longtemps, de notre ami László Nagy, cette ville est désormais devenue un centre actif et estimé d'études sur la Méditerranée, comme ce colloque le démontre encore une fois.

Dans mon intervention je ne voudrais qu'exprimer des considérations de caractère général sur l'histoire de la Méditerranée et sur la reconstitution de cette histoire, des considérations que je développerai dans la perspective de la réalité présente et de la responsabilité et du rôle que nous, les historiens, devons avoir à côté des autres savants de sciences sociales.

D'abord, permettez-moi d'observer que dans les nombreux discours sur la Méditerranée de la part de politiciens, diplomates, intellectuels et chercheurs de disciplines diverses, il me semble qu'il n'y a pas toujours la conscience du fait que le terme 'Méditerranée' peut signifier des réalités différentes.

Il y a en effet, à mon avis, plusieurs Méditerranées. Non seulement car sur une mappemonde l'on trouve d'autres Méditerranées, de la chinoise à la caraïbe, et non seulement pour le fait que notre Méditerranée est à son tour composée par plusieurs mers. et que les peuples et les états ont regardé et regardent avant tout à la mer qui leur appartient le plus directement.

C'est dans un autre sens que je me permets de remarquer que dans nos discours nous nous référons à plusieurs Méditerranées. D'abord à la mer Méditerranée, à la plaine liquide de 2.800 kilomètres carrés, avec ses problèmes de pollution, de navigation, de stratégie, de pêche et ainsi de suite. C'est d'ici, de la Mer, qu'est partie la première conscience des pays côtiers devant des problèmes et des responsabilités communes. Il y a ensuite la Méditerranée comme territoire auquel les facteurs géographiques et surtout le climat assurent certaines conditions privilégiées, avec ses paysages lumineux, ses marines doucement tremblantes, tout ce qui a suscité le mythe de la Méditerranée aux yeux des poètes, lettrés, voyageurs, aujourd'hui des millions de touristes. Cette Méditerranée 'géographique' offre bien sûr des possibilités avantageuses d'accords et de coopérations locales et régionales, mais il ne s'agit pas de la Méditerranée qu'on veut protagoniste d'un grand projet politico-économico-social.

On a fait évidemment l'histoire des phénomènes strictement liés à la Mer (la navigation, la pêche, etc.), ainsi qu'on a fait, et l'on peut la faire, l'histoire des réalités liées au milieu géographique méditerranéen. Au même titre l'on a fait des études d'anthropologie sociale sur les populations de la Méditerranée.

Mais au dessus, pour ainsi dire, de la Méditerranée Mer et de celle de la géographie (ou, si vous voulez, de la poésie et du tourisme), il y a encore une autre Méditerranée, celle qu'on peut appeler la Méditerranée de l'histoire, ou la Méditerranée de Braudel. C'est justement à cette Méditerranée-là que je veux me référer.

Si l'on regarde en effet les histoires de la Méditerranée écrites avant et après Braudel (la dernière étant apparue en 1998 en France, fruit du travail d'un groupe de chercheurs), l'espace auquel elles se réfèrent va quand même au-delà de l'espace méditerranéen tracé par les géographes.

Il n'est pas facile, il est même impossible, de dire quelles sont les dimensions et les frontières de cette Méditerranée et de son histoire. Braudel nous a donné des suggestions magistrales, mais non une réponse définitive, qui ne peut vraisemblablement être donnée. Il nous a appris d'abord que la Méditerranée est un grand espace autour de la mer intérieure. Il y a une grande Méditerranée, nous a-t-il dit, „à l'échelle de l'histoire", et il s'est demandé : « Jusqu'où s'étend-elle, jusqu'où faut-il en étendre la domination ? C'est un problème difficile et controversé, peut-être est-ce le problème par excellence de ceux qui veulent éclaircir l'histoire de la Méditerranée ». Cette Méditerranée de l'histoire qui a son centre et son moteur dans la Méditerranée mer, peut-on même l'étendre, tout en suivant Braudel, jusqu'à l'Europe entière, de l'Atlantique à Moscou et outre, du Sahara à la Baltique, de Gibraltar au golfe arabo-persique ? Veut-on l'appeler Grande Méditerranée ou Euro-Méditerranée ? En tout cas, il faut se rendre compte que la vie et là où civilisations de la Méditerranée se sont répandues et diffusées, au cours de l'histoire, sur un espace très ample, aux frontières incertaines.

Les limites de cette Méditerranée de l'histoire – nous devons les juger ‘variables’ – dépendent de la perspective et du choix de l'historien, du phénomène qu'il prend en considération, et ainsi de suite.

Certains chercheurs dans leur reconstitution historique ont plutôt choisi l'espace géographique ou tout au plus celui des Pays qui donnent sur la Méditerranée. Cette perspective a été et est spontanée pour les historiens de l'antiquité, période où le monde méditerranéen était un monde accompli et à part. L'on n'avait pas de nouvelles précises sur d'autres mondes, ou du moins l'on n'avait pas de rapports avec eux. En outre dans ce monde méditerranéen ancien l'on a réalisé la première et unique forme d'effective unité politique de la Méditerranée, à l'époque de l'empire romain, du I^{er} au IV^e siècle de notre ère.

Un des problèmes les plus fréquents dans la réflexion des historiens est justement celui de l'unité de la Méditerranée'. Ici aussi l'on risque de tomber dans un équivoque. Je cherche à m'expliquer.

L'unité romaine, dans le sens d'une participation du bassin entier à une même réalité politique et socioculturelle, avec la promotion de certains aspects et facteurs d'homogénéité qui a suivi, s'est réalisée une seule fois. En outre cet empire méditerranéen constituait, aux yeux de ses habitants, tout le monde connu, sans rivaux jusqu'au moment où lesdits ‘barbares’ s'approchèrent de ses frontières.

Les historiens ont discuté et discutent de la rupture de cette unité de la Méditerranée. Une longue tradition historiographique, qui dérive de l'historien anglais Gibbon, l'attribue à la descente des barbares de l'est et du nord vers la Méditerranée et à la ‘chute’ de l'empire romain d'occident. Mais plus tard, en 1938 – au sommet de l'époque coloniale et ce n'est pas un hasard – un petit livre, désormais célèbre, *Mahomet et Charlemagne*, de l'historien belge Henri Pirenne, a attribué à l'avènement de l'Islam l'effet – l'on pourrait même dire la faute – de la rupture de l'unité de la mer intérieure. D'autres chercheurs ont

ensuite montré que les commerces et les échanges entre les rives chrétiennes et musulmanes ont bientôt repris. D'ailleurs, tout le monde sait que le patrimoine intellectuel de la Grèce classique et de l'Hellénisme a été transmis à l'Europe du Moyen Âge par les musulmans dans les centres culturels de l'Espagne. Cet apport intellectuel extraordinaire – notamment dans les domaines de la philosophie, des mathématiques, des sciences naturelles – a joué un rôle essentiel dans l'enrichissement de la culture européenne du Moyen Âge et dans l'essor de la Renaissance.

Mais, dans la vision prédominante d'ensemble des historiens et surtout du grand public, depuis l'avènement de l'Islam l'histoire de la Méditerranée paraît modelée par l'opposition entre les deux civilisations, l'euro-chrétienne et l'arabo-islamique.

Ce conflit de civilisations devient encore plus dramatique et radical à partir de la fin du Moyen Âge, lorsque l'Islam, repoussé de la péninsule ibérique, gagne sous le drapeau de l'empire ottoman toute la péninsule balkanique et même une grande partie de la plaine magyare. Entre 1529 et 1683 l'Islam menace directement, sous les murailles de Vienne, le monde germanique. Sur le front méditerranéen l'expansion de l'empire ottoman est aussi rapide et menaçante : après Constantinople, la Syrie et l'Égypte, Rhodes, Alger, Tripoli, Tunis. La bataille de Lépante, nous le savons, établit un équilibre. La Méditerranée « sort de la grande histoire » comme le dit Braudel, mais elle reste le théâtre d'une confrontation ininterrompue, même si à un plus bas niveau.

L'unité méditerranéenne s'est-elle donc terminée avec les Barbares ou avec l'arrivée des Arabes, ou alors plus tard avec la fin du Moyen Âge ? En schématisant, l'on pourrait répondre : l'unité n'a plus existé, si nous pensons à l'unité de l'époque romaine ; mais elle a survécu pendant des siècles jusqu'à nos jours, si l'on donne au terme 'unité' un autre sens. C'est à dire que, dans l'espace méditerranéen, le processus historique millénaire et ininterrompu a été caractérisé par des contacts et des influences, des échanges d'hommes, de choses, d'éléments de culture matérielle et intellectuelle, entre empires, états, régions, villes, populations et donc entre les civilisations présentes sur les rives de la Mer.

Nous reprendrons sous peu ces réflexions sur l'histoire à la lumière de la réalité actuelle et de ses perspectives.

Regardons donc au présent. Dans la vision de cette Méditerranée actuelle, la Méditerranée et l'Europe s'opposent : d'une part l'Europe avec sa réalité économico-sociale privilégiée, sa civilisation, son avenir politique (l'Union Européenne, en train de s'élargir), de l'autre part la Méditerranée, les Pays tiers, 'les autres'.

Ce décalage et les éléments de différence et même de contraste, qui ne sont certainement pas absents, sur le plan politique, idéologique, religieux, peuvent motiver les craintes de quelques-uns. La grande mer intérieure peut devenir le théâtre du contraste renouvelé parmi de diverses civilisations, en particulier entre le monde européen et le monde islamique, presque un retour en arrière dans les siècles.

D'un autre côté, dans le cours historique qui a suivi la douloureuse expérience du colonialisme et le tourment de la décolonisation, l'on peut apercevoir des signes d'une aspiration et d'une disponibilité de plus en plus répandue à la composition et au dépassement des contrastes et des conflits ; cette affirmation vaut évidemment comme appréciation d'ensemble, dans un regard à l'espace méditerranéen entier et aux derniers dix ans. Nous n'oublions certainement pas qu'il y a été et qu'il y a encore d'inquiétants

risques d'affrontements aux Balkans et que la tragédie israélo-palestinienne est encore ouverte, même plus dramatique après l'échec d'un compromis qui semblait ouvrir la route à une graduelle solution définitive. Les avènements des derniers jours...

Nous devons espérer – et je crois que c'est l'espoir de la plupart des hommes de bonne volonté – que les peuples de la Méditerranée pourront s'acheminer de façon de plus en plus décidée vers la coopération et la paix, entre eux et avec la proche Europe, à laquelle quelques-uns d'entre eux appartiennent et d'autres appartiendront prochainement. Le programme de Barcelone, démarré en novembre 1995, désigne une précise perspective d'intégration économique et sociale, non sans conséquences politiques et spirituelles. Un premier bilan des résultats du processus de Barcelone peut apparaître décevant et il paraît donc bien de réagir sur le plan de l'analyse et de l'action politique. Le programme de Barcelone se fonde encore trop sur une conception qui distingue nettement et sépare l'Europe des 'Pays tiers', comme l'on dit, de la Méditerranée. L'Europe, dit-on, doit bien sûr co-habiter avec ces voisins d'en face et d'à côté dans la mer commune, elle doit chercher des remèdes aux problèmes les plus urgents et les plus risqués, elle doit soigner les symptômes sinon directement attaquer les maux à la racine. L'on accepte pourtant comme fondement la séparation entre l'Europe (y comprises ses régions méditerranéennes) et l'autre Méditerranée, et dans ce cadre de séparation se place le partenariat euro-méditerranéen (dans l'adjectif il y a un trait d'union avec son bilan insatisfaisant et ses perspectives incertaines.

C'est à dire, peut-on espérer que même dans l'espace méditerranéen, entre l'Europe entière, telle qu'elle se sera d'étape en étape élargie dans les prochaines années, et tous les pays de la Méditerranée, même ceux qui aujourd'hui ne participent pas au processus de Barcelone, se réalisera un processus de coopération et intégration qui aurait comme fondement la conscience d'une expérience historique commune en Méditerranée, cette 'unité de la Méditerranée' et 'identité méditerranéenne', dans le sens qu'on a cherché de montrer ?

Nous, les historiens, avons une tâche difficile qui nous engage beaucoup, mais qui est essentielle. Nous devons agir pour qu'on reconnaisse de mieux en mieux cette identité, et même, si l'ose dire, pour la constituer, à côté évidemment des autres nombreuses identités propres à tout individu, groupe ethnique et culturel, population d'une ville, d'une région, d'un état.

Nous, les historiens, devons recouvrer la connaissance et la mémoire d'une expérience historique que nous avons partagée, une histoire dont l'on doit même reconnaître les aspects d'incompréhension réciproque, d'états conflictuels, de violence. L'on ne doit pas oublier, l'on ne doit pas se taire. L'on doit au contraire reconstruire et interpréter le cours historique dans une perspective plus approfondie, qui nous mène à comprendre le point de vue, la sensibilité, les raisons des autres, de plusieurs autres qui ont partagé cette histoire. Une connaissance historique qui ne soit plus l'instrument de haines et de concurrences religieuses ou politiques, de prétentions et de projets de primautés et d'hégémonies, dont l'histoire de la Méditerranée est pleine ; et moi, Je viens d'un pays qui a proclamé et souhaité – le dirais déliré – sa suprématie dans la Méditerranée.

Il s'agit de reconnaître qu'il y a une histoire commune ininterrompue, de la Méditerranée et de l'Europe, ou, si l'on veut mieux dire, de l'espace euro-méditerranéen,

ou bien encore de la Méditerranée historique. Cette histoire a reçu de nombreuses et différentes civilisations des apports provenant souvent de plus loin, de l'Afrique saharienne ou d'au-delà du désert, des fleuves mésopotamiens, des steppes asiatiques ou plus tard des vastes plaines et forêts de l'Europe centrale et du nord.

Une histoire, parvenue jusqu'à aujourd'hui, à travers laquelle nos sociétés et économies, nos cultures et civilisations se sont formées et modifiées ; une histoire à travers laquelle, si l'on regarde certains aspects, phases, connexions de l'histoire plus ancienne ou plus récente, l'Europe entière et le monde arabe entier peuvent se reconnaître d'une façon ou de l'autre plus méditerranéens qu'ils ne le pensent ou qu'ils ne s'en rappellent.

Nous nous trouvons dans un pays qui des siècles durant a donné sur la Méditerranée, qui dans un avenir prochain entrera dans l'Union Européenne et sera coresponsable, ainsi que les autres, du Programme euro-méditerranéen de Barcelone.

Avec cette conscience de la tâche de l'historiographie et des historiens, un groupe de chercheurs en 1995, l'année de Barcelone, a fondé la SIHMED, Société Internationale des Historiens de la Méditerranée, et je suis heureux de rappeler que notre collègue László Nagy a été parmi les fondateurs et depuis lors membre du Conseil de Direction. La SIHMED entend justement favoriser la production historiographique sur la Méditerranée et sa diffusion et connaissance même de la part du grand public ; dans ce but elle cherche à faciliter la connaissance et les relations réciproques parmi les chercheurs intéressés.

Tandis que la responsabilité des considérations ici développées ne revient qu'à moi, c'est au nom de la SIHMED, et en particulier des membres du Conseil de Direction, Eva Faber, de l'Université de Graz, et Momcilo Spremic, de l'Université de Belgrade, outre, évidemment, de notre et votre László Nagy, que je vous adresse mes salutations les plus amicales et que je vous présente mes meilleurs vœux pour les travaux du colloque.



Corse et Sardaigne entre archaïsme et modernité au XIX^{ème} siècle

Francis POMPONI
Université de Nice

Entre tradition et modernité... Quelle que soit l'ambiguïté de cette terminologie faussement neutre en ce qu'elle se réfère à des concepts donnés comme des valeurs bien établies et opératoires sur un plan historique, nous avons choisi pour examiner cette ambivalence le terrain de deux îles méditerranéennes, la Corse et la Sardaigne au XIX^{ème} siècle, du point de vue de leur intégration dans l'espace national, français dans le premier cas, piémontais puis italien dans le second. Sans vouloir reprendre ici l'ensemble de la *questione meridionale* qui a déjà fait couler beaucoup d'encre, plus il est vrai dans le cas de l'ancien Royaume de Naples que de la Sardaigne ou de la Corse, *Mezzogiono* de la France, c'est autour de cette thématique que nous nous situerons en considérant les traits d'archaïsme (*arretratezza* disent les Italiens) et la lente marche de ces îles dans la voie du « progrès ». Les repères temporels coïncident en aval avec le tournant que représente la première guerre mondiale mais ils sont quelque peu décalés en amont puisque la Corse est devenue partie intégrante de l'ensemble français en 1789 alors que la Sardaigne ne connaît la *fusione perfetta* avec le Piémont qu'en 1847, avec l'application du statut de Carlo Alberto, en attendant son insertion dans une Italie unifiée au temps de Cavour. Pour ce faire, nous privilégierons une approche thématique, en prenant du champ par rapport à la chronologie, afin de mieux nous placer dans la logique de cette rencontre.

Que nos deux îles aient posé, et en partie posent encore aujourd'hui, des problèmes du point de vue de leur intégration, c'est ce que révèlent les enquêtes parlementaires dont elles ont périodiquement fait l'objet et qui ont toujours été provoquées par la situation particulière qu'elles occupent en divers temps au sein des nations auxquelles elles appartiennent. Qu'il s'agisse de l'*inchiesta agraria* de Jacini et de celle de F. Pais Serra pour la Sardaigne ou du rapport Clemenceau pour la Corse, c'est à une situation d'ensemble des deux îles que nous avons affaire autour du thème de leur archaïsme et de leur particularisme sur les plans de la société, de l'économie et des « moeurs »¹. Leur « état » est régulièrement apprécié comme non conforme aux normes de leur appartenance nationale. Les propos sont sévères : îles à la traîne, loin d'un niveau de développement décent, en mal d'industrialisation et figées dans des structures agraires improductives, manifestement sous-équipées, fermées sur elles-mêmes, peuplées d'habitants attardés, violents et peu entreprenants, comme frappées de fatalisme. L'enquête est en général un

¹ L'enquête dite Jacini de 1885 n'est en fait pas propre à la Sardaigne ; pour cette région c'est Salaris qui en fut le maître d'oeuvre. Elle avait été précédée par un premier inventaire du temps de Depretis en 1868. Quant à la principale enquête, celle de Pais, elle date de 1894. En Corse différentes enquêtes parlementaires provoquées par des problèmes ponctuels (questions électorales et banditisme) se succédèrent dès les premières décennies de la III^{ème} République, avant celle de Delanney connue sous le nom de « rapport Clemenceau » de 1908.

prélude à des solutions qu'on a du mal à échafauder pour les faire entrer dans la modernité et les rapprocher du « modèle » continental. Périodiquement, plus encore au XX^{ème} siècle qu'au siècle antérieur, elles ont suscité des mesures particulières, des plans de développement tendant, avec plus ou moins de succès, à leur fournir les moyens nécessaires et à créer les conditions de leur « mise à niveau » : c'était encore l'objet du Plan d'Action Régionale de 1957 pour la Corse et du *Piano di Rinascita* à une date proche de celle-ci pour la Sardaigne². De façon non moins significative a été régulièrement posée à leur propos la question d'un statut particulier d'autonomie interne, réglé dans le cas de la Sardaigne au lendemain de la seconde guerre mondiale mais toujours d'actualité en ce qui concerne la Corse. Considérons déjà ces traits distinctifs par rapport à d'autres départements ou provinces comme des révélateurs de la question qui nous occupe.

Vue synoptique

Le constat d'archaïsme (*arretratezza*) est déjà dressé sous l'Ancien Régime, au lendemain de l'annexion ou de la conquête des deux îles, après le passage de l'Espagne au Piémont en 1718 pour la Sardaigne et après 1769 pour la Corse qui devient alors française. Contentons-nous de l'évoquer en forme de rappel. Sont alors mis en cause l'ingratitude du climat et du sol, les faibles superficies de terres arables, l'étendue de plaines palustres et répulsives autant que de montagnes arides, un genre de vie reposant sur une agriculture autarcique à dominante de céréaliculture de faible rendement et d'un élevage extensif lié à la transhumance. Pas de routes carrossables, de faibles infrastructures portuaires et une économie d'échanges sous la dépendance de l'extérieur pour l'approvisionnement en produits de base et encore plus en produits de luxe. Facteur aggravant pour la Sardaigne, l'emprise d'une féodalité d'origine espagnole, latifundiaire et oppressive, que les Piémontais hésitent d'autant plus à mettre en cause qu'elle est puissante, et, en Corse, l'absence d'une classe moyenne entreprenante de gros propriétaires chère aux physiocrates³. La faiblesse de la densité démographique, à l'origine de plusieurs projets de colonisation de peuplement, autant que le régime de la petite propriété en milieu paysan entraîne également l'absence d'une classe de prolétaires que certains appellent de leurs vœux comme condition préalable à l'essor de l'agriculture. En clair, un monde sauvage, une population encore dans l'enfance, violente, barbare même (en raison de la pratique de la vendetta), fainéante et superstitieuse, des îles sur lesquelles ne s'étaient pas encore répandus les lumières et les bienfaits de la civilisation. Aux yeux des dominants qui « découvrent » le pays, administrateurs, voyageurs, experts géographes ou militaires qui multiplient alors enquêtes et rapports adressés au pouvoir central, alternent, aussi bien en Corse qu'en Sardaigne, l'espoir dans des potentialités naturelles qui

² Pour la Sardaigne et la législation particulière dont elle a fait l'objet, se reporter à Laura Pisano, « Orientamenti riformatori e politica delle legge speciale, note per una ricerca su Stato e Mezzogiorno dall'Unità al fascismo », in *Studi e ricerche in onore di Girolamo Sotgiu*, C.U.E.C, Cagliari, 1994.

³ Comme références globales sur la période, voir L. Villat, *La Corse de 1769 à 1789*, Besançon, 1924 et, pour la Sardaigne, Carlino Sole, *La Sardegna sabauda nel settecento*, Sassari, 1984 et Girolamo Sotgiu, *Storia della Sardegna sabauda*, editori Laterza, 1984.

requièrent de lourds investissements et découragement allant jusqu'à faire envisager de se débarrasser de ces conquêtes improductives.

Part de réalité... C'est certain quand on pense que la comparaison plus ou moins explicitement était faite avec les régions les plus avancées du continent, part de schématisme ethnocentrique tendant au stéréotype, c'est non moins certain et durable puisqu'à des décennies d'intervalle l'on retrouve les mêmes jugements négatifs portés sur les deux îles et sur leurs habitants. Mais c'est qu'en termes de modernité, le décalage allait subsister et, sans entrer dans le débat toujours ouvert des raisons de cette stagnation, le tournant de la Révolution française n'a pas été suivi en Corse par une mutation économique propre à transformer en profondeur les structures sociales et la *fusione perfetta*, prélude à l'unité italienne, loin de résoudre la tare de l'archaïsme en Sardaigne, allait rapidement la placer au coeur de l'actualité nationale comme une variante de la *questione meridionale*. Nuançons notre propos tout en balayant largement la période. A se placer du point de vue d'une modernité « technologique », celle qui découle directement du progrès des « sciences et des arts », il serait absurde de dire que Corse et Sardaigne n'ont point évolué de l'Ancien Régime à la fin du XIX^{ème} siècle. Des routes y ont été aménagées... la *Carlo Felice* a raccourci les distances entre Sassari à Cagliari et Miot de Mélito, administrateur général de la Corse sous le Consulat, se félicitait déjà d'avoir pu faire le trajet entre Ajaccio et Bastia « en voiture » en attendant l'oeuvre de la Monarchie de Juillet⁴. Avec retard par rapport au continent et bien qu'en réseau limité, le chemin de fer fera son apparition dans la deuxième moitié du XIX^{ème} et reliera entre eux les principaux chefs-lieux tandis que depuis les années 1830 la navigation à vapeur avait déjà amélioré les liaisons avec le continent et facilité les échanges. Modernisation technologique aussi, lente mais réelle et liée à des importations de modèles continentaux, dans le domaine des moyens de production, moulins et pressoirs, instruments de tissage, passage dans certains cas de l'artisanat à la manufacture, apprentissage des techniques d'extraction des minéraux et même naissance (en Sardaigne) d'une industrie minière, exploitation plus rentable des ressources forestières en recourant à des scies mécaniques. Progrès aussi des moyens d'information, de l'édition et de la presse, amélioration de l'instruction, plus rapide en Corse qu'en Sardaigne et recul de l'analphabétisme sont à porter au crédit du changement⁵. Avec des décalages dans le temps et souvent à un moindre degré d'intensité, le progrès s'affiche dans les îles où l'on court après le modèle continental, mais toujours avec le sentiment d'un décrochement intolérable qui entretient un sentiment d'amertume voire de révolte lorsque s'installe l'impression relative d'être laissé pour compte. On le voit en Corse lorsque sont mises en cause les grandes compagnies maritimes, la Fraissinet de Marseille notamment, accusée de transporter les voyageurs comme du bétail ou lorsque les Sardes se plaignent de ne pas être traités équitablement en arguant aussi de leur handicap insulaire en matière de transports. Tout bouge, tout change évidemment à l'échelle d'un siècle y compris dans la société : en

⁴ A. Albitreccia, *La Corse, son évolution au XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle*, Paris, 1942.

⁵ F. Pomponi, *Mémorial des Corses*, Ajaccio, 1980, tome IV et, pour la Sardaigne, G. Sotgiu, *Storia della Sardegna dopo l'unità*, editori Laterza, 1986.

Sardaigne une élite nouvelle se forme, une intelligentsia culturelle s'affirme au XIX^{ème} et, dans les deux îles, la classe politique dominante suit le mouvement des idées et participe aux débats nationaux. Les relations avec le continent se multiplient et les échanges sont facteur de progrès sur le plan culturel comme sur le plan économique. L'historien en a pris acte et a pu faire l'histoire des deux îles en intégrant ces changements qui, à chaque étape importante, créent des situations nouvelles. Et pourtant, des traits d'archaïsme subsistent voire se renforcent en rendant difficile cette entrée dans la modernité avec le double effet d'entretenir sentiment de supériorité et de rejet chez le dominant et insatisfaction et rancœur chez le dominé. C'est sur ce terrain des limites de la modernité et de ses conséquences que nous entendons nous placer en étant sensible aux permanences structurelles en matière d'archaïsme.

Portée limitée des mutations agraires et sociales

Le passage à l'Etat-nation, la modernité par excellence, ne s'est pas fait aisément et a laissé des poches d'ombre lentes à se résorber. La question est bien connue pour l'ensemble du *Mezzogiorno* au moment même et au lendemain de l'unité italienne. Certes la Sardaigne n'a pas été touchée par la même vague d'agitation que le Royaume de Naples⁷ et l'on n'y enregistre pas de poussée de brigandage en forme de résistance à la fusion. C'est sans doute que, dépendance piémontaise, le pays a progressivement fait l'apprentissage de l'intégration sans passer par le stade de l'Etat-région. Il a ainsi connu avant même la *fusione perfetta* une homogénéisation administrative et judiciaire qui l'a rapproché du modèle centralisé du continent et, en 1847, il a perdu sa spécificité politique (les *stamenti* et la *Real Udienza*) qui faisait de la Sardaigne un *Regno*.⁸ Cela s'est fait au nom du progrès et a été salué comme tel par la classe dirigeante : avec le *statuto* de Carlo Alberto le pays accédait à un régime constitutionnel qui satisfaisait les élites libérales ; il participait de l'évolution dans le sens de la démocratie en matière politique. Déjà sous Carlo Felice, au nom de la même modernité, il avait été procédé à une codification juridique avec les *leggi civili e criminali* qui, sans atteindre le degré de simplification et d'homogénéisation des codes napoléoniens, marquaient une prise de distance appréciable sinon une rupture avec l'Ancien Régime⁹. La Corse pour sa part avait fait l'apprentissage

⁶ Collectif, *Intelletuali e societa in Sardegna tra restaurazione e unita d'Italia*, Atti del Convegno di Studi, Oristano, 1990, Editrice S'Alvure.

⁷ On se souvient de la réflexion de Cavour en 1860 : « L'Italie du Nord est faite, il n'y a plus ni Lombards ni Piémontais ni Toscans ni Romagnols, nous sommes tous italiens mais il y a encore les Napolitains. » Carteggi Cavour III p. 228. Voir Giuseppe de Tiberis, *Le ragioni del Sud*, Edizioni Scientifiche italiane, Napoli, 1969 et Massimo L. Salvadori, *Il mito del buongoverno*, Einaudi Editore, Turin, 1960.

⁸ Les *stamenti* réunissant les représentants de la noblesse, du clergé et des villes constituaient depuis l'époque espagnole comme un parlement régional. La *Real Udienza* était une cour de justice propre au pays. Ces structures et d'autres « privilèges » disparurent du fait de la fusion et de l'intégration au Piémont.

⁹ Voir Mario Da Passano, *Delitto e delinquenza nella Sardegna sabauda (1823-1844)*, Giuffrè editore, Milano 1984.

de la modernité administrative, fiscale et juridique en devenant partie intégrante de la nation française en 1789. Parmi les acquis de la Révolution qui tranchent avec l'état inachevé d'Ancien Régime, rappelons l'unification de la monnaie et des poids et mesures, le système décimal, auxquels la Sardaigne n'accédera que plus tard mais toujours par la voie de l'étatisation et de la centralisation. Dans la foulée, au XIX^{ème} siècle, ce fut, comme pour les autres départements, l'établissement du cadastre pour servir de base au prélèvement de l'impôt. En Italie, unification nationale avec tout ce que cela suppose sur le plan institutionnel et concept de modernisation et de progrès vont de pair comme pouvait s'en réjouir en 1862 Silvio Spaventa : « *L'Etat moderne, disait-il, dirige le peuple vers la civilisation et ne se réduit pas à administrer la justice ou à défendre la société ; il tend à conduire celle-ci dans la voie qui mène aux finalités les plus élevées de l'humanité*¹⁰ », point de vue d'un libéral napolitain partagé par les élites sardes.

Déjà en 1815, lorsque la monarchie piémontaise restaurée se penche à nouveau sur le sort de la Sardaigne, elle exprime sa volonté de tourner la page de l'archaïsme et de rompre avec les siècles obscurs de l'Ancien régime. Pour arracher le *Regno* à son *arretratezza*, elle développe un programme qui n'est pas très éloigné de celui mis en oeuvre par les réformistes du temps de Bogino, de Gemelli et de Cossu au siècle précédent¹¹. L'équivalent se retrouve en Corse sous la Restauration : accent mis sur l'agriculture, encouragement aux cultures nouvelles, subventions de l'Etat, mise en place de sociétés ou d'académies rassemblant les notables les plus éclairés prêts à jouer le jeu des exploitations « modèles ». L'on y relève l'empreinte physiocratique infléchie dans un sens plus scientiste préconisant les perfectionnements techniques en matière d'assolement, de machinisme et d'engrais artificiels. Le discrédit jeté sur les bergers considérés comme un obstacle à la mise en valeur agricole s'inscrit aussi dans une continuité et est justifié par les mêmes principes de régénération du pays. La lutte contre les servitudes collectives (*ademprivi*) et les biens communaux trouve son homologue en Corse, y compris avec l'interdiction de la vaine pâture, légalement supprimée sous le second Empire¹².

Sans doute pouvons-nous aussi mettre au compte de la modernisation du pays l'action de l'Etat piémontais pour favoriser le passage à la *proprietà perfetta* libérée des contraintes d'assolement par l'*editto delle chiudende* (1820) qui autorisait particuliers et communautés rurales à enclore leurs terres¹³. Il en va de même des mesures tendant à faire sortir la Sardaigne de la féodalité. C'est avec retard par rapport à la péninsule que le problème se pose quand l'on pense que même le royaume de Naples avait déjà fait temporairement l'expérience de cette révolution à la faveur de l'influence napoléonienne

¹⁰ « *lo stato moderno dirige un popolo verso la civiltà ; non si restringe solamente a distribuire la giustizia e a difendere la società ma vuole dirigerla in quelle vie che conducono ai fini più alti dell'umanità* » cité par R. Romanelli, *L'Italia liberale*, Il Mulino, 1990, p. 31.

¹¹ C. Sole, *op.cit* supra.

¹² F. Pomponi, « Un siècle d'histoire des biens communaux en Corse dans le Delà des Monts », *Etudes Corses*, n° 3 et 4, 1974. et « Le problème de la vaine pâture en Corse au XIX^{ème} siècle », *BSSHNC*, 4^{ème} trimestre, 1976.

¹³ Italo Birocchi, *Per la storia della proprietà perfetta in Sardegna*, A. Giuffrè editore, Milano, 1982.

au temps des rois Joseph et Murat. Lorsque Carlo Alberto se décide, non sans hésitations, à libérer le *Regno* de cet archaïsme social, il n'entend pas à proprement parler porter atteinte aux féodaux ni soulager leurs vassaux mais il espère voir naître une aristocratie foncière dynamique et entreprenante (*una classe imprenditrice*). Reste que la mesure de 1839 précédée et suivie d'autres dispositions qui attestent de la progressivité du changement, a mis un terme aux droits féodaux et aux justices seigneuriales et que les vassaux ont été libérés des marques les plus visibles et les plus surannées de la féodalité ; bientôt ils seront également affranchis de la dîme ecclésiastique. Il s'ensuivit une importante opération de rachat de droits ou de fiefs par l'Etat qui, comme il le faisait parallèlement avec les terres communales et les biens du clergé qui étaient venus grossir son patrimoine, les remit en circulation en les rétrocédant à des particuliers ou à des collectivités dans l'espoir de favoriser la naissance d'une moyenne ou grosse bourgeoisie rurale sur laquelle il comptait pour passer au stade d'un capitalisme agraire qui réponde au modèle de l'Italie du Nord. La réforme venait d'en haut, de l'Etat qui en confiait le soin à son administration conformément aux préceptes d'une centralisation « à la française ».

Il y eut loin pourtant des intentions aux réalités dans le domaine des mutations agraires et sociales. Les habitudes étaient tellement ancrées dans le passé et l'atteinte portée par la nouvelle législation aux intérêts des populations les plus démunies était telle que la résistance au changement fut plus forte. La réforme se heurta aux habitudes des populations pastorales transhumantes qui voyaient, du fait des enclosures autorisées par la loi (les *chiudende*), se fermer leurs traditionnels terrains de parcours ou être obligés d'« acheter » l'herbe de leurs troupeaux sur des terres jusque-là grevées de servitudes mais transformées depuis en propriétés privées¹⁴. Révoltes, bris de clôture, procès, eurent pour effet de retarder et de limiter la portée du changement d'autant qu'à l'intérieur des communautés rurales, les plus pauvres demeuraient attachés à la formule de l'exploitation collective reposant sur l'alternance entre sole cultivée (système du *vidazzone*) et jachère (*paberile*) rendue impossible à partir du moment où les propriétaires faisaient valoir leurs droits de *propieta perfetta* et se libéraient des contraintes de l'assolement. La classe dominante des anciens féodaux conserva toute sa puissance et sa richesse. La pratique du rachat (*riscatto*) de droits se fit à leur bénéfice puisque la formule leur assura des revenus plus substantiels que ceux qu'ils retiraient jusque-là de taxes aléatoires et toujours très disputées par les anciens vassaux. Il s'avéra que le coût du rachat des droits féodaux consenti par la monarchie retombait en fait sur ceux qu'elle « affranchissait » ou à qui elle rétrocédait les terres qui en étaient grevées, ce qui eut pour effet de refroidir les velléités des paysans qui voulaient s'en rendre acquéreurs. Les anciens vassaux ne profitèrent guère des réformes et, faute de capitaux, seule une minorité d'entre eux purent affermir leur emprise foncière. Là où les terres, domaniales, communales ou seigneuriales, leur furent vendues, même à bon compte, ils furent dans l'incapacité de les mettre en valeur et d'en tirer profit suivant les nouvelles formules souhaitées par l'Etat. La plupart des nouveaux acquéreurs furent contraints avec le temps et pour faire face à leur endettement de céder leurs parcelles aux plus nantis qui n'en devinrent pas pour autant d'entrepreneurs

¹⁴ Evolution déjà bien décrite par M. Le Lannou dans sa thèse *Pâtres et paysans de Sardaigne*, traduction par M. Brigaglia, Edizioni della Torre Cagliari, 1992.

agrarie¹⁵. L'enquête Salaris note à propos de la nouvelle situation foncière de la Sardaigne à la suite de ces dispositions plus réformatrices que révolutionnaires que l'accès à la propriété du sol a été favorisée mais qu'elle se fit au prix d'un excessif morcellement. Même si les latifundia reculèrent, en matière de mode d'exploitation, le métayage (*mezzadria*) et le fermage (*affitto*) continuèrent à prévaloir sur l'exploitation directe et modernisée que la loi avait voulu favoriser. L'on en est encore resté aux contrats verbaux et à court terme en matière de location de la terre ou du bétail, le traditionnel *rapporto contrattuale* souvent consenti à l'année et ayant pour effet de cantonner le preneur dans une situation précaire sans permettre au patron d'entrer dans une phase d'accumulation de capital. La misère, signe par excellence de l'*arretratezza*, fut même aggravée en certains endroits et l'insécurité croissante, l'agitation récurrente dans les campagnes, en sont le signe. Incontestablement la Sardaigne a manqué sur le plan agraire son entrée dans la modernité. L'on peut dire d'elle ce qu'écrit Galasso à propos de la Calabre lorsqu'il parle de processus de modernisation sans développement et de croissance sans transformation.

Les nouveaux riches – car il y eut quand même des bénéficiaires de l'opération dans la classe rurale de la moyenne bourgeoisie (les *galantuomini*) –, se cantonnèrent en fait dans les usages ancestraux, à bonne condition d'ailleurs, aux dépens de leurs métayers, fermiers ou salariés qui ne ressentirent aucun changement de leur condition par rapport au passé. Antonio Gramsci se pencha plus tard sur la société sarde mettra régulièrement l'accent dans ses écrits sur cette incapacité *imprenditrice* de la bourgeoisie rurale en Sardaigne qui affectionnait de se comporter en rentier du sol et qui préférait ouvrir à ses enfants la voie des emplois (*impieghi*) à prendre dans l'appareil d'Etat ou des professions libérales¹⁶. Là encore la comparaison est à faire avec la Corse où les nouvelles élites dirigeantes volontiers qualifiées de propriétaires ne misèrent pas sur la mise en valeur de leurs biens et optèrent plutôt pour des carrières de fonctionnaires, de magistrats, de médecins et d'avocats.

En d'autres domaines aussi

Sur un autre registre il convient aussi de prendre la mesure des limites de l'ouverture sur un marché national. Là encore le fossé se creuse entre le Nord et le Sud et la situation de dépendance que dénonçait déjà John Day pour la Sardaigne médiévale sous le nom d'échange inégal¹⁷ perdure tout en intégrant les formes nouvelles de cette dépendance masquée par les airs de modernité que nous soulignons plus haut. La Sardaigne continue à produire des matières premières mais tarde à s'équiper en moyens pour transformer sur place ces produits. Aux ressources agricoles qui n'ont pas changé de nature se sont certes ajoutées les ressources minières (soufre, cuivre, plomb) sans qu'une métallurgie ne s'installe sur place et les produits finis et à forte valeur ajoutée continuent à venir du continent. L'accent est mis régulièrement sur l'inadéquation aux exigences de la

¹⁵ Sur tous ces aspects socio-économiques, I Biocchi, *op cit*.

¹⁶ Antonio Gramsci cité par Rosario Villari, *Il Sud nella storia d'Italia*, tome II, p. 525 et passim, Laterza, 1975.

¹⁷ John Day in *La Sardegna sotto la dominazione pisano-genovese*, UTET Libreria, 1987.

modernité économique des formules héritées du passé. La Sardaigne a manqué le virage de la révolution agricole mais elle a tout autant manqué celui de l'industrialisation et l'on peut en dire autant de la Corse. En dehors du secteur minier où naît un embryon de classe ouvrière, l'artisanat domine encore en milieu urbain régi par les règles d'un corporatisme désuet.

Archaïsme également patent quand on considère le retard en matière d'équipement bancaire et le recours systématique à l'usure qui fait la richesse des créanciers – précisément cette nouvelle classe de bourgeois parasites – et la misère des débiteurs progressivement privés des ressources traditionnelles des *monti frumentari* et des *opere pie*¹⁸ auxquels ils avaient jusque-là recours en temps de difficultés. Leur disparition comme éléments régulateurs de la vie locale n'a pas été compensé par la mise en place d'un réseau suffisant d'organismes de crédit. Ce manque de liquidités est également bien observé par Gramsci lorsqu'il insiste sur la *scarzezza di capitali liquidi* et déplore dans la foulée « *una struttura economico-sociale primiriva e ritardataria rispetto a quella del settentrione* »¹⁹. Ce sont les mêmes observations qui sont faites à propos de la Corse dans le rapport Clemenceau de 1908.

Cette faiblesse structurelle ne résista pas à la crise économique des derniers décennies du siècle liée à l'élargissement du marché à l'échelle internationale et à la guerre des tarifs douaniers. La remise en question du libre échange entre France et Italie au temps de Crispi a porté un coup fatal au commerce du bétail auquel se livrait la Sardaigne notamment à destination de la Provence. Dès les premières mesures prises en 1878 le nombre de têtes bovines embarquées à Porto Torres est en chute libre, d'autant que l'approvisionnement des pays demandeurs se fait de plus en plus à partir d'Argentine tout comme, de plus en plus, les blés qui arrivent sur le marché européen proviennent d'Amérique et de Russie. La Corse comme la Sardaigne est incapable de faire face à cette concurrence qui s'exerce aussi sur l'huile et sur le vin dont les productions avaient augmenté tant qu'elles trouvaient preneur sur le continent²⁰. Les châtaignes, les cédrats, n'ont plus leur place sur ces marchés et c'est par milliers que les arbres à pain deviennent des arbres à bois ou à tanin. Dans les deux îles l'on assiste à une déstructuration en profondeur des économies traditionnelles qui ne sont pas relayées par des activités novatrices. La crise s'installe et génère d'importants mouvements migratoires qui, avec un décalage dans le temps, affectent aussi bien la Corse que la Sardaigne.

En matière culturelle, en dépit des transformations que nous signalions dans le long terme et de l'affirmation d'une intelligentsia, les masses populaires tardèrent à surmonter le handicap de l'analphabétisme et au XIX^{ème} siècle, sans avoir l'apanage de cette situation d'*arretratezza* longtemps présente en maintes régions de la péninsule, la Sardaigne fait assurément partie des régions les plus arriérées, comme l'attestent les différentes enquêtes réalisées à l'échelle nationale entre 1860 et 1914. Le fossé se creuse

¹⁸ Structures d'assistances de caractère caritatif (prêts de semences et oeuvres pieuses) qui existaient à l'échelle des communautés sous l'Ancien Régime.

¹⁹ Gramsci, in R. Villari, *op.cit.*, p.541.

²⁰ F. Pomponi, « Crise de structure et crise de conscience en Corse (fin XIX^{ème} siècle) » *Actes des Journées d'Etudes de Bendor, Nice*, 1977.

en particulier par rapport à l'Italie du Nord et c'est en termes relatifs que se pose la question du retard du Sud. Insuffisance de l'infrastructure scolaire, nécessité des travaux des champs et des soins à donner au bétail qui éloignent régulièrement les enfants du chemin de l'école primaire. Les enquêtes sur le terrain et la littérature du temps s'en sont fait régulièrement l'écho ; il n'est pour s'en convaincre qu' à se rapporter à *Banditi a Orgosolo*²¹ ou à l'oeuvre de Grazia Deledda et le retard ne sera pas comblé en entrant dans le XX^{ème} siècle.

Au fur et à mesure que dans les deux îles se répand le sentiment que l'intégration dans l'ensemble national a été un leurre du point de vue du rattrapage économique et que le fossé se creuse avec le continent, dans une frange de l'opinion d'anciens fantasmes sont réactivés et viennent se cristalliser autour du thème de l'île abandonnée voire de l'île exploitée comme si le mal était programmé de longue date. Revient alors en force au niveau de l'imaginaire le temps de la conquête et de la « soumission », celui où en Sardaigne le mécontentement se cristallisait contre les Piémontais, ces dominateurs rendus responsables de tous les maux, eux qui ont étouffé dans l'oeuf les aspirations autonomistes nées en 1793 de la résistance à l'oppresseur étranger, en l'occurrence les forces de la Révolution française qui s'étaient alors présentées sous les murs de Cagliari. En Corse, les premiers autonomistes de la *Tramuntana* et Santu Casanova²² contestent le régime de Marianne et enjolivent le passé, Pascal Paoli et le temps de l'indépendance. Certaines élites locales se disent brimées par le pouvoir central qui les cantonne dans un rôle subalterne. En Sardaigne les mouvements sociaux sont sévèrement réprimés sous couvert de lutte contre le banditisme et l'on se remémore l'époque où la résistance à l'oppression avait été écrasée par la collusion entre les autorités piémontaises et les grands féodaux d'origine espagnole. Gian Maria Angioy, qui avait payé par l'exil en 1796 son action patriotique aux côtés des paysans en révolte est célébré dans certains milieux démocrates comme un héros « national ». Dans les deux îles, les nostalgiques de l'autonomie ou de l'indépendance se tournent vers le passé en refusant une modernité qui leur fait violence. De là la cristallisation du mécontentement contre le pouvoir central qui s'identifie de plus en plus à l'Etat... cet Etat qui ne « fait rien » pour la Sardaigne ou pour la Corse, les considérant comme des terres de conquête voire des colonies bonnes à exploiter. Cette quête identitaire, qui se développe en réponse aux abandons ou aux exploitations du pouvoir dominant allait être bientôt dénoncée en Sardaigne par Antonio Gramsci en des termes rénovés par une analyse marxiste reposant sur la lutte des classes, une forme nouvelle de contestation contre le sous-développement dont on ne trouve pas l'équivalent en Corse. Là, sans doute parce que le processus d'intégration était plus ancien et plus avancé, la cristallisation du mécontentement contre l'Etat fut plus limitée mais avec des différences non négligeables, les deux moments peuvent néanmoins être examinés en parallèle autour du thème commun de la persistance des archaïsmes et de l'absence d'un développement économique moderne.

Des îles exploitées ?

²¹ Franco Cagnetta, *Banditi a Orgosolo*, Rimini-Firenze, 1975

²² F. Pomponi, *art. cit. supra*.

Le thème du *scambio ineguale* est réactualisé. Ces îles, dit-on de part et d'autre des Bouches de Bonifacio sont moins pauvres qu'on se plaît à le dire, elles détiennent des richesses mais celles-ci sont exploitées par des étrangers (entendons des gens qui ne sont ni Corses ni Sardes) qu'il s'agisse des minerais, des ressources forestières ou des profits nés du commerce et de l'activité bancaire. L'on se souvient en Corse des *carpet baggers* du temps de l'Ancien Régime qui avaient jeté leur dévolu sur le pays au lendemain de la conquête en faisant la chasse aux concessions, aux primes et aux emplois aux dépens des « nationaux ». Cela vaut pour la Sardaigne dont les potentialités n'auraient été vantées que pour inciter des investissements de type colonial. Ne trouve-t-on pas encore dans le discours « officiel » des gouvernants le thème récurrent que ces îles n'ont pas suffisamment payé le prix des lourds investissements que les Etats français ou piémontais y ont engagé au niveau des infrastructures ! Les potentialités de richesse manifestement surestimées n'ont fait qu'aiguïser des appétits contraires aux intérêts des populations locales. Inversement l'agacement ressenti dans certains milieux du pouvoir dominant devant le fait que celles-ci ne répondaient pas aux espoirs qu'on avait mis en elles, qu'elles se plaçaient à contre-courant de l'évolution, provoquaient les mêmes velléités de rejet qu'au siècle précédent. Il arriva encore au XIX^{ème} siècle, au moment de la réalisation de l'unité italienne, que la Sardaigne soit proposée comme monnaie d'échange dans les tractations entre le Piémont et la France comme cela s'était encore produit au moment de la Révolution française. Dans le cas de la Corse, au lendemain de la chute du Second Empire, l'on se souvient de la proposition de Clemenceau faite devant le club positiviste que cette île « bonapartiste » cesse d'être française. La fiscalité d'Etat, *il fiscalismo cameralistica*, tendait à être perçue, dans certains milieux comme une forme nouvelle d'exploitation. C'est ce que dénonçaient les premiers élus sardes du *parlamento subalpino* considérant que l'optique du gouvernement piémontais était de faire rentrer de l'argent pour les besoins de l'Etat et non pas pour permettre le développement économique de l'île, une allégation qui se retrouve sous la plume de Gramsci et qui perce aussi en Corse dans les années 1880 où, dans le contexte de crise économique et de surcharge fiscale, les bandits se remettent à faire la chasse aux percepteurs. Le problème s'est déjà posé en Sardaigne avec une particulière acuité peu de temps après la réalisation de l'unité italienne, dès 1857 lors de la bataille menée par G.B Tuveri à propos de la nouvelle fiscalité « unitaire » marquée par un alourdissement de l'impôt foncier douloureusement ressenti par une population démunie²³.

Et que dire de ces étrangers, Piémontais compris, qui toujours à l'affût de bonnes affaires se portaient acquéreurs de concessions emphytéotiques comme ce fut le cas, avant même la *fusione perfetta*, du comte Carlo Baudi de Vesme, originaire de Cuneo et bientôt membre du parlement subalpin, auteur par ailleurs de *Considerazioni politiche ed economiche sulla Sardegna* où il se permettait de prononcer des jugements méprisants à l'égard des Sardes de la même veine que ceux formulés au début du siècle par Joseph de

²³ « *il governo, écrit-il alors, e giunto ad estorquere annualmente dall'isola 20 milioni* » et de s'en prendre violemment aux *esattori* également dénoncés par Vittorio Angius, cité par G. Sotgiu, *Alle origini della questione sarda*, Editrice Sarda Fossataro, Cagliari, 1974, p. 96.

Maistre²⁴! De même la *Societa Malfidano* des mines de plomb et de zinc de Carloforte dont le développement date des années 60 était aux mains de capitaux français et les *miniére* de Nebida étaient exploitées par des Belges²⁵. L'on a pu relever également comment au terme des mesures consécutives à l'*edito delle chiudende* et à la suppression de la féodalité, une quantité non négligeable de terres était échue à des habitants de la péninsule qui investirent leurs capitaux en Sardaigne. N'avait-on pas conscience aussi qu'à Cagliari toutes les initiatives novatrices en matière économique tendant à doter la cité de structures manufacturières étaient le fait de Génois bien en cours ! En Corse il apparaît plus nettement encore que partout où l'économie bouge et où des perspectives de modernité et de rentabilité se font jour, le capital vient de l'extérieur. C'était déjà vrai avec la compagnie Regnacq qui, dans les années 1830, se lançait dans une opération de ferme modèle dans le Fiumorbo, homologue corse de l'initiative de Baudi de Vesme dans la région d'Iglesias²⁶. Les exploitations forestières sous la Monrachie de Juillet et encore en fin de siècle lorsqu'il s'agit de couper les châtaigniers et de fonder des usines à tanin étaient également aux mains de continentaux et c'est contre eux que se cristallisa le mécontentement des populations lésées par la remise en cause de leurs usages immémoriaux. L'entrée dans la modernité économique et capitaliste se faisait là aussi aux dépens des autochtones et cela n'échappa pas à une certaine intelligentsia locale qui, en Sardaigne, s'inquiétait tout autant de voir la réalisation du réseau ferré financée par des capitaux français (les Rothschild et les Talabot) même avec le relais de la *Societa italiana per le strade ferrate*. Sur le même registre en Corse, dans le domaine des transports maritimes, la compagnie locale Valéry n'eut qu'un temps et la relève de la compagnie Morelli fut un échec et c'est finalement la compagnie marseillaise Fraissinet qui se tailla le monopole du marché. Partout la modernité prend le visage d'un capitalisme étranger au pays (*imprenditori forestieri* disent les Sardes). Il n'y a pas ou peu d'accumulation de capital sur place et, comme le dénonce Gramsci, l'argent qui sert au développement de la Sardaigne vient du Nord alors que les Sardes qui localement disposent de revenus les dépensent en biens de consommation ou pratiquent l'économie du bas de laine. C'est plus net encore lorsqu'il s'agit des banques qui, lorsqu'elles commencent à couvrir le territoire, Banca di Sardegna et plus tard Banca di Toscana et Banca di Napoli se contentent de drainer les capitaux locaux et de les faire fructifier sans réinvestir sur place les bénéfices²⁷.

²⁴ Longuement commenté par G. Sotgiu, *op.cit.*, II^{ème} partie, p. 64... Baudi de Vesme écrit à propos des Sardes : « *amano meglio un tozzo di pane senza far nulla che vivere mediante il lavoro dell'agiatezza* ». Il parle également de leur « *bassezza di carattere e mancanza di sentimenti generosi* ».

²⁵ G. Sotgiu, *Storia della Sardegna dopo l'Unità*, p.340.

²⁶ F. Pomponi, « Evolution économique et démographique de la Corse au XIX^{ème} siècle » in *Pieve e paesi*, CNRS, Marseille, 1978.

²⁷ « *il sudetto risparmio meridionale fu pompato dallo Stato a mezzo di tassa di rendite pubbliche e buoni di tesoro per beneficiare il Nord delle disponibilita nel tesoro a mezzo i grandi banchi potente veicolo dell'economia a favore delle grande industrie del Nord* » A. Gramsci cité par R. Villari, *supra*.

Haro sur l'Etat !

L'Etat dont les carences ou la responsabilité sont mises régulièrement en cause, c'est déjà ce que l'on trouve dans la génération des premiers élus sardes du *parlamento subalpino* avec Cattaneo et plus encore avec G.B Tuveri dans les années 1860. Le premier met en cause le pouvoir piémontais qui n'avait pas le droit de s'emparer des terres soumises aux *adempri* et il présente cette action comme une acte conscient de spoliation des populations locales. Tuveri pour sa part accuse le même Etat de vouloir « dépenser le moins qu'il peut et retirer les plus grands bénéfices possibles » ajoutant que « la fusion » a produit en Sardaigne les mêmes effets que l'annexion dans le royaume de Naples²⁸. De là cette tendance au refus de l'impôt du sang, le service militaire dans le cadre de la conscription, un signe fort, plus en Sardaigne qu'en Corse d'une résistance à l'intégration. L'on relèvera encore cette attention particulière portée à la question des emplois publics que nombre de Corses et de Sardes entendent voir réserver aux autochtones à la fois comme un droit dont les racines plongent dans les vieilles théories contractualistes et pactistes du pouvoir, particulièrement vives encore dans l'imaginaire sarde, ou comme compensation à l'absence de ressources du pays : les emplois aux « nationaux » c'était déjà l'une des *cinque domande* des Sardes en 1793 et, en Corse, sous la Révolution française, Pascal Paoli avait veillé à ce qu'il en soit ainsi. Tuveri parle de « l'incursion des Piémontais qui occupent les meilleurs emplois dans la fonction publique et cette accusation est également portée par Asproni²⁹ ». Plus tard le mécontentement sera accentué par le sentiment que l'Italie unitaire, ainsi que la France de la III^{ème} République, ont tendance à dépenser des millions pour leurs nouvelles colonies alors qu'elles ne font rien pour leurs îles qui sont partie intégrante de la nation³⁰.

De plus en plus l'Etat est sommé de réparer ses erreurs et de procéder à des investissements propres à rattraper le retard économique. En Corse la fin de la période que nous considérons correspond de fait à l'avènement de l'image de l'Etat-providence qui est rendu responsable de tout et qui doit faire face à tout, ce dont s'inquiètent en 1908 les rédacteurs de la commission Delanney. L'idée de mesures spéciales de rattrapage se fait jour et elle est portée en avant en Sardaigne au lendemain de l'enquête Pais par Giovanni Todde considéré comme un des pères fondateurs de l'autonomisme. C'est lui qui préconise en 1895 la première loi destinée par la concession de moyens étatiques à combler ce que plus tard en Corse aussi on appellera « le retard historique » en se réclamant d'un « droit de réparation ». Là est la racine d'un compromis qui s'installera au XX^{ème} siècle et plus précisément au lendemain de la seconde guerre mondiale sous la forme du *Piano di Rinascita* dans le cas de la Sardaigne dont la *Cassa el Mezzogiono* sera le fer de lance³¹.

²⁸ Collectif, *Gian Battista Tuveri, i tempi, le idee, le opere, testi significativi*, Cagliari, 1988, p. 57.

²⁹ Cité par G. Sotgiu, *op. cit.* p. 22.

³⁰ Voir en 1897 dans le *Grido della Sardegna* Michele Spano qui écrit : « *Il governo d'Italia ha ben trovato milioni per mandare i figli nostri nell'Africa maladetta* ».

³¹ Sur la genèse progressive d'une législation spéciale concernant la Sardaigne, Laura Pisano, art. cit. supra

Quittons le domaine des responsabilités qui nous plonge au coeur d'un débat historique toujours ouvert entre « écoles de pensée » différentes pour en revenir à des constats plus « objectifs » qui permettent de prendre la mesure de l'*arretratezza*, insulaire. On la mesure encore du point de vue de l'intégration et de la participation à la conscience nationale. Certes là encore ce n'est pas l'apanage de la Sardaigne non plus que de la Corse par rapport à d'autres régions continentales au sein des deux Etats-nations. Le beau livre de Carlo Levi *Il Cristo s'è fermato a Eboli* nous rappelle cette donnée du problème de la persistance d'un localisme entretenu au niveau des mentalités et des comportements de tous les jours. L'ouvrage de Eugen Weber sur *La fin des terroirs*, qui certes demande être soumis à la critique, met l'accent pour la France en général sur l'immaturité qui prévalait encore dans les années 1870 quant à la conscience nationale des provinciaux³². L'on citera encore cette exclamation faite à la tribune du parlement par Roberto Savarese le 13 juillet 1861à propos du royaume de Naples : « Ne croyez pas nos orateurs, lançait-il, lorsqu'ils disent que le concept d'unité italienne est devenu prégnant et qu'il a pénétré au sein du peuple... l'Italie est une réalité dans l'esprit des gens lettrés et de la jeunesse studieuse qui constitue une minorité mais les masses sont peu sensibles à ces concepts abstraits³³ ». N'est ce pas dans le cas de la Corse ce que dénonçait Paoli en son temps lorsqu'il désespérait de *far l'unione* en constatant que ses compatriotes étaient dépourvus d'esprit public et qu'ils ne répondaient qu'à l'esprit de parti ! Avec les précautions qu'exige toute approche de type structuraliste, l'on ne peut pas ne pas être insensible à cette question de la permanence de comportements « archaïques » par rapport à la modernité telle que nous l'avons définie ou suggérée dans notre propos. Est-il besoin de s'étendre sur la persistance du clanisme en Corse au temps de la III^{ème} République et sur le faible degré de politisation de ses habitants en dehors des dirigeants, chefs de parti au sens plus traditionnel que moderne du terme³⁴ ! Faut-il longuement rappeler que le passage à l'Etat-Providencia a été très tôt marqué en Sardaigne comme dans l'ensemble du Sud de l'Italie par une véritable implosion des pratiques clientélares sur lesquelles la démocratie chrétienne bâtit plus tard son empire ! L'on sait que c'est ce qui compromettra en grande partie le *piano di Rinascita* transformé en manne de redistribution des deniers de l'Etat aux dépens de la modernisation de l'économie dans un intérêt collectif ! Ne nous étendons pas davantage sur les véritables ressorts de « la politique au village » qui sont d'ordre familiaux et lignagers, ce qui a eu pour effet de freiner là encore l'entrée dans la modernité. Girolamo Sotgiu citant F. Asquer dans sa monographie consacrée à la région de Cagliari évoque comment les structures sociales étaient demeurées figées dans leurs archaïsme du point de vue des rapports entre patrons et métayers : « lorsque ces derniers rencontraient leurs patrons, ils leurs baisaient les mains et les plus anciens, lorsqu'il pénétraient à l'intérieur de la maison du propriétaire avaient l'habitude de s'agenouiller à terre et de prononcer des actions de grâce³⁵ ». Nous disposons de témoignages tout aussi édifiants sur l'archaïsme des rapports sociaux en Corse dans le Sartenais encore au début

³² Eugen Weber, *La fin des terroirs*, Paris, Fayard, 1983.

³³ Cité par A. Anzilotti in *Movimenti e contrasti per l'unità italiana*.

³⁴ Paul Bourde, *En Corse, l'esprit de clan*, articles parus dans le journal *Le Temps*, Paris, 1887.

³⁵ G. Sotgiu, *op. cit.*, p. 204.

au XX^{ème} siècle. Poches de résistance au changement certes, mais elles sont loin d'être exceptionnelles : en Corse et en Sardaigne en 1914 les vieilles structures claniques ou les rapports de dépendance à connotation féodale l'emportaient encore sur une conscience politique moderne.

Le banditisme comme force de résistance au progrès

Ajoutons-y le banditisme, autre marque d'archaïsme qui perdure dans les deux îles, plus intensément toutefois en Sardaigne qu'en Corse, avec même une recrudescence du phénomène durant les années qui correspondent à la crise, sur fond de pratiques vendettaires, d'affrontements entre factions, d'abigeat et de *bardana* qui ne sont pas propres à la période. 221 homicides en 1894, 222 actes de rapine et agressions contre des particuliers ou les carabinieri, avec un pic de violence autour des années 1890 qui inquiète particulièrement les autorités et qui contribue à ancrer un peu plus l'image du Sarde sauvage et réfractaire à la civilisation, entendons aux valeurs dominantes. Nous ne reprendrons pas ici l'ensemble du problème qui est pourtant au cœur de la question qui nous occupe. Dans l'interprétation marxiste ou marxisante, l'on se plaît à établir une corrélation entre cette forme de violence et la conjoncture économique en la reliant en particulier à l'échec du réformisme agraire que nous avons évoqué ; l'on y voit sur le modèle de la région du Nuoro et de *banditi a Orgosolo* les effets d'une société pastorale en crise et de manière plus générale le signe de l'*arretratezza* dans lequel le pays semble s'être installé. Du point de vue sardiste le mouvement est interprété quelque peu abusivement comme une forme de résistance à l'intégration et de rejet de la domination de l'Italie unitaire, comme si le banditisme exprimait une revendication identitaire en forme de rejet contre les atteintes aux genres de vie traditionnels et aux valeurs locales. La tendance est ici à faire du délinquant un justicier qui se battrait contre diverses formes d'oppression et d'exploitation, comme c'était en partie le cas dans le royaume de Naples au moment de la difficile réalisation de l'unité³⁶. Nous sommes là très proches de l'interprétation des *primitiv rebels* à la manière de Hobsbawm. Plus nuancée quoi que s'apparentant plus à cette seconde interprétation qu'à la première, est l'approche anthropologique qui paraît la plus convaincante et qui précisément met en lumière l'archaïsme atavique de la société sarde et ses difficultés à entrer dans la modernité. C'est ce qui est développé dans les travaux de Pigliaru portant sur la *vendetta barbaricina*³⁷ et ou dans ceux de Pira sur la *rivolta dell'oggetto*³⁸ analyses volontiers reprises plus tard par ethnologues et historiens de la Sardaigne. Il s'agit de montrer comment les Sardes, et en particulier le monde des bergers, est resté attaché à son système de valeurs reposant sur l'honneur et le code de la vendetta qui en découle. La violence vient de son incompatibilité avec les préceptes de la civilisation englobante représentée par l'Etat qui

³⁶ « *I briganti difendono la libertà e la vita dei contadini contro lo Stato, contro tutti li stati... col brigandaggio la civiltà contadina difendeva la propria natura contro l'altra civiltà che la assoggetta e i contadini vedevano in loro briganti i loro eroi.* » in C. Levi, *Il Cristo s'è fermato a Eboli*, p. 623.

³⁷ Antonio Pigliaru, *Il banditismo in Sardegna*, Milano, Giuffrè, 1870.

³⁸ Michelangelo Pira, *La rivolta dell'oggetto : antropologia della Sardegna*, Roma, Giuffrè, 1978.

s'efforce de transformer les données conformément à un modèle extérieur, celui de la civilisation dominante et du contrôle social notamment sur le plan judiciaire. L'analyse vaut en partie pour la Corse où des poches de résistance de ce type existent encore, dans le Fiumorbo par exemple, durant les années 1890. L'on en vient à parler d'une sorte de culture de la violence, d'un caractère structurel en face duquel l'Etat n'a pour solution que la répression, celle des carabiniers venus en nombre du continent pour se livrer à la *caccia grossa* afin d'éradiquer le mal, une situation qui se retrouvera en Corse quelques décennies plus tard, en 1931, lors de l'expédition des gardes mobiles contre « les derniers bandits »³⁹. Refus des lois, de la justice d'Etat, attachement au port d'armes, vengeances privées et défense du point d'honneur, fidélité à des règles ancestrales justifiant l'abigeat en Sardaigne (« Qui ne vole pas n'est pas un homme. ») et la vengeance qui va de pair avec la dignité, autant de traits qui renvoient au passé, à la tradition, à une identité inadaptée au monde moderne.

La coupure va en s'accroissant lorsqu'à la série de jugements négatifs émanant des autorités, des voyageurs, des journalistes et des enquêteurs qui font du banditisme le principal révélateur de l'archaïsme et de la sauvagerie qui entâchent encore la société sarde s'ajoute une justification qui entend s'appuyer sur les progrès de la science anthropologique (l'école de Lombroso) pour expliquer que la zona delinquente de Sardaigne correspond à une population de nature violente et criminelle. Cette interprétation raciste vulgarisée dans la presse à partir notamment des observations de Niceforo conforte l'image d'une Sardaigne arriérée que l'on désespère de voir s'engager dans la voie du progrès et de la civilisation et c'est dans cette atmosphère de discrédit et de suspicion que se termine le siècle. Choc en retour inévitable, sont alors relancées les prises de position indignées d'une partie de l'intelligentsia locale qui crie au scandale et dénonce le racisme anti-sarde en accentuant ses critiques contre l'Etat... ou contre les Piémontais (comme autrefois) présentés comme les principaux responsables. Cette situation critique est directement à l'origine de l'enquête parlementaire de Serra Païs qui se penche au chevet de la Sardaigne pour essayer de comprendre ce « mal être » et lui trouver une solution. L'enquête Delanney dans le cas de la Corse est également en grande partie connotée par cette question de la violence endémique qui le dispute au thème de la misère et du retard économique de l'île. Le temps de la première guerre mondiale, utile comme repère, ne constitue pas à proprement parler une rupture par rapport au problème qui nous a retenu et, tout au long encore du XX^{ème} siècle, question corse et question sarde tourneront encore autour du dilemme entre archaïsme et modernité, rejet et intégration, civilisation et monde sauvage avec, en filigrane, du point de vue de l'Etat, la double solution : l'aide au

³⁹ F. Pomponi, *Mémorial des Corses*, tome IV p. 142.

développement économique conçu comme la condition préalable du changement des mentalités et des comportements, le moyen de faire entrer ces îles dans le monde moderne et, en même temps, des concessions faites aux spécificités locales, même si elles font quelque peu figure d'archaïsme à la faveur de statuts particuliers sur les plans institutionnel et culturel. En Sardaigne il semble que le tournant des différents *pianti di rinascita* ait réussi, en Corse le problème est encore fortement d'actualité en ces débuts du deuxième millénaire.

Ambitions et limites de la politique méditerranéiste du programme de Barcelone

Nourredine ABDI
CNRS, Paris

Jusqu'à la seconde guerre mondiale il y eut deux Méditerranées celle des empires intra-méditerranéens (l'ottoman, l'austro-hongrois et le russe) et celle des empires transatlantiques (les latins et ceux issus des métropoles situées toujours en Europe occidentale mais plus au Nord). La dimension et la puissance acquise par ces derniers du fait de leur expansion outre-méditerranée, finit par avoir des retombées quant à leur position au sein de cette dernière. Ainsi parvinrent-ils à réduire voire à anéantir l'influence des empires intra-méditerranéens, les deux premiers à la faveur de la seconde guerre mondiale, le dernier à partir de la fin des années 1980.

Aujourd'hui ces mêmes pays d'Europe Occidentale entendent rectifier quelque peu ce qu'ils ont contribué à faire de la Méditerranée, à savoir un fossé entre eux et les autres pays de cette aire maritime.

Des réunions de plus en plus nombreuses se tiennent à différents niveaux et entre différents pays méditerranéens et même non-méditerranéens, afin de réduire la distance à la fois économique, sociale et politique entre les deux versants méditerranéens notamment entre le Maghreb, l'Europe Centrale et les Balkans d'une part, l'Europe Occidentale de l'autre. Avec le Groupe Maghreb-Méditerranée nous participons dans ce cadre, d'où la dernière recherche que nous avons conçue et dirigée dans ce sens avec comme thème « A la recherche d'un centralité méditerranéenne ».¹

Au niveau des Etats agissant en principe dans cette perspective, chaque fois se trouvent proposés des projets et même un concept de coopération plus ambitieux. Mais la réalité semble plus résistante.

Sans doute que les problèmes tels qu'ils sont posés ne prennent pas en charge la véritable situation. Les préoccupations politiciennes l'emporteraient sur le reste, c'est-à-dire sur à la fois les attentes des populations et les conditions de leur satisfaction.

Ceci à la différence de la tendance à l'intégration entre l'Union Européenne et des pays baltes et balkaniques, comme avec l'ensemble de ceux d'Europe Centrale.

Nous nous attacherons à analyser les textes adoptés à l'issue de diverses conférences et rencontres et à en démontrer les insuffisances de ce point de vue.

De même que nous tenterons de mettre en évidence le biais par lequel l'intervention pourrait être la plus opportune en ce qui concerne la Méditerranée mais tout autant d'autres aires régionales de contact entre le Nord et le Sud.

¹ Aire Régionale Méditerranée, Editions de l'UNESCO-Programme Méditerranée, Paris 2001, Voir aussi sous ce titre Aire Régionale Méditerranée les trois précédents cahiers.

I. LIMITES ET FAIBLESSES DU PROGRAMME DE BARCELONE

Six ans après 1995 et la Déclaration de Barcelone, il est toujours question et ce depuis 1999² de donner un "Nouveau souffle" à cette entreprise. Aujourd'hui encore le Bulletin Quoditien Europe³ admet sous la plume de F. RICCARDI, que, "quelques évolutions récentes semblent indiquer que le partenariat euro-méditerranéen pourrait dépasser la rhétorique et les objectifs irréalistes, mais (ajoute-t-il) le chemin est encore long et l'aventure incertain".

Dans un langage autant ronflant que creux, les ministres des Affaires Étrangères s'étaient engagés lors de leur "Quatrième Conférence euroméditerranéenne" tenue les 15 et 16 novembre 2000 à Marseille, "à tout mettre en oeuvre pour que les orientations décidées à Marseille permettent au Partenariat de prendre toute sa mesure et d'atteindre les objectifs stratégiques arrêtés à Barcelone en 1995."⁴ Ceci en reconnaissant "la faiblesse des résultats atteints", jusque là.

En fait les neuf pays arabes participants au programme de Barcelone du fait de leur appartenance à la Méditerranée (seule la Jordanie dépourvue de côte maritime se trouve associée étant donné le rôle qu'elle serait susceptible d'assumer dans la normalisation des relations arabo-israéliennes), se trouvent ainsi placés dans un contexte peu favorable et réduits à la portion congrue par rapport aux pays non-arabes qui y participent avec eux, notamment les quinze de l'Union Européenne qu'ils soient de la rive méditerranéenne ou non.

A) UN CONTEXTE MÉDITERRANÉEN DÉFAVORABLE

En effet sur la vingtaine de pays qui font partie officiellement du Monde Arabe, seuls ces neuf d'entre eux - dont un seul la Jordanie est dépourvu d'un accès direct sur la Méditerranée - sont associés au programme de Barcelone. Et bien que dissociés ainsi du reste du Monde Arabe, ces neuf pays arabes pris en considération dans ce cadre, ne se trouvent pas pour autant placés de ce fait dans une situation privilégiée. Ainsi par rapport à eux la Turquie et surtout Israël bénéficient par contre déjà hors du programme de Barcelone, d'un statut à part dans leurs relations avec l'U.E. Deux causes contribuent à cette insuffisance.

² Voir "La Déclaration de clôture de Robin Cook..." de la Réunion ministérielle euro-méditerranéenne ad hoc tenue les 3 et 4 juin à Palerme, E-mail: www.agenceurope.com

³ « Au-delà de l'information » No.7997 du 2 et 3 juillet 2001 ; E-mail : www.agenceurope.com

⁴ « Conclusions formelles de la Présidence, Quatrième Conférence euro-méditerranéenne des ministres des Affaires Étrangères », Marseille, les 15 et 16 novembre 2000 ; E-mail : www.euromed.net, p. 1.

a) *La frilosité de l'Europe occidentale*

Elle se perçoit d'abord dans l'absence d'une réelle volonté de contribuer à modifier les conditions actuelles dans la région, notamment en contribuant véritablement à l'instauration d'une "zone de stabilité politique et de sécurité".

1) Si ceci a été proclamé en priorité comme objectif du programme de Barcelone et l'est toujours affirmé, c'est d'abord pour la rive Nord et non pas tellement la rive Sud et Est. L'on s'occupe bien plus des effets à savoir du terrorisme, c'est-à-dire des retombées notamment sur la rive Nord de la situation de la rive Est et Sud, que de la cause en l'occurrence cette situation et la façon d'y apporter une solution.

2) Enfin la mise en application du programme de Barcelone n'est envisagé dans des régions où existent des troubles que dans "l'après-paix". Une formule qui revient souvent devenant ainsi une formule consacrée comme dans le texte *Stratégie commune du Conseil Européen* adoptée à Feira le 19-6-00⁵ à l'égard de la région méditerranéenne, dans lequel il est question aussi de "l'après-processus de paix", C'est comme si l'U.E. se complaisait dans ce renvoi aux calandes grecques de toute initiative d'envergure pour le Maghreb si proche comme pour le Machrek, refusant d'intervenir de la façon dont elle l'a fait dans les Balkans et même en Europe Orientale.

Ainsi dans le cas du Moyen-Orient,, reste t-elle en retrait par rapport aux Etats-Unis, ceci tout en affirmant ses bonnes intentions quant au règlement du problème. De même pour le Sud-Ouest de la Méditerranée, comme en ce qui concerne les conséquences négatives en particulier de la présence d'un pouvoir militaire en Algérie pour l'ensemble du Maghreb, une région de la rive Sud pourtant la plus proche de l'Europe Occidentale. L'on se contente au mieux du moins au niveau des conférences des ministres, de constater que la situation n'est pas mûre au Maghreb. Le régime politique en Algérie n'étant ainsi nullement mis en cause, bien qu'il ait contribué à entraîner vers le bas, une quarantaine d'années durant, avec ce pays une région entière au sein de laquelle il occupe une position axiale.

Seul au niveau de la Commission des Communautés Européennes, exprime-t-on plus ouvertement des préoccupations en rapport avec cette situation dans le Sud-Ouest et dans l'Est de la Méditerranée. Ceci notamment en admettant que "la politique des droits de l'homme menée par l'Union dans la région a manqué de cohérence" et en considérant que "certains aspects comme les droits de l'homme, la démocratie, la bonne gestion des affaires publiques et la primauté du droit devraient être soulevés régulièrement par l'U.E. et revêtir une plus grande importance dans le partenariat, et que "les partenaires méditerranéens devraient être incités à recourir, s'ils ne l'ont pas déjà fait, aux instruments internationaux adéquats, conventions, etc..., dans le domaine des droits de l'homme".

En fait il existerait sur ce point comme peut-être sur d'autres des clivages entre d'une part la Commission des Communautés Européennes ou du moins ses fonctionnaires et la Conférence euro-méditerranéenne dont les membres, les ministres des Affaires Etrangères, seraient individuellement assez coulants envers les pays de la rive Sud et Est préférant y préserver les intérêts de leur pays respectif C'est surtout le cas de la Fance et

⁵ www.euromed.net

de sa complaisance envers les militaires algériens qu'elle va jusqu'à défendre contre d'autres Etats de l'U.E. qui se trouveraient être réservés vis-à-vis d'eux⁶. Elle n'a de cesse que de privilégier le maintien d'un statut quo en même temps que de sa présence en Algérie et dans tout le reste du Maghreb.

Tout ceci au lieu d'imposer une solution au conflit dans lequel sont englués des pays tels la Palestine et Israël, l'Algérie et le Maroc par Sahara Occidental interposé, depuis plus ou moins d'un demi-siècle et d'y superviser comme dans les Balkans le respect non seulement des droits, de l'homme, mais aussi celui des des peuples.

b) La faiblesse des pays du Sud-Est méditerranéens

Ainsi des pays arabo-méditerranéens lesquels se trouvent en position défavorable par rapport à celle qui était la leur dans le cadre du dialogue euro-arabe des années 70 et même dans celui depuis entre les cinq de la rive Nord et les cinq de la rive Sud.

Dans le dialogue euro-arabe c'est tout le monde arabe qui se retrouvait face à l'U.E., y participant ainsi dans sa totalité comme c'est le cas de celle-ci et de façon plus ou moins organisée comme elle dans le cadre de la Ligue des Etats Arabes.

Dans le dialogue 5 + 5, il s'agit uniquement des pays ayant une rive sur la Méditerranée étant situés surtout sur la partie Occidentale de celle-ci. Ceux du Sud se trouvaient être ainsi à égalité avec ceux du Nord, du moins par le nombre.

Dans le programme de Barcelone, la faiblesse des pays arabo-méditerranéens est due à la fois à leur dispersion et à leur inorganisation et ce par rapport à une U.E. constituant un bloc de dimension continentale fortement intégrée et de plus en plus étendue.

1) D'une part les pays arabo-méditerranéens participants se trouvent dissociés des autres pays arabes dépourvus de côte sur la Méditerranée, exception faite de la Jordanie laquelle bien que ne bordant pas la mer participe au programme de Barcelone, du fait qu'elle puit jouer un rôle conciliateur entre le Monde arabe et Israël. De plus il y a la diversité que présentent entre eux à la différence des pays européens, lesdits pays tiers-méditerranéens puisqu'ils constituent un rassemblement aussi disparate que le fait de regrouper avec les pays arabes Israël sans parler de la Turquie.

2) D'autre part, bien que disposant de structures sous-régionales les réunissant ensemble tant à l'échelle de tout le Monde arabe qu'au niveau de ses différentes régions comme c'est le cas à l'Ouest avec l'Union du Maghreb Arabe, les neufs pays arabes engagés dans le programme de Barcelone, ne sont pas fortement organisés comme c'est le cas des pays de l'U.E. Ceci sans parier que certains sont en conflit entre eux, comme c'est le cas de l'Algérie et du Maroc.

Tout ceci contribue à imposer la dimension euro-atlantique essentiellement tant avec ses références identitaires que ses intérêts économiques et politiques. Dans ces conditions il est exclu que les rives Sud et Est puissent être véritablement intégrés compte tenu de leur propre réalité étant donné que ce système dans lequel elles se trouvent ainsi impliqués est tellement excentré et déphasé par rapport à elles. Aussi ces deux rives voire la

⁶ Morisse-Schilbach Mélanie, « Europe-Algérie : L'ingérence impossible », *Géopolitique Africaine*, No.3, Été-Juillet 2001, p.122 et ss.

Méditerranée toute entière s'y trouvent être subordonnées et reléguées à la portion congrue⁷.

B) LA PORTION CONGRUE

Si le bas blesse c'est d'abord du fait de l'organisation bureaucratique des institutions pour la Méditerranée et de la faiblesse au niveau de l'exécution ce qui constitue l'expression de la vision abstraite de l'ensemble à édifier et par conséquent des actions à entreprendre dans cette voie.

Mais d'abord le programme de Barcelone n'est pas conçue en vue d'une réelle modernisation dans le Sud notamment à travers celle de sa relation d'échanges avec le Nord. Il s'agit de développer les échanges et des investissements en l'état en maintenant les rives Sud et Est dans la même situation du point de vue de la division du travail et de la production. Ce qui aboutirait au mieux à développer essentiellement les échanges entre les deux rives de la Méditerranée tels qu'ils existent déjà mais sans pour cela entraîner une transformation fondamentale des dits pays tiersméditerranéens.

a) *Maintien d'un système anachronique*

Les pays européens n'entendent pas favoriser outre mesure l'évolution d'une situation anachronique héritée en partie de la période coloniale. Bien au contraire ils contribuent à sa persistance, leur politique vis-à-vis de la rive Sud et Est de la Méditerranée consistant d'avantage en une mise en commun de leurs préoccupations, celles surtout de ceux qui comme la France, l'Allemagne dominent au sein de cette organisation.

D'où l'absence de nouveauté dans les objectifs au point que ce qui prévaut c'est à la suite des Etats-Unis, d'abord la préoccupation sécuritaire celle des pays de l'U.E. et leurs intérêts économiques davantage de type anachronique déterminant leurs échanges avec les autres rives.

1) Face à la complaisance des pays de la rive Sud comme de ceux de la rive Nord dont principalement les membres de l'U.E. les Etats-Unis se trouvant être dans le Monde arabo-musulman pieds et mains liés par rapport à Israël, peuvent poursuivre au Moyen-Orient une des politiques des plus agressives, tout en tentant de l'étendre au Maghreb. Ils entretiennent ainsi un cycle de violence par leur mépris de l'opinion publique et des forces de paix et de progrès des pays concernés de la région comme le démontrent leur réplique directe et individuelle aux actes terroristes du 11 Septembre 2001, la poursuite des opérations de destruction de l'Irak, leur opposition systématique à l'envoi d'observateurs internationaux devant contribuer à la neutralisation des belligérants dans ce qu'il faut bien

⁷ Voir sur ce point notre communication « Le régionalisme en Méditerranée », *RÉGIONS-NATIONS-EUROPE*, Actes du colloque organisé par le Département d'Histoire et d'Etudes Méditerranéennes de l'Université de Szeged, les 25 et 26 Octobre 1999, p.185-200. Voir aussi pour ce qui est de la dominance culturelle de l'Europe dans le cadre du projet de Barcelone, BENANTAR Abdennour, « Le partenariat euro-méditerranéen vue par les Arabes », *Aire Régionale Méditerranée*, ss. la direction de ABDI Nourredine, Groupe Maghreb-Méditerranée Programme Méditerranée, Editions de l'UNESCO, p.103 et ss.

appeler la guerre israélo-palestinienne bloquant toute entreprise de pacification au Moyen-Orient par le Conseil de Sécurité et l'ensemble de ses membres et aussi y compris par toute autre puissance consciente de la nécessité et de l'urgence d'une telle initiative face à une situation chaque jour plus désastreuse... ils considèrent ainsi que les problèmes du Monde arabo-musulman ne sont redevables que d'un tel traitement par la force à l'état brut.

En poursuivant directement des actes de guerre ou en contribuant à leur perpétuation, la première puissance mondiale puit justifier par la même occasion son interventionnisme au cœur même de la région notamment dans le principal conflit qui ébranle celle-ci depuis plus d'un demi-siècle. Ceci en tant qu'unique super-gendarme apte au traitement essentiellement par les armes des problèmes dans ce Far-East présentant pour elle l'avantage d'être situé à une grande distance de son sanctuaire.

Par ce biais elle bloque toute avancée y compris dans la réalisation du programme de Barcelone lequel présente pour elle l'inconvénient de ne pas être favorable à la mise en place d'une organisation pour le Moyen-Orient lui assurant avec la collaboration d'Israël une prédominance totale sur les pays de la région au détriment des pays méditerranéens y compris ceux de l'U.E. lesquels se soumettent à cette primauté accordée à de tels intérêts. Ils l'entérinent même comme à travers le renvoi *sine die* de l'application du programme de Barcelone à la réalisation de la paix dans la région bien entendu sous égide américaine, comme le démontre l'emploi courant de la formule l'"après-paix" dans les documents officiels de l'organisation du programme de Barcelone.

2) Sur le plan économique il y a le maintien voire le développement de la fonction énergéto-exportatrice en tant qu'activité principale en étant même considérée comme secteur avancé de l'économie de pays là où elle s'impose dans la rive Sud. Ceci même si après avoir été depuis surtout octobre 1973 présentée comme un avantage exceptionnel dans la voie du développement, l'on puit se rendre compte que cette disposition de ressources en hydrocarbures n'a pas contribué pour autant à cet essor, ni en tant que secteur de base de l'essor d'une économie conçue en conséquence, ni par les ressources extérieures qu'elle assure.

En continuant à entériner le statut quo de cette façon, l'on contribue simplement au maintien des régimes autoritaires en place. Ceci étant donné qu'ils puissent dominer aisément le pays en étant indépendant financièrement étant donné la disposition de ressources extérieures importantes nécessitant une faible participation de la population à l'exploitation des hydrocarbures. Ce qui entraîne même le blocage de la formation d'un surplus localement, l'objectif étant de ne pas dépendre tellement des impôts qui pourraient être prélevés dans le pays.

Le maintien de pays de la rive Sud dans cette fonction énergéto-exportatrice au-delà de l'empêchement d'un réel essor de ces derniers, constituent ainsi un soutien apporté à ces régimes autoritaires contribuant à leur préservation.

3) Or comme si les droits de l'homme pouvaient constituer une vérité en deçà de la rive de l'Europe comme dans les Balkans et une erreur au-delà c'est-à-dire sur la rive Est et au Sud de la Méditerranée, rien n'est fait pas l'U.E. sur ce plan en direction des pays des rives Sud et Est de la Méditerranée. Ainsi par exemple le silence concernant les abus du militaire en Algérie et ses conséquences sur la vie du pays et ceci à commencer

l'utilisation de son pouvoir sur celui-ci en fonction essentiellement d'intérêts à court terme au profit de la caste dirigeante, ce d'en découle une politique de prédation, voire de déprédation.

C'est à cela que les pays des rives Sud et Est ont été conviés, se soumettant d'autant plus que chacun d'entre eux se place dans une situation de concurrence par rapport aux autres et espère tirer à son seul avantage les jetons de sa bonne disposition vis-à-vis de l'U.E. D'où le fait qu'un certain nombre de ces pays se sont engagés individuellement avec l'Europe. Ceci au point où l'on peut dire que si un certain rapprochement s'opère entre les deux rives c'est plutôt par la bande, c'est-à-dire non pas de façon multilatérale, mais d'une certaine façon hors du programme de Barcelone. Il s'agit d'associations bilatérales telles qu'elles pouvaient s'opérer entre des pays du Sud et l'U.E. avant même l'adoption du programme de Barcelone en 1995.

Dans cette situation les préoccupations des pays européens ne peuvent qu'être approuvées et confortées par lesdits pays tiers-méditerranéens.

b) *Promotion d'un système inadéquat*

L'Europe s'est construite à partir d'interventions concrètes dans des domaines restreints mais fondamentaux pour l'époque. Il s'agit de celui du charbon et de l'acier. Or en ce qui concerne le projet de Barcelone ces actions concrètes ne sont pas précisées et les structures nécessaires à cet effet ne sont pas mis en place.

1) *Une rhétorique lénifiante*

Elle est inspirée par un technocratisme et/ou un sentimentalisme se référant à la méditerranéité. En fait langue de bois et professions de foi donnent lieu à un discours ronflant et creux. Il est vrai que même des chercheurs contribuent à cette profusion du discours qui favorise pour le moins une déconnection par rapport à la réalité.⁸ En effet celui-ci évolue dans le temps se renouvelant chaque fois qu'est constaté le décalage toujours grandissant entre les promesses et les réalisations. Ainsi étant passé de la notion de Politique méditerranéenne globale des années 1960, à la Politique méditerranéenne dite rénovée à partir de 1990.

L'expression de "développement durable" a été effectivement consacrée justement en Méditerranée, lors de la Convention de Barcelone de 1975 créant le Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM). Ceci après qu'elle ait été lancée à la Conférence de Stockholm en 1972 et avant qu'elle ne soit généralisée lors du sommet de Rio en 1992. Le PAM ayant donné lieu à l'élaboration du Plan Bleu pour l'environnement et le développement de la

⁸ Voir E. MANN BORGHESE, "Développement durable et Sécurité en Méditerranée", *La méditerranée : Modernité plurielle*, ss. la direction de J. VIDAL-BENEYTO et G. de PUYMÈGE, Editions UNESCO-Editions Publisud, Paris, 2000, p.299

Méditerranée⁹ dont l'une des propositions qui répond le plus aux attentes des pays de la rive Sud et Est est l'organisation d'une gestion intégrée des ressources en eau.

Serait-ce vraiment un hasard si cette notion de développement durable a connu un succès dans la littérature consacrée à la Méditerranée, un lieu qui se caractérise par la grande proximité physique et culturelle entre le Nord et le Sud au point où se trouvent être davantage mis évidence les disparités entre eux ? Un lieu où par conséquent les exigences en vue d'une action sont pressantes mais où les dispositions pour ce faire relatives. Ce recours à cette notion de «développement durable» ne constituerait-il pas alors là plus qu'ailleurs, l'expression d'un sentiment d'impuissance face au néant que l'on ne parviendrait à combler que de cette manière surtout par ce recours à quelque exorcisme ?

Ce qui rappelle l'amuseur des bergers, lequel occupe ces derniers pendant que l'on pille leurs troupeaux. D'autant que cette affectation et ce pathos qui président à ces célébrations euro-méditerranéennes ne sont pas désavoués pas les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée lesquels se laissent prendre au jeu, étant victimes de leur manque de détermination et de leur incapacité face à ceux du Nord.

Ainsi la notion de "développement durable" fut-elle à l'occasion de la Conférence de Barcelone de 1995 et des réunions auxquelles elle donna lieu par la suite, enrichie par d'autres.

2) Une terminologie illusoire

Trois termes ou expressions surtout nous paraissent occuper une place centrale dans le projet de Barcelone et sa mise en application, à savoir partenariat, dialogue politique et processus.

- partenariat. Ce terme qui a fini par occuper une place centrale aux dépens de ceux qui s'étaient imposés successivement à savoir « dialogue euro-arabe », « CSCM » la Conférence pour la sécurité et coopération en Méditerranée à l'exemple de celle entre l'U.E. et les pays d'Europe de l'Est, « 5 + 5 ». L'idée de partenariat fut consacrée dans les relations entre l'U. E. et les rives Sud et Est par le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement réuni à Corfou en 1994 et ce sur proposition de la Commission. Un terme repris dans la Déclaration de Barcelone de 1995, dont il est fait un usage courant. Tout est objet de partenariat, de la sécurité à tout ce qui a trait au culturel, en passant par l'économie, l'environnement, etc...
- dialogue politique. En novembre 2000, reconnaissant "la faiblesse des résultats atteints", les ministres ont considéré que le "dialogue politique est un apport important du Processus de Barcelone et joue un rôle essentiel pour lui donner

⁹ J. VIDAL-BENEYTO et G. de PUYMÈGE, "Introduction", *La Méditerranée: modernité plurielle*, O.c., p. XV.

sa pleine dimension"¹⁰. Ce dialogue politique et l'intérêt de sa poursuite et de son élargissement constituant un leitmotiv de cette déclaration ainsi que du document élaboré par la Commission des Communautés Européennes en vue de cette Quatrième Conférence.¹¹ C'est de façon tout à fait subsidiaire que peut être évoqué un "dialogue économique".¹²

- processus de Barcelone. Le terme processus se trouve actuellement en vogue puisqu'il a été employé aussi pour désigner le règlement du conflit arabo-israélien. Il sert à désigner la mise en application de ce programme de Barcelone. Mais peut-on déjà considérer que l'on est engagé à ce point dans cette voie, au point de pouvoir utiliser ce terme de processus. Ne s'agit-il pas pour le moment d'un vœu pieux, du désir de se convaincre que la mise en application du programme de Barcelone connaît déjà un progrès tel qu'elle puit être considéré ainsi comme étant entrée dans les faits et de façon irréversible dans la voie d'un réel essor méditerranéen.

Une chose est de soutenir l'intérêt d'une telle voie pour l'ensemble des pays de cette aire, autre chose est de la considérer comme étant en cours d'aboutissement.

En définitive il y a pour ainsi dire essor de verbiage au dépens de celui des réalisations. Ceci alors que c'est la situation inverse qui a prévalu pour les pays nouvellement industrialisés dans leur relation avec les pays qui les ont épaulés comme le Japon pour l'ASEAN.

Une organisation formelle

Le programme de Barcelone a plus contribué à une impulsion de la dimension bureaucratique au niveau du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne. Ainsi notamment du personnel fonctionnarié à cet effet et des structures tels les groupes de travail constitués. Faute d'avoir spécifié les tâches concrètes je dirai matérielles à entreprendre, il manque des structures efficientes.

Il s'agit en définitive dans ce programme de Barcelone adopté en 1995, d'accorder quelques compensations plus ou moins apparentes étant donné les progrès récents de la constitution de l'U.E : sa concentration sur les intérêts de ses seuls membres et de ceux à venir en l'occurrence des pays recrutés au delà mais toujours en Europe.

¹⁰ « Conclusions formelles de la Présidence », Quatrième Conférence euro-méditerranéenne des ministres des Affaires Etrangères, Marseille, les 15 et 16 novembre 2000, p.3 ; E-mail: www.euromed.net

¹¹ Idem

¹² Comme en page 8 al. 5 dans le texte « Stratégie commune du Conseil Européen adoptée à Feira le 19-6-00 » (www.euromed.net)

II. QUELQUES PERSPECTIVES VÉRITABLEMENT MÉDITERRANÉISTES

Aire de jonction s'il s'en fut entre un Nord développé et un Sud qui n'est pas prêt de sortir de ses difficultés, la Méditerranée aurait mérité un traitement d'une autre nature en étant l'objet de plus d'attention et d'un vrai engagement.

Ce dont devrait résulter d'abord la prise en charge par des interventions à la mesure de l'enjeu de l'ensemble des grands problèmes qui se posent notamment étant donné l'incapacité démontrée par les pays de la rive Sud et Est à les résoudre.

A) PRIORITÉ A LA PAIX ET AU RAPPROCHEMENT CULTUREL ENTRE LES RIVES

a) *Une action concertée mais énergique pour la paix*

Il faut inverser l'ordre des préoccupations et s'attaquer à la principale cause du blocage de l'essor au niveau de l'ensemble de l'aire. Il s'agit de manifester une volonté réelle de mettre fin à des états de guerre dans ces sous-aires du Sud et de l'Est et non pas de s'en tenir à préserver en priorité la quiétude des pays du Nord. Ceci afin de parvenir à l'établissement de la paix sur les rives Sud et Est lesquelles demeurent les plus affectées par des conflits. Il s'agit d'agir comme dans les Balkans où l'intervention en faveur de la paix a été directe et radicale, en tentant de parvenir à un certain consensus pour agir en collaboration entre pays des deux rives de façon aussi déterminée.

C'est là la condition première d'une politique méditerranéiste.

Ceci dans la mesure où les forces organisées par les pays de la rive Nord soient bien destinées à cet effet et non pas simplement à consolider la prépondérance de la rive Nord en plus de celle qu'exerce les Etats-Unis dans cette aire.

1) S'impose alors la nécessité d'un rééquilibrage par rapport à la présence des pays méditerranéens au sein de leur propre aire, de celle des Etats-Unis par un certain désengagement de ces derniers. Encore faut-il que non seulement l'Europe manifeste la volonté politique pour ce faire, mais aussi qu'elle se dote de moyens adéquats et qu'elle prenne en charge certaines fonctions en vue de cette réduction des tensions et de l'élimination des facteurs belligènes en Méditerranée occidentale.¹³

2) Il s'agit d'entreprendre autant que possible la même action en faveur de la paix au Proche-Orient en en prenant l'initiative tout au moins conjointement par rapport aux Etats-Unis.

En tout état de cause l'apaisement à l'échelle de l'aire méditerranéenne et son renforcement dont les pays méditerranéens devraient prendre autant que possible

¹³ Ce que proposait BENNOUNA Mohamed à la veille de l'effondrement de l'Union Soviétique, en ce qui concerne les deux grandes puissances, mais qui nous paraît toujours valable pour ce qui est de la mainmise américaine en Méditerranée Occidentale, "Quelle sécurité pour la Méditerranée", *La Méditerranée en question : conflits et interdépendance*, ss la direction d'El-MALKI Habib, Editions du CNRS, Paris, 1991, p.159

l'initiative, dépendront aussi d'un rapprochement interméditerranéen y compris sur le plan culturel voire même identitaire.

b) *Un rapprochement identitaire et culturel interméditerranéen*

Il s'agit de favoriser une intégration réciproque au travers de la Méditerranée entre les cultures de l'ensemble de ces rives dont celle du Monde arabo-musulman au même titre que celle de l'Europe Occidentale. C'est dans cette mesure seulement que la Méditerranée puit devenir réellement un espace civilisationnel commun favorable à la reconstruction autour d'elle des identités à la fois et de l'U.E. et de la rive Sud comme pour le Maghreb. L'aire méditerranéenne étant ainsi considérée comme source, fondement et espace commun de civilisation et de culture, dont il faut saisir et valoriser la dimension géographique, historique et culturelle.

L'objectif étant de parvenir à un renouvellement de l'humanisme par la promotion sur les deux rives d'un foyer d'une identité et d'une unité régionale renouvelées à la faveur d'une intégration culturelle à l'échelle méditerranéenne réalisant ainsi un espace global de civilisation à l'exemple de l'Europe qui se recentre autour de sa matrice originelle tout en la renouvelant. Il s'agira de dégager ainsi des permanences et référents méditerranéens partagés par l'ensemble des rives lesquelles auraient avantage à cette valorisation de l'humanisme au niveau de cette aire.

Ceci sous-tendant et étant sous-tendu par la mise en place des structures de de solidarité, de coopération, d'interdépendance au plan géopolitique et géostratégique. D'autant qu'un tel développement partagé entre les deux rives ne puit avoir qu'un rôle bénéfique au niveau de l'ensemble de l'aire sur ce plan de l'instauration de la paix et d'un rapprochement au niveau culturel et identitaire. Tout ceci certes en vue de la préservation des avantages ainsi acquis, mais aussi des solidarités positives et la compréhension réciproque qu'ils engendrent ou du moins qu'ils favorisent.

B) POUR UN DÉVELOPPEMENT PARTAGÉ

a) *Un objectif et une stratégie conséquents*

L'établissement d'une zone de libre échange et de la sécurité celle de l'Europe en particulier doivent-ils être les objectifs sous-jacents essentiels de cette construction ? Ledit dialogue politique ou économique doit-il se poursuivre entre pays des deux rives de façon improvisée ? Le rôle des pays européens surtout ceux ayant une côte méditerranéenne doit-il s'inscrire dans le cadre général de l'action Nord-Sud de l'Occident ?

Ne peut-on voir plutôt en la Méditerranée à côté du continent européen, un autre du même genre, un "continent liquide aux contours solidifiée"¹⁴. Qu'il y a bien une

¹⁴ Pour reprendre la formule de DUPUY René-Jean cité par MAHIOU Ahmed et BACHI Nouredine, "Quelle Méditerranée voulons-nous ?", La Méditerranée : modernité plurielle, o.c. p.79.

communauté de destin entre les deux rives et que de ce fait la perspective de l'établissement du seul "libre échange" envisagée jusqu'ici doit être dépassée.¹⁵

La question de l'intégration régionale méditerranéenne ne peut donc être éludée surtout pour la Méditerranée occidentale, entre le Maghreb et l'Europe Occidentale du moins sa partie méditerranéenne. D'autant que comme l'a souligné judicieusement Habib EL-MALKI¹⁶, "l'élaboration d'un nouveau schéma de relations entre ces deux sous-ensembles constituera en partie une mise à l'épreuve de ce que sera la Méditerranée de demain". L'axe socio-économique U.E.-U.M.A. pourrait peut-être faire même sentir ses effets bénéfiques au Machrek.¹⁷

Sauf qu'il s'agit d'objectiver dans tous les sens du terme cette communauté méditerranéenne pour déterminer les modalités et le degré conséquents de son intégration, ainsi que la cohérence avec l'appartenance de chacune des deux rives à d'autres ensembles déjà constitués ou en voie de l'être. Ceci en faisant chevaucher de façon dialectique comme le suggère Edgar MORIN la solidarité méditerranéenne et les autres solidarités¹⁸.

b) Des actions opportunes

Il s'agit à partir de là de ne pas se contenter de l'adoption d'une charte comme celle en préparation, ni même d'un plan, mais plus d'un programme d'actions précisant les domaines à caractère à la fois économique et géostratégique de celles-ci et les conditions de leur réalisation. Aussi important soit-il et tout en devant être pris en considération le culturel ne doit pas servir par des célébrations à cacher le caractère prioritaire de ces premiers domaines. Ainsi pourront être entreprises des actions bien précises et concrètes notamment de modernisation et qui pourraient être favorisées par de puissants flux d'investissements. Ce qui contribuerait à justifier encore davantage ces interventions au niveau multilatéral méditerranéen.

Les actions prioritaires étant en plus de celles relatives à l'établissement de la paix sur les rives Sud et Est, un problème évoqué ci-dessus et qui constitue le domaine décisif par excellence pour les rives Sud et Est comme pour l'Europe du Sud-Est, trois autres touchant à des domaines vitaux.

1) De façon concomitante avec le problème de la paix il y a celui de la réduction de la dictature et de la corruption en particulier là où l'autoritarisme est total et flagrant du fait de la dominance du militaire à la tête de l'Etat.

2) Ensuite pourrait être plus aisé l'ouverture réciproque des rives de la Méditerranée. A partir de là pourraient être entreprises des actions à dimension économique et géostratégique dans des domaines en principe plus réservés.

¹⁵ Comme y invitent MAHIOU Ahmed et BACHI Nouredine citant notamment SID-AHMED Abdelkader : "Quelle Méditerranée voulons-nous ?", *La Méditerranée : modernité plurielle*, o.c., p. 85.

¹⁶ "Rapport Introductif", *La Méditerranée en question : conflits et interdépendance*, O.c., p.23.

¹⁷ Comme l'espère Georges CORM "L'Europe et le Machrek. Conflits et interdépendance", *La Méditerranée en question : conflits et interdépendance*, O.c., p.189.

¹⁸ "Prélude", *La Méditerranée en question : conflits et interdépendance*, O.c., p.33.

- Il y a d'une part la nécessité d'une prise en main urgente de façon directive et à l'échelle de toute la Méditerranée de la question de l'eau dont la pénurie contribue à la dégradation des conditions de vie déjà difficiles au Sud et à l'Est de la Méditerranée. Les ressources en eau par habitant ont diminué de moitié en un quart de siècle de 1970 à 1995.¹⁹
- Il y a d'autre part l'élaboration d'une politique globale à l'échelle de la Méditerranée prise dans son intégralité en passant d'une notion de partenariat conçue principalement en tant qu'essor des échanges, à celui de co-production.²⁰ C'est la condition pour que les échanges entre les deux rives deviennent interactifs et cumulatifs pour chacune.

Ainsi en ce qui concerne les hydrocarbures d'abord en tant que base d'une économie et d'une forme d'industrialisation.

En effet grâce à ces réserves et leur exploitation-exportation les pouvoirs politiques échappent au contrôle de leurs sociétés mais se trouvant plus proches de celles qui en assurent le financement et pour ainsi dire leur permanence et ceci grâce aux subsides qu'elles leur assurent en contrepartie de la livraison d'hydrocarbures.

De plus ces pouvoirs des pays énergéico-exportateurs, ceux de la Méditerranée autant ou même davantage, ont largement démontré leur incapacité voire leur absence de volonté à assurer un développement à partir de ces ressources naturelles dont ils disposent ainsi.

En définitive les hydrocarbures assurent une autonomie à des pouvoirs dans des pays auxquels ils tournent le dos.

c) *Une organisation adaptée*

MAHIOU Ahmed et BACHI Nouredine²¹ constatent à juste titre l'absence d'institutions méditerranéennes de nature à favoriser l'organisation et l'intensification des relations multilatérales. Nous ajouterons en vue des réalisations communes évoquées ci-dessus dans le cadre des secteurs stratégiques.

Il s'agit de voir quel est l'organe susceptible le mieux d'agir dans le sens de cette concrétisation. Comme le dit Edgar MORIN²², "la Méditerranée nécessite des instances de décision pour ses problèmes nucléaires, écologiques, économiques, militaires".

1) En fait deux sortes de structures sont à favoriser:

- Un cadre d'expression des attentes et des propositions.
- Une organisation d'exécution.

2) Serait-ce une autre structure à moins que cela puisse être ledit Comité une fois renforcé et projeté au niveau local ?

¹⁹ BATISSE, Michel, "Environnement et Développement durable en Méditerranée", *La Méditerranée : modernité plurielle*, O.c., p.103.

²⁰ Un terme que nous empruntons à BELAID Sadok, "Nouvelles perspectives d'un espace industriel méditerranéen", *La Méditerranée en question : conflits et interdépendance*, O.c., p.99.

²¹ O.c., p.81 et 82.

²² "Penser la Méditerranée et méditerranéiser la pensée", *La Méditerranée : modernité plurielle*, O.c., p.10.

Il pourrait jouer un rôle de coordination.

Mais plus important serait celui d'intervention directe sur le terrain.

CONCLUSION

En effet si une entité méditerranéenne puit s'édifier, ce ne peut pas être autrement que de façon dynamique et en fonction de l'existence d'une action globale à la fois économique et géostratégique à cette échelle, et sans que la Méditerranée ne soit prise sérieusement en tant que lieu d'un profond rapprochement. Or c'est le cas actuel bien qu'elle constitue un cadre efficient important pour une action en vue d'une évolution positive. Il n'est question que de l'établissement d'un lien lâche entre l'Europe et les rives Sud et Est, en recourant à des moyens peu efficients.

C'est en priorité dans la reconstruction des identités à la fois de l'U.E. et dans la rive Sud surtout celle du Maghreb, que la Méditerranée est à prendre en compte.

La reconstruction de Beyrouth après la guerre entre la tradition et la modernisation

Nazih EL KHAYAT
Université Libanaise

MESDAMES ET MESSIEURS,

Je voudrais au premier abord, remercier les organisateurs de ce colloque, qui m'ont offert l'occasion d'être présent ici pour vous donner d'une part un aperçu, aussi rapide fut-il, de mon pays et d'autre part de faire ample connaissance de cette institution, de ses membres et participants.

Permettez-moi de me présenter : Nazih Khayat, docteur agrégé à l'université libanaise titulaire de la matière de "Sociologie Urbaine".

Pendant l'intervention qui va suivre, je vais vous présenter l'histoire des quartiers de Beyrouth qui connaissaient jadis une fiévreuse activité financière, commerciale et administrative et qui ont été victimes d'un conflit qui a duré plus de 17 ans, pris sous le feu croisé de tous les belligérants.

A partir de 1975 l'Etat libanais s'est progressivement morcelé, tout en restant théoriquement uni. La République devient pratiquement un ensemble de petits territoires, contrôlé chacun par des pouvoirs étatiques différents. Certes, la partition des fonctions officielles n'a pas eu lieu, mais la réalité sur le terrain démentait cette unité apparente.

Lorsque les premiers affrontements éclatèrent au printemps 1976, la guerre s'installa d'emblée au centre de la ville. Très vite la capitale fut amputée de son centre qui a subi d'effroyables dommages telles la destruction complète de son infrastructure, l'occupation brutale de nombreux quartiers par les squatters et la confusion totale des droits des propriétaires, locataires ou exploitants. Ajoutons à ces dégâts l'énorme problème de nuisance que posait pour la santé publique et l'environnement, la décharge du Normandy constituée pendant les années de guerre, faute de lieu où déposer les ordures ; tout cela a abouti à un bouleversement fondamental dans le principe même de l'organisation de l'espace de Beyrouth, ce qui mena en effet à la mise sur pied d'États dans l'État.

Beyrouth ville éclatée

Mais le morcellement territorial le plus spectaculaire est évidemment à étudier en corrélation avec la montée des pouvoirs miliciens. Chaque milice met en place des structures étatiques (administration, finances, communications, quadrillage des citoyens et du territoire). Elles instaurent une idéologie basée sur une logique confessionnelle, territorialement délimitée par des lignes cartographiques.

Il va de soi que, le contrôle politico-militaire d'un territoire par une milice ou par un "sous-Etat" engendrera nécessairement des lignes de démarcation, qui morcelleront le territoire national.

Dans le cas de Beyrouth, la confrontation a mené à un Beyrouth-Est et un Beyrouth-Ouest ; par conséquent, le centre-ville dévasté est devenu un espace creux avec une ligne de démarcation séparant les deux Beyrouth, installant la peur, la mort et la haine. Bref, deux villes fonctionnant maintenant en parallèle, occultant une histoire, une géographie, une sociologie similaires érigées depuis un peu plus d'une centaine d'années. Chaque entité fonctionne seule, ignorant les joies et les malheurs de l'autre; les mouvements de personnes de part et d'autre de la ligne sont peu significatifs; les comportements politiques sont souvent diamétralement opposés'. Deux quartiers commerciaux se dédoublent, avec succursales de magasins, de banques ou d'entreprises dans chaque partie de Beyrouth. Les Universités et les ministères ont plusieurs branches; la ville s'est éclatée en micro-villes parallèles contrôlées par des pouvoirs parallèles¹.

Le défi de la reconstruction et du développement du centre ville

Après l'accord de TAEF qui a mis fin à la guerre (1975-1990), le Liban récupère progressivement la vie normale et un grand débat s'instaure entre les différents acteurs du paysage urbain : faut-il reconstruire, en urgence, le Centre-Ville dévasté, comme l'exigent les promoteurs et les politiciens, ou faut-il geler tous les travaux pour mettre à jour les richesses enfouies comme le réclament les archéologues et les historiens ?² Faut-il transformer le Centre en zone archéologique et touristique? Faut-il reconstruire le Centre à l'identique, comme le préconisent certains nostalgiques du Beyrouth d'avant-guerre, ou faut-il au contraire, recréer un Centre symbolique qui puiserait ses images dans la mémoire historique de la ville ?

Le choix politique fut vite fait avec un objectif très clair : le Centre-Ville sera le secteur de l'économie tertiaire renoué étant donné que ce centre jouit d'un emplacement privilégié au coeur de la Capitale du Liban. Il descend en pente douce sur la mer et jouit d'une vue imprenable sur la Méditerranée et sur les collines et les montagnes avoisinantes. Le développement de ce centre en un centre unique au Proche-Orient est l'un des plus ambitieux projets de reconstruction et de réaménagement urbain d'après guerre.

Ce Centre-Ville est situé dans le coeur historique et géographique de Beyrouth, une zone habitée depuis des milliers d'années. A proximité du port et à quelques minutes de l'Aéroport, le Centre-Ville abrite le grand Sérail (siège du Gouvernement), le Parlement, la Municipalité, ainsi que des bâtiments appartenant à d'autres administrations publiques y compris le siège des Nations Unies; il est entouré d'un boulevard périphérique, qui le relie aux axes principaux qui desservent le Grand-Beyrouth et jouit d'un front de mer de 2,2 km. Il inclut également le centre financier de Beyrouth comprenant des banques locales et internationales, des compagnies d'assurance et d'autres institutions financières.

¹ M.F. Davei, *La Gestion des Espaces Urbaines. Reconstruire Beyrouth*, Maison de l'Orient EMA, Lyon, 1991.

² Laila Badr, *The Historie Fabric of Beirut*, Publication de l'Université Américaine de Beyrouth sous le titre : *Beirut of Tomorrow*, Beyrouth, 1983.

Ce site a été habité pendant plus de 5000 ans. Il est riche d'un héritage archéologique. Ses places publiques et ses monuments historiques ainsi que les lieux de culte appartenant aux trois religions monothéistes avec 10 églises, 6 mosquées et une synagogue font partie de la vie de la ville et de sa mémoire. De nombreuses civilisations s'y sont succédé, des Cananéens aux Ottomans. Toutes ont contribué à façonner l'identité de la ville. Sa vocation maritime et commerciale remonte à l'ère Phénicienne et sa tradition culturelle à la célèbre Ecole de Droit romaine qui a attiré les élèves de toutes les régions de l'Empire. Les Ottomans lui donnèrent son style architectural et les Français y établirent le siège des institutions gouvernementales.

Après son accès à l'indépendance en 1943, le Liban est devenu un pays renommé pour ses services grâce à ses atouts naturels, une population instruite et un système économique et politique libéral. Beyrouth, et plus particulièrement le Centre-Ville, se mua en un pôle régional pour le commerce, les affaires, les finances et le tourisme.

La reprise économique fut relancée en 1990 avec le retour à la paix et à la stabilité du pays et Beyrouth se releva des cendres causées par la guerre (1975-1990) et son centre se transforma en un chantier, soutenu par un vaste programme de développement national qui s'est conjugué avec des politiques macro-économiques visant à stimuler les investissements publics et privés.

Le projet de développement et de reconstruction du Centre-Ville fut le grand bénéficiaire de cet environnement favorable.

Solidaire, la société libanaise pour le développement et la reconstruction du Centre-Ville de Beyrouth, société immobilière privée chargée d'exécuter cet ambitieux programme de reconstruction a été créée en 1994 aux termes de la loi 117 de 1991 régissant le statut juridique des sociétés immobilières dont l'objectif est de reconstruire les zones sinistrées pendant la guerre et ce, conformément à un schéma directeur approuvé par les autorités.

Ici permettez-moi de vous dire, que je me prononce en connaisseur de cause ayant été membre actif de l'équipe solidère et étant chargé d'une part, d'évacuer, des bâtiments en ruine afin de les retaper, des occupants légaux et illégaux tout en les dédommageant, et d'autre part de préserver les édifices récupérables. Mon approche fut surtout de caractère social.

Le capital de la société a été constitué par les apports en nature des ayants droit du Centre-Ville évalués à 1,17 milliards de dollars et par les souscriptions en numéraire des investisseurs suite à l'émission de 650 millions de dollars largement sursouscrite.

Son capital est actuellement de 1,65 milliard de dollars, compte tenu du retrait de 17.000.129 actions dont la société Solidère est entrée en possession en contre-partie des propriétés récupérées par les ayants-droit d'origine. Solidère réunit 60.000 actionnaires. Ses actions de catégories A et B sont échangées à la bourse de Beyrouth. Grâce à des activités d'aménagement foncière à haute valeur ajoutée et à des projets immobiliers concurrentiels, solidère oeuvre pour la prospérité du Centre-Ville sur des bases solides.

Les projets immobiliers sont mis en oeuvre par la société soit directement avec des partenaires soit par des promoteurs particuliers. Solidère accélère le rythme de reconstruction en encourageant les anciens propriétaires et locataires à revenir et en appuyant de nouveaux promoteurs, ce qui lui permet de diminuer les risques qu'elle aurait

à encourir. Elle contrôle le rythme, les composantes et la qualité des aménagements de tout le Centre-Ville puisqu'elle en est à la fois le pionnier principal et l'organe de surveillance. Elle suit un plan diversifié pour engager des recettes croissantes de ses activités, à savoir : vente de terrains, ventes immobilières, location, gestion immobilière et prestations de services. Elle sous-traite les travaux de construction pour pouvoir se concentrer sur ses fonctions essentielles qui sont : gérer les projets immobiliers et les terrains d'une part, et commercialiser et gérer les biens locatifs d'autre part. Ses services de gestion sont également à la disposition d'autres propriétaires. Elle fournit aussi des services de gestion et d'exploitation aux infrastructures, au marina, aux services publics, aux parcs de stationnement ainsi qu'aux espaces verts.

Les grandes lignes du schéma directeur pour les utilisations du sol, flexibles pour répondre aux besoins du marché sont les suivantes :

Bureaux	1.582.000 m ²
Commercial	563.000 m ²
Résidentiel	1.959.000 m ²
Bâtiments culturels et administratifs	386.000 m ²
Hôtels	200.000 m ²
	<hr/> 4.690.000 m ²

Etat actuel du projet de développement et de la reconstruction du Centre-Ville³

Le Centre-Ville de Beyrouth est le cœur historique de la capitale libanaise, un centre urbain vieux de plusieurs milliers d'années. Le programme de reconstruction du Centre-Ville constitue un projet exceptionnel de régénération urbaine, et vise à créer un centre animé mêlant les affaires, les magasins, l'habitat et les loisirs. Le Centre-Ville est le point de mire des ambitions internationales de Beyrouth, mais il est aussi à noter que le plan d'urbanisme prévoit l'intégration des vestiges archéologiques de Beyrouth, la création de parcs archéologiques, la restauration de 265 immeubles, partiellement intégrés dans un quartier historique. Il comprend également la création d'un domaine public de haute qualité avec ses rues plantées, ses parcs et jardins, et ses voies piétonnes.

Travaux en exécution⁴

Durant les six dernières années, le Centre-Ville fut un vaste chantier. L'installation d'une infrastructure de pointe est déjà achevée, y compris la reconstruction du domaine public avec ses rues, ses places communes et jardins. La restauration et de nouveaux projets de développement sont encore simultanément en cours révilalisant ainsi le cœur historique et géographique de la ville.

Dans la première phase les objectifs qui devraient être atteints (en 2000/2001) sont :

³ Société Solidère, Beyrouth.

⁴ Idem

- La restauration de 265 immeubles; cette restauration rétablit l'architecture particulière de ces immeubles qui préserve le cachet spécial du Centre-Ville en juxtaposant l'ancien et le nouveau.
- L'exécution d'un million de m² de construction et de restauration.
- L'élaboration d'un km de protection maritime pour de nouveaux terrains d'une superficie de 608.000 m²

Projets de développement en cours⁵

La surface de plancher engagée par solidère pour l'an 2000/2001 est de 1.3 Mm², dont 74% sont cédés à des tiers. La société possède les terrains et droits de construire pour tout le reste du Centre-Ville: et en tant que promoteur principal, elle développe une série de projets clefs et de pôles d'attraction afin d'atteindre une masse critique dans les cinq premières années. A titre d'exemple :

1) Projet résidentiel : « Saifi Village ».

Cet ensemble résidentiel de Saifi, comprend 137 appartements neufs répartis en 16 immeubles et situés dans le quartier traditionnel à l'extrémité Est du Centre-Ville. Son architecture souligne le caractère Levantin de Beyrouth et rappelle sa culture passée. Les immeubles sont équipés de tout le confort moderne et sont gérés de façon professionnelle selon les normes internationales. Des services fonctionnels et confortables bénéficieront de la gestion immobilières de solidaire.

2) Les Souks de Beyrouth :

Un projet de 100.000 m² que réintégrera les célèbres et traditionnels Souks de Beyrouth dans un riche développement d'activités mixtes alliant les découvertes archéologiques aux concepts d'architectes de renommée internationale. Ces Souks inclueront du commercial, des bureaux, des lieux de loisirs et des parkings.

Les travaux maritimes⁶

Ce projet couvre 180 ha de terrains exceptionnels en méditerranée orientale, dont 60 ha gagnés sur la mer. Jusqu'aujourd'hui 50 ha ont déjà été remblayés. Il comprend la réalisation de toutes les infrastructures et la construction de 4,69 millions de mètres carrés de plancher pour tout usage.

Les terrains gagnés sur la mer en prolongement du Centre-Ville traditionnel formeront le nouveau front de la côte de Beyrouth et accueilleront un quartier d'affaires, un quartier résidentiel de luxe, des ports de plaisance, un parc, une promenade de bord de mer en corniche et des activités de loisirs.

Le projet consiste à réaliser un mur de protection d'un km de long destiné à protéger à terrain-plein 60 ha gagnés sur la mer devant Beyrouth à un montant de 229 millions de dollars.

⁵ Idem

⁶ Idem

La réalisation de ce projet donnera enfin, au Centre-Ville toute sa dimension maritime accentuée par une création unique, moderne, résultant de la fusion d' une architecture et d' une technique de pointe tout en respectant la tradition ancestrale qui lie Beyrouth à la mer.

L'archéologie⁷

Les fouilles archéologiques, entamées en 1993 et qui se poursuivent actuellement, ont permis la découverte des vestiges d' une ville fondée par les Cananéens, habitants de la ville de Jbeil (Byblos) et qui remonte à 2500 A.J. faisant ainsi de Beyrouth la capitale la plus ancienne du monde.

L'importance de Beyrouth a été établie à travers surtout des documents écrits qui remontent au 14^{ème} siècle A.J. A côté des ports de Césarée, Tyr, Sidon, Byblos et Ras Chamra, Beyrouth a joué un rôle prééminent dans les échanges culturels et commerciaux dans la région de l'Est méditerranéen.

Les fouilles effectuées jusqu'à ce jour dans 130 sites situés dans le Centre-Ville de Beyrouth ont abouti à des découvertes qui reviennent aux périodes suivantes:

- la période Cananéenne (âge de bronze 3000-1200 A.J.)
- la période Phénicienne (âge du fer 1200-333 A.J.)
- la période Hellénistique (333-64 A.J.), la période Romaine (64 A.J.-395 Ap.J.)
- la période Byzantine (395-632 Ap.J.)
- la période médiévale (632-1516 Ap.J.)
- la période Ottomane, le mandat et l'indépendance (1516-1943 Ap.J.)

CONCLUSION

Le projet du développement et de la reconstruction du Centre-Ville de Beyrouth, qui constitue un rêve et un grand défi, mais aussi une grande entreprise financière, légale, et technique a été et restera pour nous, le moteur et la concrétisation des aspirations des Libanais dans leur ensemble.

C'est à travers une collaboration étroite entre, les différents et très nombreux intervenants de ce projet, que ce qui a déjà été accompli fut possible.

Le secteur privé, à travers la récupération des immeubles par les ayants droit et aussi à travers les investisseurs, comme à travers toutes les entreprises et tous les contracteurs impliqués, a apporté une avancée décisive et une vie au projet dans son ensemble. Nous avons aujourd'hui devant les yeux l'ébauche de ce qui sera sans doute le plus beau et le plus florissant Centre-Ville du proche Orient. C'est la résurrection d'un grand centre, qui a historiquement si bien allié toutes les familles qui incarnent ce qu'est vraiment le Liban, qui a su assurer leur prospérité collective et leur co-dépendance vitale.

Le projet a pu réaliser ses objectifs financiers à travers un programme défini et un rendement remarquable, ce qui s'est traduit par des profits atteignant 18 millions de dollars en 1994, 32 millions de dollars en 1995, 58 millions de dollars en 1996 et 77

⁷ Idem

millions de dollars en 1997. Cependant, les projets ont reculé en 1998, 1999 et 2000, suite au marasme économique que connaît dernièrement le Liban⁸.

Tous les efforts doivent reprendre, pour que la grande équipe, multidisciplinaire et multi-sectorielle qui a oeuvré pour le rétablissement du Centre-Ville, reprenne le chemin du développement rapide et condensé, pour que ce projet-pilote soit un modèle sur lequel se pencheront d'autres sociétés ou organismes afin de réhabiliter et aménager des zones jouxtant ce centre en particulier et d'autres régions résidentielles et commerciales du Grand Beyrouth.

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

Awada F. (1986) : La gestion des services urbains à Beyrouth pendant la guerre 1975-1985. Pratiques urbaines 5, Interurba, Tiers-Monde, NRS, ORSTOM.

Beydoun A. (19986) : "Expériences de l'espace et du temps dans une ville dérangée", Villes en guerre, Autrement, oct, No. 83, p. 14-29.

Beyhum N. (1988) : "Les civiles, leurs communautés et l'Etat dans la guerre comme système social au Liban," Social compass, XXXV/4 1988, p.585-605.

Beyhum N. (1988) : "Espace urbain, espaces politiques. Ville, Etat et communautés à Beyrouth vers 1970", History of conflict and consensus, Lebanon 1840-1970, Ithaca-CLS, Oxford.

Beyhum N. (1989) : "La centralité urbaine à Beyrouth", Maghreb-Machrek. No. 123.

Beyhum N. (1990) : "La vie quotidienne dans un quartier de Beyrouth-Ouest", Maghreb-Machrek, No. 125.

Bourgey A. (1978) : "L'évolution du Centre de Beyrouth de 1960 à 1977", in D. Chevallier, L'espace social de la ville Arabe, p. 244-278.

Bourgey A. (1980) : "Beyrouth ville éclatée", Hérodote, Janvier-Mars 1980, No.17, p.5-31.

Bourgey A. (1985) : "La guerre et ses conséquences géographiques au Liban", Annales de Géographie, No. 521, XCIVe année, janvier-février 1985, p.1-37.

Bourgey A. (1988) : "Les transformations du Centre de Beyrouth depuis 1975", Eléments sur les Centres-Villes dans le monde Arabe, fascicule bilingue, p.119-130.

Davie M.F. (1983) : "Comment fait-on la guerre à Beyrouth" ? Hérodote, avril-septembre, No.29-30, p. 17-54.

DGV(1986) : Schéma directeur de la Région Métropolitaine de Beyrouth, en collaboration avec le CDR et la Mission Franco-Libanaise pour l'aménagement de RMB, Beyrouth.

Tabet J. (1984) : "La ville dans la guerre", Al-Tariq, No.unique 1984, p. 134-189.

Tabet J. (1986) : "Beyrouth et la guerre urbaine: la ville et le vide", Villes tourmentées, peuples méditerranéens, No.37, octobre-décembre.

⁸ Solidaire - Rapports annuels 1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000, Beyrouth.

Islamic sources of contemporary Arab national unity and identity: The dilemma of modernity

Hassan Ali JAMSHEER
University of Lodz

Research work upon the historical sources of the idea of Arab world unity facilitates the understanding of contemporary realities of that region. It serves the analysis and synthesis of conditions accompanying the emergence, in the first half of the VII century A. D., of this idea, which had preserved its relevance in the process of the later history of the Arab-Islamic world and acquired special significance in modern and present times – within the framework of contemporary political doctrines. The importance of the subject is ascertained – amongst others – by the following considerations: the idea of Arab unity is positively evaluated in the doctrines and programmes of numerous political parties and orientations of the Arab world (Naserism and various shades of the so-called Arab socialism, the Arab B'ath Socialist Party, Islamic orientations and – naturally – the Arab nationalist movement); the idea of Arab unity involves many highly significant problems of current socio-political realities of particular Arab countries as well as the entire Arab world (questions of democracy or - in other words - political pluralism, equal rights for women and the role of the latter in social life); the constant presence of early Islamic tradition in political thought and practice of contemporary Arab world.

Reflections upon the role of tradition do not merely deal with the natural continuity in the case of many cultures of idea-formation processes, but above all with the specificity of Arab-Islamic civilisation – namely, the current and direct relevance of numerous ideas, deeds, events,...etc., expressed or occurred more than thirteen centuries ago. All that takes place, of course, in changing conditions, but the phenomenon is worthwhile to be registered. Systematic reflections upon the sources of Arabs' national tradition are not new, for they were initiated in early 19th century – the century of Arab enlightenment. Then the idea of Arab unity emerged as an important impetus to the formation of modern national identity. During and after World War I, it transformed into a national liberation movement in connection with the economic, political and military expansion of colonial powers. National feelings of wide circles of Arabs found expression in the form of pride about the past and reflection upon it.

We find proof for this statement in a wide range of political literature and thinkers, dealing with national heritage. The focus of interest had been early Islam and the state formed by Prophet Muhammad and Rightly Guided Caliphs. It was a return to the past as a reaction towards Turkish domination as well as the newly-arising West European challenge. Simultaneously, it was the Arab response to the political doctrines of Western imperial powers, that declared the racial and historical immaturity of nations of the East and the South, their inability to create culture or civilisation, and non justifiability of their aspirations for admission to the family of civilised "nations". The reaction to euro-centrism



was the appearance in Arab political thought of radical directions, seeking in Islam the source of all valuable human thought.

Naturally, other orientations also emerged, which were derived from national and "alien" ideas and ideologies. Most often, the ultimate source of reference was the indigenous global vision: socialism – for example – was not only branded as Arab, but moreover justification for it was found in early Islamic social thought. The basic ideas of Prophet Muhammad's leadership of the Islamic movement that emerged in the first half of the 7th century were the unification of the hitherto dispersed Arab tribes around the new monotheistic faith, together with the rejection of injustice and the emancipation of feeble or lower social strata. The ideas of Islam were directed towards the emancipation and creation of umma (community) as an objective of transformation, with Allah (God) and eternal life in Jannah (Paradise) as the ultimate goal.

The task of creating instruments of transformation was achieved by Muhammad in two stages. During the first stage, the question was how to shape the new human being and new human relationships. This stage lasted basically for the entire Mekkan period (610-622) of the Prophet's activity, but was continued and become developed also into Medina (622-632). During the second stage, the main attention of the movement's leader was concentrated upon establishing the bases of the new state and new community. Within the framework of the latter stage, further continued and accomplished by the Prophet's successors, a united Arab nation became shaped as a new community of faith.

We should bear in mind the political history and dynamics of the Islamic movement, whereas historical events illustrate how the ideas of monotheism and *tawhid* (unity), in addition to the social principles of Islam have aggravated existing social conflicts in Mecca. Moreover, those ideas verbalised the mentioned conflicts, which earlier had a suppressed character and did not possess a theoretical construction. The line of divisions in the Meccan society proceeded, as a result of the influence of Islam, between the poor and serfs on the one hand and the rich elite on the other, as well as between the youth and tribal seniors.

The monotheistic Islamic movement weakened the positions of influential Quraish clans ruling Mekka and jeopardised their domination upon Arabia. Severe repression inclined Muhammad – firstly – to attempt to gain the support of another centre capable to serve as a base, and – secondly – to abandon persuasive methods in favour of the use of force. Medina became such a base, where after numerous battles Muhammad as the head of this town-state achieved the task of the unification of the Arabs of the Arab Peninsula. The work of Muhammad was continued by the Rightly Guided Caliphs, creating thereby the ideal model of the just and care-taking state. It was postulated then to transform the state into the material base of the umma – understood as an ideological and national category.

Only the state of the entire umma, involved in the task of jihad (i.e. sacred war and action), would be capable to fully achieve the strategy of the liberation and enlightenment of the entire Mankind. Jihad became an act – and at the same time a process – of the permanent readiness of Arabs to fulfil their historical mission. Hence, necessity arose for a warrior consciously fighting for his own cause.

However, the engagement of the individual Arab in the process of comprehensive transformations required to ensure him secure and stable living conditions – for the first time in history, he had a stable source of incomes. Before Islam, war and assaults were often life necessities – i.e. sources of maintenance. At the times of Islam, the situation changed adversely; the regulator of daily life became the ideological state. The strengthening of that state, its expansion and accomplishment of basic objectives secured the preservation of the existing positively-assessed state of affairs and vice versa. The significance of early Islamic tradition for contemporary Arab socio-political thought lies in its creation of a new ideology with a leader of great stature, who was successful in bringing about the formation of Arabs national identity that was further enhanced by granting them a defined role in the civilisational history of Mankind.

Thus, the two unity sources of Islamic heritage were – and still are – the Holy Koran and Prophet's sunna (i.e. statements and deeds). These form the constant canons, while the variable ones (i.e. four schools of sunna interpretation, a fifth school of shi'a, different off-shoots of these schools) have become, in addition to other determinants, the basis for differentiation of the Arab and also the whole Islamic world. Differing attitudes towards tradition (al-turath) and divergent visions of contemporary orientations of Arab world political thought is the function of – among other things – the social situation, level of consciousness and attitudes towards the basic problems of given historical circumstances. It is also related to national, racial, sectarian, etc. affinities. The projection of the past heritage cannot always be identical – each orientation interprets the past, and the present too, in its own way. However, being the projection of the past, historical tradition responds to present-day questions, serves today's needs.

Since the 1970's of this century traditionalism has acquired vast popularity on the political scene of the Islamic world, and continues to show significant dynamism. That consideration explains the rising interest on the international arena in this phenomenon, it also induced the author of the present article to undertake research work upon its interesting and actual aspects. Transformed into a wide political movement, Islamic fundamentalism (understood as radicalism) found in tradition a particular philosophical corner stone, which was conceived as self-defence against dangers forthcoming from the outer world.

On the whole, in the period after World War II, social movements of the investigated area were directed towards rationalist and materialistic philosophies. History had shown, however, that they were unable neither to deliver the awaited solutions of basic development problems nor to interpret reality in a fully convincing manner. Still worse, increased threats were noted on the part of that divided and simultaneously antagonised outside world. The idealisation of the past, the politicisation of faith, the demonic fear of foreign danger, and populism should – from the viewpoint of a person, who attempts to draw in this place a prognosis for the future – be replaced by the selective application of tradition, being in its sources a transformation movement, radically changing the realities of the time.

Taking into consideration the present far-reaching variety of attitudes toward tradition, we better consider a new formula of Arab unity that accepts the real differentiation of the Arab world and covers a new economic conception, according to which technological-

civilisational progress would be something natural in the general opinion. Conclusions about the contemporary validity of the idea of unity should be formulated in a way that takes into consideration the modern needs – namely: the need for pluralist expression of faiths, ideas and convictions, as well as particular group interests; the requirement for a democratic mechanism of expressing the former; the necessity for the enrichment of the Arab League framework and structures, especially the economic infrastructure of a joint venture type; the need for the ultimate foundation of the Arab Community in line with European and world trends.

La vie quotidienne hongroise dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle par les voyageurs français

Lajos KÖVÉR
Université de Szeged

En ce qui concerne le sujet de la Hongrie du 18^e siècle, vue par des français, on peut indiquer trois types des sources. D'une part nous présentons un rapport diplomatique intitulé « Idée de la Hongrie ou mémoires sur la situation de ce pays ». C'est en effet le récit du voyage en Hongrie (de Vienne jusqu'à Bártfa) de l'Ambassadeur français Marquis de l'Hôpital, en route vers la Russie. Il écrit dans sa relation des villes hongroises, comme Győr, Komárom, Buda, Pest, Gödöllő, Gyöngyös, Eger, Kassa, Eperjes, Bártfa qui se trouvent toutes dans le nord de la Hongrie de l'époque (certaines appartiennent actuellement à la Slovaquie) et jalonnent une route commerciale traditionnelle Est-Ouest, de première importance jusqu'à nos jours. L'Ambassadeur relate, d'une manière détaillée, des prix, des édifices publics ou privés, des forteresses et de la population du pays, n'oubliant pas de mentionner ses hôtes. D'autre part nous voulons attirer l'attention sur les lettres de Charles Marie d'Yrumbery de Salaberry. Enfin il faut écrire sur le témoignage des prisonniers de guerre français sur leur vie quotidienne dans le Royaume de Hongrie. Enfin le troisième type de vision sera offert par un genre particulier des récits de voyages : les textes établis par les prisonniers de guerre français de l'époque des guerres révolutionnaires (1793-1795 ; l'on a en effet déporté quelque dix mille prisonniers de guerre français sur le territoire de la Hongrie). Nous nous appuyerons principalement sur le manifeste de Joseph Hautière, adressé au Conseil des Cinq Cents et sur le mémoire écrit par le général Dellard.

Les descriptions de Marquis l'Hôpital (publiées en 1963 par Károly Kecskeméti) se composent de deux parties. La première partie est une description des relations géographique, économique et politique de la Hongrie. Selon l'auteur de ce rapport « il n'y a peut-être pas de Royaume plus pauvre en Europe et j'ose assurer qu'il n'y en a point de plus propre à devenir riche. Il produit de tout avec abondance, sa situation pour le commerce est belle. Le Danube traverse dans toute longueur, et dans sa largeur il est occupé par quatre grosses rivières navigables presque à leur source; l'air en générale y est sain et rien n'en plus aisé que de la purifier dans les lieux où il ne l'est pas; quelques canaux qui ne seroient point fort chers feroient écouler les eaux qui croupissent dans ses plaines immenses dont les exhalaisons infectent l'air. Ainsi il serait très facile de le rendre peuplé et conséquemment d'en faire un des plus beaux pays du monde... »¹

La deuxième partie publie un voyage de Hongrie, de Vienne jusqu'à Bártfa. Cette deuxième partie, le rapport fait de voyage de Marquis de l'Hôpital, l'ambassadeur de France en Russie, nous donne un tableau réaliste, et précis de l'état de la Hongrie au

¹ *Notes et rapports français sur la Hongrie au XVIII^e siècle. Recueil des documents, avec une introduction par KECSKEMÉTI Károly, Bruxelles, 1963, p. 24.*

milieu du 18^e siècle. L'ambassadeur nous donne une image plastique de leur voyage de Kilsey jusqu'à Eperjes. Voilà les listes des villes qui avait été visitées par Marquis l'Hôpital : *Kilsey* (Kitsee), *Rahab* (ville et comitat de Győr près de la rivière Rahab qui s'appelle Raab en allemand et Rába en hongrois), *Comorre* (Komárom, la rive droite se trouve en Slovaquie et aujourd'hui s'appelle Komarno), *Wareswart* (Pilisvörösvár), *Bude et Pest* (Budapest), *Kingioes* (Gyöngyös), *Azud* (Aszód), *Atvani* (Hatvan), *Agria* (Eger), *Onot* (Ónod), *Eiu* (Hejő), *Tockai* (Tokaj), *Cherents* (Szerencs), *Guntz* (Gönc), *Proprat* (Poprád), *Cassovie* (Kassa), *Eperies* (Eperjes), *Toriza* (Tarcsa). À Kilsey se trouve la maison de chasse du Prince Esterhasi, située à l'entée de la Hongrie après Vienne, du côté droit du Danube. Il n'oublie pas remarquer, que ce prince « jouit depuis 1740 de presque tous les droits de la souveraineté, il a des troupes à sa solde et moyennant un homage est maître absolu dans ses terres. »²

De Kilsey il a jeté un coup d'oeil sur Presbourg (Pozsony, aujourd'hui Bratislava en Slovaquie) qui est assez grand, le château la domine, il est bâti sur un hauteur qui ressemble assez à la montagne « où étoit autrefois la citadelle de Nice ; le Danube coule au pied et baigne les murs de la ville, il s'y divise en deux bras dont le plus petit est le plus gros que la seine au Port Royal, le plus grand a trois cent toises de large. »³

Dans cette description « Bude, quoique la capitale de la Hongrie ne peut pas s'appeler une ville ; ce sont des maisons bâties sans ordre, qui n'ont pas une enceinte de muraille ; on y voit le reste d'une mosquée et des bains très renommés ; le Palatin des anciens Rois d'Hongrie est dans la citadelle. De dessus le Danube, il paroît très beau et la citadelle en fort bon état. Entre la ville et la citadelle, il y a une colonie Racines »⁴ établie depuis plus de cent ans et aussi détestée que le premier jour ; on tire de son territoire un des meilleurs vins de la Hongrie, il est connue à Vienne sous le nom de Razelsdorf.

Dans la deuxième partie de notre étude, nous voulions attirer l'attention sur l'ouvrage de Charles-Marie d'Irumberry, comte de Salaberry, qui est un peu partout oublié en Hongrie. L'auteur est un homme politique, né en 1766, à Paris, mort le 7 juillet 1847, à Fossé, près de Blois. Sa famille était ancienne et originaire de la Navarre ; son père, président à la chambre des comptes, était mort en 1794, sur l'échafaud. Le jeune Salaberry émigra en 1790, et fit un assez long séjour en Turquie, rejoignit l'armée de Condé, puis se réunit aux bandes royalistes de la Vendée où il commanda une compagnie de cavalerie. Après le coup d'Etat de Bonaparte il se retira dans le domaine de Fossé, s'y occupa de lettres et d'agriculture, et resta sous surveillance jusqu'à la chute de Napoléon. Durant les cent-jours il a combattu en Vendée avec La Rochejaquelein.⁵ De 1815 il siégea dans la chambre des députés, où il représenta son département, le Loir-et-Cher. Après la révolution de Juillet il vécut tout à fait à l'écart de la scène politique. Il n'a pas été seulement un homme politique, mais un français lettré aussi, qui, entre autres, à Paris, en

² *ibid.* p.29

³ *ibid.* p.30

⁴ Le quartier habité par les serbes (races), installés à Bude, après la reprise de la ville en 1686, s'appelle de nos jours «Tabán.»

⁵ La Rochejaquelein, Henri du Vergier, comte de (1772-1794) ancien membre de la garde du roi, célèbre chef royaliste vendéen.

1799 publia sans nom d'auteur un *Voyage à Constantinople, en Italie et aux îles de l'Archipel*,⁶ par l'Allemagne et la Hongrie.⁷

Cet ouvrage est écrit par lettre, se compose de soixante lettres, et en six (les lettres XV-XX) est un témoignage de la Hongrie. Presbourg, la ville des diètes de la noblesse hongroise, est présentée par la lettre cinquième, et dans sa lettre sixième, Salaberry décrit précisément la situation géographique de la Hongrie et qualifie la politique de l'empereur Joseph II. A son avis les hongrois prennent en naissant les inclinations et les opinions qui les distinguent au moral, comme leurs traits et leurs habits physiques⁸, c'est pourquoi « le plus grand tort de Joseph II est de n'avoir pas su composer avec le caractère des Hongrois. La plupart des changemens qu'il vouloit introduire chez eux étoient salutaires; mais il fait comme ces médecins durs qui, sans ménagement pour un malade et comptant sur l'efficacité de leurs remèdes, les font prendre avec une violence qui en détruit l'effet. Il n'a retiré de ses bonnes intentions que l'exécration d'un peuple aussi extrême dans ses haines que dans son amour. Ils ne l'appellent que le tyran ou Joseph II, qui se disoit roi de Hongrie... Il faisoit le roi d'une manière encore moins constitutionnelle. Un des privilèges auxquels on pourroit dire que les Hongrois tiennent le plus, ils n'étoient pas également jaloux des uns et des autres, c'est celui de s'imposer eux-mêmes. Joseph II. sans les consulter autrement, leur envoyoit demander une contribution telle qu'il la vouloit » – écrit Salaberry dans l'année de la mort de Joseph II.⁹

La forme du gouvernement de Hongrie est écrite par la lettre dix-septième, et les autres trois lettres nous présentent la partie centrale du Royaume de Hongrie et le Banat. Selon l'auteur de Bude à Temesvár, il n'y a de remarquable que la monotonie des plaines, l'ennui et la laideur des chemins qui ne permettait souvent pas d'aller à pied, mais Salaberry n'oublie pas remarquer: „il ne faut pas juger de la Hongrie par ce que je dis de la partie que j'ai traversée; c'est la partie centrale, et les mieux cultivées sont le côté de la Transylvanie, et celui qui a voisine la Croatie.”¹⁰

Cet écrit de Salaberry est quelquefois une lecture expressément joyeuse. Voilà les lignes de quelques-uns: « après Témesswar, on trouve Ragosh. C'est la première couchée. Le pays est bien boisé. On y cultive avec succès le blé de Turquie et le tabac. Le changement de mœurs et d'habillements devient extrêmement sensible. Le premier village qu'on rencontre est grec. Les femmes y sont plus agréables que les Hongroises. Elles ont un mouchoir de couleur sur la tête, en forme de turban ; vont nu-jambes avec des

⁶ Archipel, partie de la Méditerranée orientale; parsemée d'îles entre les péninsules des Balkans et d'Anatolie; c'est la mer Égée des anciens.

⁷ SALABERRY, Charles Marie d'Irumberry, comte de : *Voyage à Constantinople en Italie, aux îles de l'Archipel, par l'Allemagne et la Hongrie*, de l'imprimerie de Crapelet, Paris, chez Maradan, Libraire, rue Pavée-André-des-Arcs, n^o 16. [1799], *Biographie universelle*, t.LXXX, Paris, L-G Michaud, 1847, p.437-739; *Nouvelle biographie générale*, t.XLIII, Paris, Firmin Didot Frères, 1864, p.163-165; HUMBERT, Jean: *La Hongrie du XVIII^e siècle, vue par des voyageurs*, Nouvelle Revue de Hongrie, septembre, 1938, p. 234-240 Jean Humbert ne mentionne pas, que l'auteur du *Voyage à Constantinople...* s'appelle Charles-Marie d'Irumberry, comte de Salaberry.

⁸ *Voyage à Constantinople...* p.68

⁹ *ibid.* p.69-70

¹⁰ *ibid.* p.85

petits jupons extrêmement courts. Cet endroit-là est très joli et très peuplé. On n'y regrette ni les crottes de la Hongrie, ni les bottes qui sont à toutes jambes d'hommes, de femmes et d'enfants. »¹¹

Si l'on voulait trouver une page spéciale et particulièrement intéressante dans l'histoire des relations franco-hongroises, ce serait assurément l'histoire des premiers prisonniers de guerre de la Révolution en Hongrie. Dans cette époque à peu près 1000 officiers et 10.000 sous officiers et simples soldats français avaient été transportés vers le Royaume de Hongrie. Les sources en question permettent de compléter nos connaissances dans le domaine de l'histoire militaire aussi bien que de servir et de présenter la vie quotidienne des prisonniers français d'après leurs mémoires, d'étudier leurs relations avec la population hongroise et avec les autorités civiles.

Quoique la guerre ait été déclarée à l'Autriche le 20 avril 1792, la problématique des premiers prisonniers de guerre apparaît seulement un an après, en 1793. A la suite du changement de champ de Dumouriez, l'armée de la Coalition s'engage dans une guerre de forteresses. Cobourg commence l'invasion du Nord. Il dispose de plus de cent mille hommes: quarante-cinq mille Autrichiens, treize mille Anglais commandés par York, douze mille Hanovriens, huit mille Hessois, quinze mille Hollandais, huit mille Prussiens. Avec une extrême lenteur, il se dirige sur la ligne Condé – Valenciennes – Le Quesnoy.

Désormais le nombre des prisonniers français augmente de jour en jour. Mais il fallait se rendre compte, que ces soldats n'étaient plus de simples mercenaires au moment de la prise de Condé, Valenciennes, Le Quesnoy, mais de vrais patriotes, révolutionnaires et mêmes agitateurs; des messagers de la Liberté – Egalité – Fraternité de la Révolution.

La force de la nation et le défi d'une guerre idéologique choque la vieille Europe. Il est évident que ces soldats ne sont plus les recrutés de l'armée royale et que leurs officiers ne sont plus les représentants de la noblesse, faciles à reconverter et prêts à changer de camp. Ainsi, le problème des prisonniers de guerre deviendra en même temps un problème politique de première importance. Pour le résoudre, la vieille Europe invente le prototype du camp de prisonniers isolés, placé loin du pays d'origine et facile à surveiller, et qui est capable d'accueillir grand nombre de prisonniers. Pour le commandement militaire autrichien, les forteresses du Sud-Est de la Hongrie, qui ont perdu beaucoup de leur importance stratégique avec la décadence de l'Empire turc, comme lieu de détention, offrent une solution idéale. L'itinéraire du transport était le suivant : du champ de bataille, les prisonniers étaient conduits à Kintzbourg, ensuite, par voie fluviale (sur le Danube, sur la Drave, sur la Theiss) ils étaient transportés dans cette région lointaine, où les travaux préparatifs avaient déjà été entrepris pour assurer leur accueil, depuis le mois d'août. En effet, on s'est mis à rénover les casernes, on a enregistré leur capacité d'accueil. Malgré tout cela, leur installation, les problèmes sanitaires et les inconvénients politique, tous ensemble, mettaient en sérieuses difficultés les autorités militaires.¹²

¹¹ *ibid.* p.87-88

¹² BARCSAY-AMANT Zoltán : *A francia forradalmi háborúk hadifoglyai Magyarországon, ide településük első esztendejében. 1793 (Les prisonnières de guerre de la Révolution française en Hongrie. La première année de leur établissement. 1793)*, Budapest, 1934. p.26-63

L'intensité de l'activité militaire révélait rapidement les insuffisances des plans d'installation. Par exemple, le Conseil de Guerre Suprême prévoyait l'installation de quatre mille prisonniers français à partir de l'été 1793, mais les rapports parlaient de plus de sept mille, et en octobre ils avançaient un chiffre beaucoup plus élevé encore : onze mille prisonniers. Il fallait donc modifier le plan établi, et rajouter aux lieux de détention fortifiés du Sud-Est de Hongrie (Szeged, Temesvár, Arad, Pétervárad, Eszék etc.) d'autres régions, comme la Transylvanie (Fogaras, Gyulafehérvár, Medgyes, Nagyszeben etc.), quelques forteresses du Nord-Ouest (Győr, Pozsony etc.) une forteresse subcarpathique (Munkács) et même celles de Pest et Buda, dans le centre du pays. De plus sous la pression d'une multitude inattendue de prisonniers – et malgré la volonté expresse de l'empereur François – ils étaient également installés en Styrie et en Basse-Autriche.¹³

Deux facteurs ont défini principalement la situation des prisonniers : leurs conditions hygiéniques d'abord, et leur hygiène mentale, ensuite ; c'est-à-dire le fait qu'ils avaient été « contaminés » politiquement, par conséquent, ils étaient considérés comme des éléments dangereux en Hongrie.

La mortalité des transports s'élevait de quinze à vingt pour-cent. Le scorbut, la diarrhée, la dysenterie ; la fièvre des blessés avaient leur victimes. Avec l'arrivée du mauvais temps, le nombre des malades ne cessait pas d'augmenter : n'oublions pas, que la majorité des prisonniers de guerre est arrivée en Hongrie en fin d'automne, et l'hiver a fait geler les rivières : ils devaient faire le reste du chemin à la marche. Du point de vue de leur condition physique les rapports militaires distinguaient trois niveaux : ceux qui étaient en bonne santé, ensuite les transportables, enfin ceux, qu'on devait laisser hospitaliser le plus rapidement possible. Ces derniers pouvaient rester dans les hôpitaux militaires de Presbourg et de Pest. Des feux et de la fumée témoignèrent souvent le passage des prisonniers français et la peur de la population locale d'une épidémie.¹⁴

Les mémoires nous permettent la reconstruction de l'itinéraire du transport qui nous donne un image plastique sur les villes de la Hongrie, aussi bien que la présentation de la vie quotidienne des prisonniers français. Dans la présente étude je me suis appuyé sur deux mémoires : ceux du général Dellard ont été rédigés juste après événements, mais le manuscrit de ces Mémoires a été perdu pendant la campagne de Russie en 1812. Il les a reconstitués par la suite, mais ce nouveau manuscrit n'était que partiellement retrouvé. La partie qui a été publié apporte une contribution intéressante à l'histoire des premiers prisonniers de guerre de la Révolution française. Nous avons retrouvé également un autre manuscrit quasiment oublié : celui du « Manifeste » du capitaine Joseph Hautière écrit en 1796, à son retour de Hongrie, dans un style peut-être trop souvent déclamatoire et très proche de la langue parlée, mais qui représente tout de même une authenticité remarquable, et contient des renseignements précieux. Leurs impressions, leurs expériences semblent être déterminées avant tout par des péripéties et par des souffrances du transport qui les menait vers la Hongrie.

¹³ BERTAUD, Jean-Paul : *La vie quotidienne des soldats de la Révolution 1789-1799*. Paris, Hachette, 1985 p.258-263

¹⁴ BARCSAY-AMANT Zoltán : *op.cit.* p.70-78.

Le premier mémorialiste, le général Dellard avait commencé son voyage involontaire et forcé à Cologne, ensuite, en arrivant au bord du Danube il a continué par la voie fluviale, avec d'autres prisonniers français, sur des radeaux de bois : « Nous faisons par jour de vingt à trente lieues, écrit-il. Il fallait conséquemment se pourvoir de vivres dans les endroits où nous couchions sur les bords du fleuve. Un bateau qu'on appelait l'Infirmier nous suivait, portant les malades du convoi. Malheur à celui qui y mettait les pieds, il était à l'instant trappe d'une espèce de peste qui l'envoyait bientôt au tombeau. Tous les soirs, on en retirait les cadavres de malheureux qui avaient succombé à cette affreuse épidémie et on les enterrait sur le bord de l'eau. Il n'était pas rare d'en voir jeter encore vivants dans les fosses mortuaires, creusées par les prisonniers eux-mêmes, sous la surveillance de notre escorte. ... En passant sous Vienne, un grand nombre de malades qui avaient jusqu'alors évité d'aller à l'Infirmier, demandèrent à entrer à l'hôpital. Cette grâce leur fut refusée... »¹⁵

Après cette traversée dramatique et pleine de souffrances les conditions de vie de Dellard se sont améliorées, lorsqu'il est arrivé dans un camp de prisonniers à Djakovo, aux frontières de la Turquie ; là, 300 officiers vivaient dans un ancien camp militaire : « Le local qu'ils occupaient avait jadis servi d'infirmier à la cavalerie autrichienne dans la dernière guerre contre la Turquie. Les officiers français étaient par chambrées et vivaient à l'ordinaire comme des soldats. Cet arrangement était le seul qui nous convint, vu la modicité de notre paye et l'impossibilité de vivre isolément. Des soldats français qu'on nous avait permis de retirer des casemates de Temeswar, place située dans notre voisinage et où ils mourraient comme des mouches, alliant nous chercher des provisions dans le bourg voisin et nous servaient en même temps de Cuisiniers. »¹⁶

Le 8 novembre 1973 le capitaine Joseph Hautière et ses camarades arrivèrent aux cantons préparés dans les environs de Kintzbourg, en attendant les ordres pour l'embarquement. « Les barques, écrit-il, sur lesquelles nous étions montés étaient d'une construction faible et peu sûre. Le nombre n'ayant pas été suffisant, on construisit des radeaux sur lesquels on mit les malheureux soldats. Un ou deux officiers, chargés de l'inspection de ces misérables, avaient seuls une espèce de cabane construit sur le milieu du radeau, où ils se mettaient à l'abri du mauvais temps et se chauffaient à l'aide d'une espèce de poêle qu'on y avait mis. Depuis notre embarquement, les soldats furent séparés des officiers et ne purent conséquemment en recevoir des secours dans les moments où ils avaient le plus besoin.

Notre destination était pour Pest, Mungatz (*Munkács*), Esseg (*Eszék*), Segedhin (*Szeged*), Temeswar (*Temesvár*), Grand-Waradin (*Nagyvarazsdin*) et Ratza (*Racsa*) villes de la basse Hongrie et la plupart voisines de la Turquie. Pendant les premiers jours de notre trajet sur le fleuve, nous ne perdîmes pas beaucoup de soldats, mais lorsque nous commençâmes à nous approcher de l'Autriche, chaque jour, nous voyions sur les rives de ce fleuve des cadavres jetés ça et là, le mauvais temps le manque de vivres, l'abandon des malades, tout, en un mot, conspirait notre destruction. Nos chefs d'escorte

¹⁵ DELLARD, François baron : *Mémoires militaires sur les guerres de la République et de l'Empire*, Paris, Librairie Illustrée, 1882. p.41

¹⁶ *ibid.* p.54

n'en pouvaient moins; on ne leur donnait aucun moyen de soulager l'humanité souffrante. Nous eûmes une perte assez considérable depuis Kintzbourg à Lintz. »¹⁷

Le 23 décembre 1793 ils sont arrivés à l'hôpital de Pest. « Ce bâtiment immense à trois quarts de lieue de Pest, est bâti sur la rive gauche du Danube, écrit-il. Les colonnes du Quesnoy et de l'affaire d'Avesnelesec achevèrent de remplir ce lieu par le grand nombre de malades qu'elles avaient. Ces malheureux restèrent trois à quatre jours sans recevoir aucun soulagement. Le petit nombre de bien portants fut transféré à Mungatz. Dans l'espace de quinze jours, 12 à 1800 prisonniers furent détruits, sans secours suffisants pour se soulager au besoin; point de chirurgiens instruits, sans linge pour changer, couverts de vermines, sans cesse en butte aux injures et à la barbarie des officiers de police, beaucoup ne purent résister à tant de crottés: chaque jour, plus ou moins de malheureux étaient sacrifiés. Pendant le fort de maladie, un tombereau était continuellement occupé à transporter les morts dans les trous immenses des sables de la rive droite du fleuve, où des milliers de victimes demandent à hautes cris vengeance des assassinats commis en leur personne. »¹⁸ De ce point de vue il faut mentionner les problèmes du soin chez les prisonniers aussi. L'exigence de leur exigence spirituel a fait apparition déjà à la fin de 1793. C'est pourquoi, conformément aux ordres du Conseil de Guerre de la cour Vienne, le devoir du Haut Commandement militaire de Buda était, avec l'aide des archevêques d'Esztergom et de Kalocsa, d'envoyer des prêtres français émigrés aux endroits où les prisonniers étaient gardés, à la base de la proposition de leurs propres évêques et par présentation bénévole. Sur ces territoires 12 prêtres travaillent au comble de l'initiative, mais la fluctuation était importante à cause de décès éventuels et des déplacements forcés fréquentes.¹⁹

La vie quotidienne des prisonniers français avait été déterminée avant tout par l'attitude des autorités militaires autrichiennes, mais leurs conditions de vie réelle – souvent malgré la volonté expresse du Haut Commandement militaire – changeaient de localité en localité. Ainsi, par exemple « à Djakovo, écrit Dellard, nous vivions bien; les subsistances étaient faciles à se procurer et peu coûteuses. Une oie, par exemple, ne valait que six à sept sous. ... Nous jouâmes, il est vrai, quelques pièces du Théâtre Français, particulièrement de Voltaire, mais elles ne pouvaient nullement porter atteinte au bon ordre et encore moins à l'esprit des sujets de François II. Ce qui n'empêcha pas que trois de nos principaux acteurs ne fussent enlevés de nuit et conduit en Transylvanie, où ils expièrent par une plus longue captivité l'innocent plaisir que ce délassement leur avait procuré. »²⁰

¹⁷ « Manifeste du traitement des prisonniers français pendant leur captivité (en Hongrie) en 1793, 94 et 95, par le citoyen Joseph Hautière, capitaine au 6^e bataillon de Soissons, fait prisonnier à l'affaire du 12 septembre 1793, à Avesnelebec » Bibliothèque Nationale – Manuscrits 10173. p.3.

¹⁸ *ibid* p.6.

¹⁹ LENKEFI Ferenc : *A lelkigondozás problémái a francia hadifoglyok körében Magyarországon (Les problèmes du soin spirituel chez les prisonniers de guerre français en Hongrie 1794-1795)* Hadtörténelmi Közlemények, 1994/3 p.3-17.

²⁰ DELLARD, François baron : *op.cit.* p.58.

Les mémoires du capitaine Joseph Hautière insistent sur les difficultés financières des soldats prisonniers. « En vain nous avons voulu soulager les malheureux soldats: les officiers autrichiens y ont mis opposition. On empêchait ces misérables d'entrer dans les salles d'officiers, et des sentinelles veillaient à ce qu'ils ne reçussent aucun secours de leurs chefs. On a encore, depuis ce temps malheureux, cherché à faire passer des fonds aux soldats, mais le gouvernement de Pest s'y est opposé. Il y a seulement eu 200 florins qu'on a remis au lieutenant commandant à l'hôpital de Pest, et il est prouvé que cet argus n'a distribué qu'une cinquantaine de florins tout au plus. Voici l'emploi qu'il en a fait. Il donnait environ un quart once de tabac à fumer ou en poudre pour 10 à 12 malheureux. Cette réparation se faisait sur le nombre de soldats qui se trouvaient à l'hôpital et tous les 10 à 15 jours. Ainsi, sur 100 ou 200 soldats s'y trouvaient alors cette somme n'a jamais pu être entièrement dépensée. Qu'est devenu le reste ? Ceci n'est pas bien difficile à trouver. Prudhomme, commandant au 3^e bataillon de Paris, avait remis au capitaine de police à Grand-Varadin, une somme 30 à 40 florins pour être distribuée aux soldats de son bataillon; on la lui a remise, en répondant que le cabinet de Vienne avait fait une défense expresse de rien laisser passer aux prisonniers des officiers. »²¹

Les autorités militaires ont très sévèrement contrôlé et censuré les lettres, la correspondance des soldats français. Il fallait d'abord présenter toutes les lettres au Conseil de Guerre de la Cour, pour pouvoir leur donner une suite favorable. En même temps, il était sévèrement interdit à la population d'accepter et d'aider à transmettre les lettres des prisonniers français. Plusieurs, fois des avertissements ont été lancés à la population « de ne point converser avec ces prisonniers. »²²

Les sous-officiers et les simples soldats avaient très peu de liberté de mouvement. Ils ne pouvaient quitter leurs prisons pour aller en ville que pour faire des achats, et ceci sous escorte, ou bien à une occasion extraordinaire, par exemple à l'occasion des funérailles d'un camarade. Ces mesures sévères n'étaient pas employées vis-à-vis des officiers. Pour eux, prendre contact avec la population n'était pas interdit, mais ils devaient donner leur parole d'honneur de ne jamais parler de « leur propre constitutions » aux habitants, et de ne jamais quitter les limites de la ville.²³ Pour assurer leur frais, les commandements militaires locaux versaient une certaine somme d'argent au prisonniers. Les officiers, les sous-officiers et les simples soldats devaient se débrouiller avec cet argent reçu: acheter leurs lits, leurs vaisselles etc., et ceci parce que le trésor royal voulait récupérer – au moins en partie – la pension versée au prisonniers français.²⁴

Par conséquent, entre les marchands locaux et les français une sorte de contact économique s'est établi et se stabilisait progressivement. Les interventions du Conseil de Guerre le prouvent, car il ne cessait pas de lancer les appels aux marchands locaux: pas de crédit aux prisonniers français ! Ils doivent payer comptant, car les autorités, en aucun cas,

²¹ HAUTIERE, Joseph : *op.cit.*

²² Archives départementales du comitat Csongrád, protocole du conseil municipal, 2049/1793.

²³ Archives départementales du comitat Csongrád, protocole du Conseil municipal, 1775/1793; 1776/1793; 1326/1794.

²⁴ BARCSAY-AMANT Zoltán: *op.cit.* p.78-83.

ne se portent pas garant, et payeront pas les dettes des prisonniers français...²⁵ D'après les témoignages, la population s'intéressait surtout aux tissus et aux vêtements français. Etant donné que les officiers avaient des bagages relativement importants, ils ont répondu à cette demande du marché local en vendant leurs vêtements. A leur tour, les autorités, pour des raisons sanitaires, ont plusieurs fois attiré l'attention des habitants de la ville de s'abstenir des « achats des vêtements français ».²⁶ Il est à noter également, que ces rapports économiques avaient de temps en temps un aspect plutôt politisant : par exemple, sur les boutons de vêtement mis en vente par des officiers français, figuraient les mots « Liberté, Egalité, Fraternité ». Les français avaient aussi l'habitude de faire cadeau aux habitants de cocardes, sûrement pas uniquement pour des raisons commerciales...

Pour conclure, nous insistons sur le fait que les prisonniers de guerre français étaient vraisemblablement les premiers à annoncer la Révolution à la population hongroise de la région, et – peut-être – les premiers à interpréter ses conséquences immédiates devant les habitants de ces grandes villes de la campagne hongroise et Transylvaine.

Comme il s'agit de sources relativement peu connues (et presque totalement inobservées), l'étude tentera de mettre également l'accent sur la description de leurs caractéristiques et sur la présentation des auteurs étant donné que leurs situation (origine sociale, profession) et leurs buts ou motifs de voyager (ambassade, exil ou captivité) ont largement influence leur vision du pays et leur manière d'écrire.

²⁵ Archives départementales du comitat Csongrád, protocole du conseil municipal, 1877/1793; 1794/1793; 1835/1794.

²⁶ Archives départementales du comitat Csongrád, protocole du conseil municipal, 1914/1793.

U.M.A. (Union du Maghreb Arabe) : modalités du processus d'intégration dans les pays du Maghreb

Miléna HORVÁTH
**Université de Pécs – Université
de Bordeaux**

Dans la présente communication, nous aimerions présenter l'évolution de quelques aspects du processus d'intégration des pays maghrébins, à savoir le Maroc, l'Algérie et la Tunisie à propos de la création de l'Union du Maghreb Arabe en 1989. Nous sommes consciente que cette harmonisation et cette recherche de dialogue et de coopération sont en premier lieu motivées par la politique et l'économie. Elles s'avèrent également inséparables d'une tradition historique millénaire dans cette région. L'approche scientifique à cette problématique peut s'inspirer donc de l'histoire et de l'économie ou de la sociologie, voire la pluridisciplinarité est aussi la bienvenue dans la compréhension de cette question.

Par la présente étude, nous aimerions attirer l'attention sur le facteur culturel dans le processus d'intégration des pays maghrébins – souvent négligé ou traité presque par obligation par les responsables politico-économiques. Nous agissons ainsi non seulement pour éviter de nous aventurer dans les domaines scientifiques qui nous sommes peu familiers – et, par conséquent, nous retrouver sur le sentier battu de la culture et la littérature – mais aussi, parce que nous sommes convaincue que sans la prise en considération de la complexité de l'identité culturelle du Maghreb, il n'y aura pas de dialogue ni d'échanges fructueux et efficaces entre les pays maghrébins. Nous aimerions mettre en évidence et en relief une complexité résultant dans une diversité culturelle souvent niée et inacceptable par les idéologies nationalistes. Pourtant, l'acceptation de cette idée s'inscrirait dans le processus de démocratisation de ces pays : elle détermine leur présent et leur avenir, elle définit leur rapport avec le reste du monde.

Le parcours des tentatives d'intégration au sein de l'U.M.A., qui est le point de départ dans notre réflexion, illustre à merveille ce silence sur la diversité culturelle et son inefficacité s'explique aussi par ce phénomène. Nous pensons qu'il est particulièrement important de parler de cela aujourd'hui, quelques jours après les attentats des terroristes aux Etats-Unis, au moment où, malgré les discours des hommes politiques, l'Islam se confond trop facilement avec l'islamisme dans la tête des gens de la rue, l'attentat avec le *djihad*, et le terroriste avec l'Arabe musulman.

Depuis l'aube des temps, le Maghreb – la *Djezirat al-Maghrib* (« l'île de l'Occident » en arabe), la « façade du monde arabe sur l'Atlantique et la Méditerranée » (expression utilisée par Yves Lacoste), cet « occident de l'Orient » – est lieu de passage, lieu de confrontations de différentes civilisations. L'idée de l'intégration, aussi bien économique que religieuse et culturelle, y était toujours présente. Néanmoins, imposée par les conquérants romains, ottomans ou français dans les différentes époques, elle ne pouvait jamais s'installer dans la durée. L'invasion, ayant le plus profondément marqué le

Maghreb était celle des Arabes à partir du VII^e siècle. Leur invasion a fait installer dans cette région l'islam, cette nouvelle religion du livre à laquelle les tribus berbères nomades et sédentaires – les ethnies autochtones du Maghreb – se convertissaient graduellement. L'islamisation se déroula non pas sans heurt, mais dans une progressivité remarquable :

« Pendant au moins un demi-millénaire, l'espace musulman est un espace ouvert où les groupes vivent dans une réelle interdépendance et non pas isolés, aucun ne l'emportant ni fonctionnellement ni politiquement sur les autres. Or, c'est précisément la circulation des hommes et des croyances qui jouera un rôle primordial dans l'islamisation du Maghreb. »¹

L'Islam est devenu non seulement la croyance majoritaire, mais aussi l'éthique de vie du Maghreb, l'élément unificateur le plus efficace jusqu'à nos jours. Car l'Islam est aussi la religion de la tolérance qui permettait, quoique dans une certaine mesure, la survivance d'autres identités (comme celles des Juifs ou des Berbères) au cours des siècles.

La colonisation française du XIX^e siècle a laissé des traces profondes dans l'identité culturelle maghrébine. Elle a marqué différemment ces trois pays, son impact étant directement proportionnel à la durée de la colonisation et lié au statut du pays colonisé. La conquête de l'Algérie, marquée initialement par la prise d'Alger en 1830 a fait de ce territoire un département, donc une partie intégrante de la France. En revanche, le Maroc et la Tunisie, en devenant protectorats respectivement en 1881 et 1912, ont gardé une relative autonomie. Ce type de présence coloniale, appelé aussi « colonisation de l'encadrement » y a laissé plus de liberté pour l'évolution de l'identité nationale. Voire, au Maroc, le personnage du roi, le pouvoir royal, le *makhzen*, offraient un fondement potentiel pour la construction d'une identité nationale.

Les mouvements nationalistes au début du XX^e siècle ont mis à l'écart l'idée de l'intégration régionale maghrébine, en faveur de la construction des pays indépendants au sein de la communauté des pays arabes et musulmans. En Algérie, cette idée s'est exprimée par la devise de l'Association des Oulémas Musulmans Algériens et de celle du réformateur, cheikh Abdelhamid Ben Badis dans les années 1930 : « l'Islam est notre religion, l'Algérie notre patrie, l'arabe notre langue. » Une conception née de la lutte contre le colonisateur français – ce qui explique sa nature intransigeante et caractérisée, mais qui n'a pas évolué pendant longtemps au cours de l'histoire postcoloniale de l'Algérie. La forte arabisation de l'administration et de l'enseignement, de la vie publique et des média ont visé le renforcement d'une identité algérienne conçue dans les luttes sanglantes pour l'indépendance.

C'est plus de trente ans après l'indépendance de ces pays, à la fin des années 1980 que la conjoncture des facteurs extra- et intra-maghrébins permettait la construction d'un « espace de coopération et de solidarité » du Maghreb. L'Union du Maghreb Arabe, qui comprend l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et la Libye, a été inaugurée par la déclaration de Marrakech le 17 février 1989. Son existence exprime la volonté de réconciliation entre les pays membres dont la réalisation était en cours depuis le début des années 1980 : en 1983, un traité de fraternité a été conclu entre la Tunisie, la Mauritanie et

¹ Rochdy Alili, « L'histoire de l'Islam au Maghreb », dans *Maghreb. Peuples et civilisations*, p.130.

l'Algérie ; en 1984, l'Union arabo-africaine a été signée, après la mise à l'écart du président Bourguiba, entre le Maroc, la Tunisie et la Libye. Enfin, en 1988, les relations diplomatiques entre le Maroc et l'Algérie ont été rétablies mettant ainsi fin au contentieux relatif « à la frontière de la région de Tindouf que l'aventure coloniale avait rendu algérienne »².

La création de l'Union du Maghreb Arabe a fait entrer en jeu d'autres facteurs intramaghrébins : en particulier, le désir d'élaborer une politique commune pour les problèmes essentiellement économiques et, par ailleurs, toujours actuels, comme le chômage dont le taux atteint 22% au Maroc, 29% en Algérie, 15,5% en Tunisie selon les estimations du juin 2001. Au cours des années 1990, la baisse du prix du pétrole et la dette extérieure traduisaient aussi l'impasse des modèles de développement adoptés après les indépendances.

D'autres facteurs de cohésion sont également intervenus lors de la création de cette institution supranationale d'intégration. Le sigle U.M.A. fait référence à l'*oumma*, à la communauté des croyants en arabe, un peu comme dans le cas de certains organismes ou projets au sein l'Union Européenne (PHARE, AVEC, etc.). Ce n'est certainement pas le seul parallélisme entre les deux unions. Nous considérons qu'il est judicieux d'aborder certains aspects du rapport entre l'Union Européenne et l'Union du Maghreb Arabe pour pouvoir comprendre les motivations et les difficultés du processus d'intégration au Maghreb.

La création de l'Union du Maghreb Arabe a été aussi justifiée par les phénomènes politiques et économiques extérieurs au Maghreb, tel que l'évolution de la construction européenne et l'achèvement du grand marché. Les années 90 étaient marquées par l'élargissement de l'Union Européenne et par le changement du régime dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale. Ces deux faits ont sensiblement influencé les pays maghrébins qui se trouvaient tout d'un coup dans une situation marginalisée, pas forcément dans les discours politiques, mais certainement dans les faits.

En effet, l'Union Européenne a redéfini sa politique extérieure en novembre 1995 à la conférence euro-méditerranéenne de Barcelone. Il est intéressant de noter qu'à cette occasion, l'Union Européenne n'a pas pris comme partenaire l'Union du Maghreb Arabe mais séparément les pays partenaires dans la Méditerranée, même si cela s'explique moins par le dysfonctionnement de l'U.M.A que par la présence de la Libye au sein de cet organisme, alors sous les sanctions des Nations-Unis. L'Europe a des tentatives d'« encourager la coopération subrégionale menée entre les Etats du Maghreb au sein de l'Union du Maghreb Arabe », comme en témoigne la visite du Président Romano Prodi au Maghreb du 11 au 15 janvier 2001.³

Essayons de faire entrer le cheval de Troie de l'identité culturelle maghrébine dans cette histoire. La résolution de la conférence de Barcelone y fait référence : elle exprime l'intention des 27 partenaires de développer les ressources humaines, d'encourager la

² Cf. François-Paul Blanc, « La genèse de l'Union du Maghreb Arabe », dans la *Revue franco-maghrébine de droit : Les rapports entre l'Union du Maghreb Arabe et l'Union Européenne*, pp. 9-15.

³ Cf. www.europa.eu.int/comm/external_relations/med_midea.../prodi-maghreb_fr.htm

compréhension entre les cultures et le rapprochement des peuples dans la région euro-méditerranéenne. Les enjeux de cette clause, d'apparence très générale, sont d'une actualité particulière pour les pays du Maghreb.

Pour définir son contenu, nous sommes invitée à réfléchir sur la définition de l'identité proposée par Albert Memmi, écrivain et philosophe juif de Tunisie. Il s'agit d'une approche simple à la première lecture mais opérationnelle :

« Le terme d'identité est faussement clair, comme souvent lorsqu'on désigne par quelque vocable une réalité mal débroussaillée. En revanche, il m'apparut assez vite que les gens, les savants et les autres, qui en disputaient, se référaient presque toujours, sans toujours le dire, à deux repères au moins – l'appartenance à un groupe et l'appartenance à un système de valeurs –, lesquels, susceptibles de variations dans leurs importances respectives, sont toujours présents sous diverses dénominations dans les discours et les conduites. »⁴

Nous pouvons poser la question sur l'existence d'un groupe d'individus qui s'identifient à partir de leur appartenance au Maghreb. La maghrébinité, existe-t-elle ? Quelles sont les valeurs en commun ou les expériences partagées ? Nous pouvons constater qu'elles se dessinent plus clairement pour les pays du Maghreb (l'Algérie, la Tunisie et le Maroc) que pour tous les membres de l'U.M.A. Yves Lacoste définit cette unité maghrébine de la manière suivante :

« Le Maghreb septentrional présente au contraire une étonnante unité : c'est un ensemble largement arabisé où le fond culturel berbère n'a pas pour autant disparu, et qui à la différence de l'Égypte et du Moyen-Orient dont la diversité religieuse est très grande, relève presque exclusivement depuis des siècles de l'islam sunnite de rite malékite. Il est étonnant que malgré cette profonde unité et la conscience qu'on en avait, notamment dans les villes en relations étroites les unes avec les autres, le Maghreb soit depuis des siècles, partagé en trois pays véritablement frères, selon les limites qui n'ont guère changé. »⁵

Cette citation insiste sur l'homogénéité religieuse et le caractère multiethnique du Maghreb. Nous aurions tendance à y ajouter trois éléments : la position intermédiaire du Maghreb du point de vue géographique et culturel, l'expérience commune de la colonisation et la complexité de la situation linguistique.

Par la colonisation française, la langue de Voltaire s'installe en Afrique du Nord. Mais les Maghrébins ont profité très peu des écoles françaises. A titre d'illustration, aux lendemains des indépendances, 90% de la population est analphabète. Tirailée entre le

⁴ Albert Memmi, « Qu'est-ce que l'identité culturelle ? », dans *Le buveur et l'amoureux. Le prix de la dépendance*, p. 185.

⁵ Yves Lacoste, *op.cit.*, p. 34.

dialecte arabe utilisé dans la vie quotidienne, la langue sacrée du Coran, le berbère subsistant dans les montagnes et les oasis et le français – « langue de l'ennemi » mais aussi langue de la modernité et, soyons réalistes, celle de l'ascension sociale –, l'Algérie (comme les autres pays du Maghreb) choisit « le chiffre un : un pays, un peuple, un parti, un compte en banque – et, bien sûr, une langue : l'arabe »⁶. En 1998, la loi sur l'arabisation du 5 juillet – date mythique, car celle de la prise d'Alger et de l'indépendance de l'Algérie en 1962 – ne fait que renforcer cette tendance.

Cette hétérogénéité et l'écart entre la réalité et le pouvoir politique s'expriment avec force et sans concession dans la littérature maghrébine d'expression française. Ses représentants vivent et créent souvent en France, leurs œuvres s'inscrivent d'abord dans l'institution littéraire française pour atteindre ensuite, avec beaucoup de difficultés, le public de leur pays d'origine. Parmi eux, une femme, Assia Djebar, historienne de formation par ailleurs, cherche à recréer dans ses œuvres une mosaïque identitaire sans en faire un ensemble synthétisé. Pour écrire ses romans – genre littéraire occidental par excellence –, qui se présentent intertextuels et polyphoniques, elle s'inspire à la fois des textes des chroniqueurs arabes comme Tabari ou Ibn Saad pour aborder le sujet de la naissance de l'Islam dans *Loin de Médine*, que ceux des colonisateurs français de son pays pour vivre avec le passé colonial. Pour écrire sur l'Histoire proche, sur la Guerre d'Algérie, elle applique des méthodes quasiment journalistiques mais appropriées à la culture orale des femmes : des entretiens avec des maquisardes, combattantes de la guerre, faisant partie intégrante du roman intitulé *L'Amour, la fantasia*. Par l'expérience cinématographique retranscrite, elle introduit, dans une culture sans tradition iconique, l'image saisie par la caméra sur les tribus berbères de sa région natale. La pluralité culturelle est non seulement assumée, mais manifestée, revendiquée.

Nous considérons qu'un grand nombre des problèmes présentés au cours de cette intervention trouveraient leur solution dans l'acceptation de la situation d'entre-deux qui place le Maghreb entre la culture méditerranéenne et une « civilisation du désert » (expression utilisée par Robert Montagne)⁷. Le dynamisme de la culture maghrébine pourrait trouver sa source et son élan dans le mouvement entre ces pôles déterminants. La réconciliation avec une identité plurielle et une histoire riche d'apports permettraient aux pays maghrébins de s'élancer vers un avenir paisible et prospère. Tahar BenJelloun, écrivain marocain de langue française résume ce désir de la manière suivante, et nous considérons qu'il peut donner aussi la note finale de notre communication :

⁶ Amari Chawki, « L'arabisation ou comment s'inventer un ennemi de l'intérieur », dans *le Courrier international*, n. 401., p. 6.

⁷ Cf. Mohammed Arkoun, « Aux origines des cultures maghrébines », *Maghreb. Peuples et civilisations*, pp. 83-89.

« Dans l'ensemble, l'élément le plus marquant et constant de la culture ou, pour être plus près de la réalité, des cultures maghrébines, qu'elles s'expriment en arabe classique, en arabe dialectal, en berbère ou en français, reste une volonté farouche d'indépendance et de liberté. Ce sont des cultures qui célèbrent des valeurs comme la dignité, le progrès et les droits de l'homme. C'est peut-être le regretté Kateb Yacine, le plus grand écrivain maghrébin, qui symbolise le mieux cette volonté. Avec violence et poésie, avec colère et beauté, il a toute sa vie lutté pour un Maghreb libre, authentique, différent et pluriel. »⁸

⁸ Tahar Ben Jelloun, « Défendre la diversité culturelle du Maghreb », dans *Maghreb. Peuples et civilisations*, p. 96.

Analyse du discours politique algérien : L'Algérie et le monde (1962-1984)

Jean-Charles SCAGNETTI
Université de Nice Sophia-
Antipolis

Le discours officiel politique algérien est un discours identitaire. Si l'on retrouve de telles dispositions pour d'autres pays ayant accédé récemment à l'indépendance, il n'en demeure pas moins que le discours présidentiel algérien est très fortement marqué par une recherche d'appartenance, une quête d'identité pour l'individu, le peuple et le pays. Aussi, peut-on se demander ce qu'est l'Algérie à la veille de son indépendance le 3 juillet 1962.

Il s'agit de départements français couvrant une superficie de plus de 2 millions de kilomètres carrés, départements dont la conquête et la pacification ont commencé en 1830. Ils étaient peuplés en 1954 par près d'un million d'Européens non-musulmans et par 8,5 millions de musulmans¹. La volonté politique étatique et locale de faire de cette terre une prolongation naturelle de la France s'est réalisée au détriment des populations autochtones qui ont été enfermées dans une citoyenneté réduite avec un accès plus que limité à l'instruction ainsi qu'au marché du travail. Ces 130 années de colonisation et la « *mission civilisatrice* » de la France ont transformé et acculturé ce peuple. Au sortir d'une guerre d'indépendance longue et meurtrière, le nouveau pouvoir politique pose la question de l'identité algérienne. En effet, les cadres, c'est-à-dire les frontières, les symboles, drapeau et hymne national, existent, tout comme un sentiment d'appartenance à une communauté. Il ne reste plus qu'à créer ou à redonner sa place à la « *personnalité algérienne* », terme récurrent affectonné par le pouvoir politique.

Si le discours est le lieu privilégié de cette quête et de l'élaboration d'une identité arabo-musulmane affirmée en dépit d'une réalité arabo-berbère, il est aussi un espace de définition de la position de l'Algérie dans le monde et dans son environnement géographique immédiat.

En effet, en dépit du paragraphe 2 de la Constitution de 1963 qui caractérise la place de l'Algérie et affirme l'appartenance culturelle et géographique du pays « *au Maghreb arabe, au monde arabe ainsi qu'au continent africain, et son attachement politique au non-engagement* »², l'Algérie se détermine vite comme un pays en développement appartenant au Tiers-monde et comme un Etat du bassin méditerranéen. Devant ce foisonnement de situations géographiques et l'interpénétration des termes, comment définir l'Algérie, comment rendre compte de son appartenance à un ou à plusieurs de ces ensembles et comment mesurer les changements intervenus ?

¹ MONTAGNON Pierre, « *Histoire de l'Algérie* », Pygmalion, Paris, 1998, p.263.

² STORA Benjamin, « *Histoire de l'Algérie depuis l'Indépendance* », Repères, La Découverte, Paris, 1994, p. 19.

Pour saisir cette complexité d'appartenance à des ensembles géographiques, politiques et culturels spécifiques, seule l'analyse des discours présidentiels offre la perception qu'ont et que donnent les locuteurs de l'Algérie et de ses rapports avec les autres parties du monde.

Comment les Présidents de la République algérienne ont-ils défini l'Algérie dans leurs discours ? Quel imaginaire géopolitique et géographique ont-ils développé et véhiculé lors de leurs interventions orales ? A quel ensemble géographique, politique ou culturel voulaient-ils rattacher leur pays ?

La communication qui suit est donc une analyse du discours politique présidentiel algérien entre les années 1962 et 1984. Elle s'appuie sur trois locuteurs : les Présidents Ahmed BEN BELLA (1962-1965), Houari BOUMEDIENE (1965-1978) et Chadli BENDJEDID (1979-1992). Le corpus de travail est constitué par les discours traduits et publiés par la chancellerie de la Présidence de la République algérienne. L'ensemble constitue un recueil d'environ 1.100.000 mots.

Si un essai de mesure quantitative a été mené sur les cinq premières années d'exercice du pouvoir par BOUMEDIENE³, il n'en demeure pas moins que ce champ de travail n'a jamais été complètement investi par les historiens et qu'il constitue encore aujourd'hui un espace de recherche où tout reste à faire.

A la suite de la présentation des techniques d'analyse employées et du corpus, nous rendrons compte de manière cartographique, dans une seconde partie, de la perception par l'Algérie du monde qui l'entoure, avant de traiter, dans une dernière partie, les informations retenues selon une méthode lexicométrique.

I - Mise au point méthodologique

A - Les moyens de l'analyse

Pour expliquer les techniques utilisées dans cette étude, il convient de faire une mise au point méthodologique sur la lexicologie quantitative. Ce type d'analyse, d'abord mené par Maurice TOURNIER⁴, Denis PESCHANSKI⁵ et plus récemment par Damon MAYAFFRE⁶, semble trouver aujourd'hui une place spécifique pour éclairer sous un angle nouveau l'histoire politique. En tant que vecteur de représentations, d'images mentales, le discours est un moment de transmission d'informations à un auditoire qui ne peut rester indifférent. Pour reprendre les mots de Ralph SCHOR : le discours politique

³ MAMERI Khalfa, « *Orientations politiques de l'Algérie. Analyse des discours du Président BOUMEDIENE* », Alger, SNED, 213 pages, 1978.

⁴ TOURNIER Maurice, « *Un vocabulaire ouvrier en 1848. Essai lexicométrique* », FNSP, 600 pages, Paris, 1975.

⁵ PESCHANSKI Denis, « *Discours communiste et grand tournant. Etude du vocabulaire de l'Humanité (1934-36)* », Thèse de 3^{ème} cycle, Paris, 1981.

⁶ MAYAFFRE Damon, « *Le discours politique dans les années 30. Analyse du vocabulaire de Maurice Thorez, Léon Blum, Pierre-Etienne Flandin et André Tardieu (1928-1939)* », Thèse doctorat, Nice, 3 tomes, 1081 pages, 1998.

« est à la fois cause et effet de l'opinion »⁷. Il se définit comme un point de rencontre entre la volonté politique d'un émetteur (le locuteur) et les attentes exercées en retour par le récepteur (opinion publique).

Le discours est donc un instant privilégié de l'analyse historique qui permet à des locuteurs de faire passer des idées, des concepts, mais aussi des stéréotypes à un public. Il rend donc possible la mesure de l'évolution de la pensée officielle dans un Etat centralisé, où le pouvoir et son expression émanent du seul Président de la République.

La réalisation de ce travail repose sur l'exploitation d'un corpus de textes par le logiciel HYPERBASE, créé et développé par Etienne BRUNET⁸. Ce logiciel rend possible une analyse quantitative brute ou affinée des occurrences d'un mot, d'une expression, mais donne également leur représentation sous la forme graphique. Certaines fonctions autorisent un travail sur le lemme ou sur des chaînes de mots en les pondérant par rapport au vocabulaire employé dans le reste du corpus. L'analyse qualitative est aussi présente, et d'un accès aisé, par le retour constant et instantané au corpus et à l'environnement immédiat du terme ou de la phrase étudiée.

B – Les spécificités du corpus

Bien entendu, ces quelques lignes ne sauraient rendre compte de l'ensemble des fonctionnalités du logiciel, de ses qualités d'analyse et de la fiabilité des résultats obtenus, mais elles constituent un préalable nécessaire à la compréhension du travail mené.

Il convient de s'arrêter à présent sur le corpus en essayant de dégager ses caractéristiques et ses limites. Ce dernier est constitué par des textes édités en langue française reprenant les discours prononcés par les trois Présidents de la République. Pour Ahmed BEN BELLA il s'agit d'une simple transcription de ses discours puisqu'il s'exprimait en français, pour les Présidents BOUMEDIENE et CHADLI, orateurs arabisants, il s'agit d'une traduction et d'une publication en langue française. Ce travail réalisé par la chancellerie de la Présidence de la République algérienne constitue la traduction officielle des discours.

L'idée de travailler sur des textes traduits aurait pu s'avérer périlleuse si la transposition avait émané du seul chercheur. Ici, la traduction est officielle et s'inscrit historiquement dans la continuité des discours de Ahmed BEN BELLA, ce qui rend légitime la poursuite de l'analyse des discours en langue française.

L'autre aspect important des spécificités de ce corpus est la différence de distribution des mots entre les trois locuteurs : environ 127.000 mots pour BEN BELLA, 828.500 pour BOUMEDIENE et 115.500 pour CHADLI. Cette situation est le fruit d'attitudes différentes face à la prise de parole mais aussi, dans le cas de CHADLI, d'une volonté de synthétiser certaines interventions orales sous la forme de courts rapports. Cette situation

⁷ SCHOR Ralph, « *L'opinion française et les étrangers en France* », Publications de la Sorbonne, Paris, 761 pages, 1985, page 45.

⁸ BRUNET Etienne, Institut National de la Langue Française (INALF), CNRS, UNSA, version 5.2, exemplaire n°5972.

prive l'étude d'une vingtaine de discours qu'il faut collecter dans d'autres types de publication comme *EL MOUDJAHID*, journal du FLN.

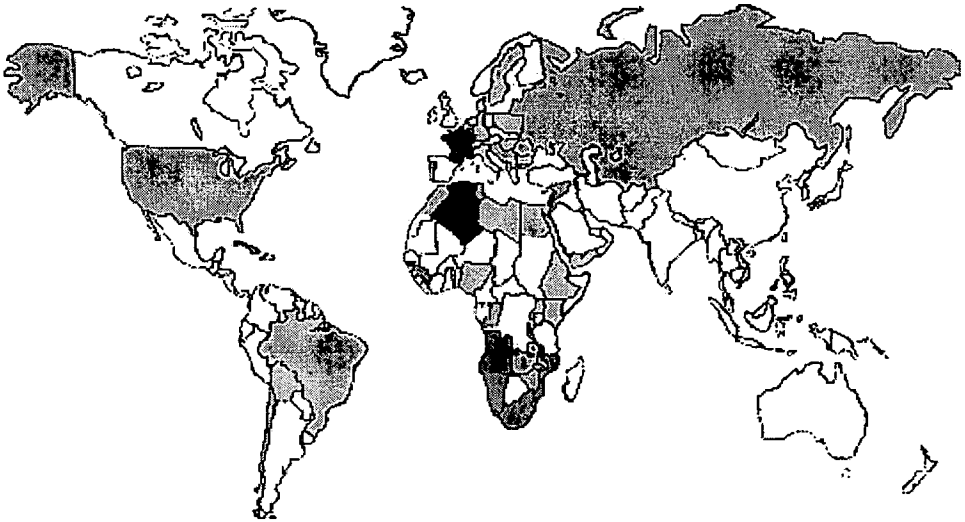
Si l'exhaustivité du corpus est réalisée, elle ne l'est qu'au regard des publications officielles de la chancellerie de la République, ce qui embarrasse le chercheur mais nullement l'analyse. Quant à l'inégalité de taille des trois sous-corpus, elle est minorée et corrigée par le logiciel lui-même qui autorise un rapport maximal de 1 à 10 entre les parties.

II – Représentations cartographiques du monde selon les discours algériens

La présente analyse porte sur trois planisphères qui donnent pour les trois Présidents, la fréquence des noms des pays étrangers présents dans leurs discours. Cette étude se limite aux seuls noms de pays, en laissant de côté les adjectifs de nationalité. Les résultats obtenus sont bruts et issus d'un simple dénombrement. Ici, un rapport affiné, c'est-à-dire une fréquence d'utilisation tous les 10.000 mots est inutile, car les occurrences des différents noms de pays sont trop faibles pour être significatives de manière statistique.

Toutefois, l'intérêt de ces cartes est de donner l'environnement de l'Algérie et de mesurer les liens politiques qu'elle tisse avec certains pays, ou certaines parties du monde. L'inconvénient est que l'on ne peut comparer les déclinaisons de gris des différentes cartes entre elles, puisqu'elles se réfèrent à des ensembles de discours de taille différente. Il s'agit donc simplement ici, de localiser, d'une manière visuelle, l'étendue géographique embrassée par les discours présidentiels.

A – Le monde de BEN BELLA



Carte 1

L'Algérie et le monde selon les discours de A. BEN BELLA, occurrences brutes



La déclinaison du camaïeu de gris illustre la fréquence d'emploi d'un nom de pays comprise entre 1 fois et plus de 50 fois. L'échelle d'analyse commence avec une fréquence d'emploi de 1 à 5, puis de 6 à 10, de 11 à 20... Les faibles fréquences des noms de pays dans le discours (hormis celle de l'Algérie : 450 occurrences pour les discours de BEN BELLA) ont amené à ce découpage. Cette constatation de départ appelle une remarque préalable : il apparaît que le discours algérien semble davantage axé sur le pays, sur la politique intérieure et qu'il laisse pour secondaires les préoccupations internationales.

La carte révèle un fort emploi de noms de pays africains. Cela s'explique en grande partie par la dénonciation par l'Algérie de la situation des pays africains encore colonisés (Angola, Guinée portugaise, Mozambique) et par la critique des régimes d'apartheid en Afrique du Sud et en Rhodésie. La France est le pays étranger le plus cité, en raison de son rôle d'ancienne puissance coloniale et de premier partenaire économique. L'Afrique du Nord et le grand Maghreb constituent une zone d'échanges intenses à l'aube de l'indépendance, mais aussi d'affrontements frontaliers, notamment avec le Maroc, lors de la « guerre des sables » d'octobre 1963.

Deux pôles idéologiques majeurs se dessinent, avec une présence marquée dans les discours. Il s'agit de Cuba et de la Guinée. Ces deux pays, qualifiés de « *pays frères* » par le locuteur ont aidé l'Algérie en guerre et proposent au nouveau pouvoir politique des exemples dans la mise en place du socialisme. L'île de Cuba où Fidel CASTRO a pris le pouvoir en 1959, constitue une référence :

« Il ne faut pas perdre de vue l'expérience cubaine. Dans ce pays, la première année a été consacrée à la consolidation du régime, la deuxième à la Réforme agraire, la troisième à la lutte contre l'analphabétisme et la quatrième enfin à la planification »⁹.

La Guinée de Sékou TOURE, qui est le seul pays africain à avoir refusé de rejoindre la Communauté française, instituée par la Constitution de la V^{ème} République en 1958, représente également une voie vers le socialisme.

« Un code des investissements sera élaboré car il faut poser clairement le problème pour ne tromper personne. Ce code tiendra compte des expériences des pays amis, particulièrement la Guinée »¹⁰.

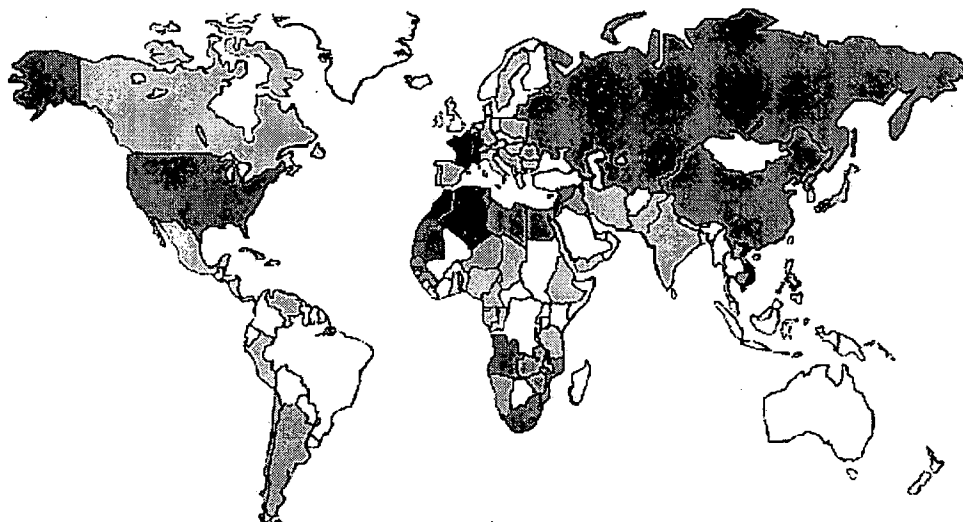
Il en va de même, mais dans d'autres proportions, pour la Yougoslavie de TITO, un des pays fondateurs du mouvement des non-alignés. L'équilibre entre les deux grands, l'URSS et les Etats-Unis, est assuré par la fréquence de citation, mais l'URSS recueille les marques de sympathie alors que les Etats-Unis sont uniquement cités pour être critiqués, notamment pour leur rôle dans la crise de Cuba d'octobre 1962.

Un continent, l'Océanie, et d'autres pays comme l'Albanie ou la Belgique, sont exclus de l'aire géographique des discours. L'ensemble des noms de pays utilisés ancre l'Algérie à l'Afrique et à la rive sud du bassin méditerranéen.

⁹ A. BEN BELLA, *discours du 12/12/1962 prononcé à l'Assemblée nationale constituante*, « Discours année 1962 », Tome 1, Présidence de la République algérienne, Alger, 120 pages, 1964.

¹⁰ A. BEN BELLA, *discours du 12/12/1962 prononcé à l'Assemblée nationale constituante*, « Discours année 1962 », Tome 1, Présidence de la République algérienne, Alger, 120 pages, 1964

B – Le monde de BOUMEDIENE



Carte 2

L'Algérie et le monde selon les discours de H. BOUMEDIENE, occurrences brutes



L'observation liminaire que l'on peut faire est que l'étendue géographique couverte par le discours s'agrandit. Il existe à cela deux raisons. La première est celle d'une volonté de l'Algérie de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale, ce qui la pousse à soutenir l'ensemble des mouvements de libération ainsi qu'à s'intéresser avec plus d'acuité aux problèmes mondiaux, notamment ceux de sous-développement.

La seconde raison est l'attrait affiché par BOUMEDIENE pour les prises de parole en public tout au long de ses 13 années de pouvoir. A chaque événement national (création d'une usine, d'un village socialiste) ou international, le Chef de l'Etat s'exprime et fixe la position officielle du gouvernement algérien. La conséquence directe de ces deux causes se traduit par les fortes fréquences que l'on retrouve dans la distribution.

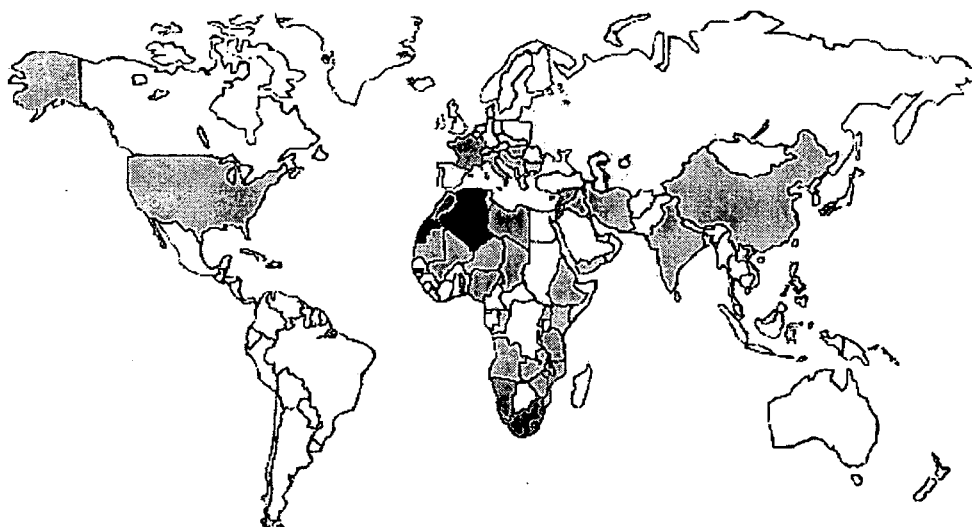
La conjoncture diplomatique explique ces dépassements pour les couples Israël-Palestine, Vietnam-Etats-Unis, Cambodge et Laos. De même, le soutien effectif de l'Algérie envers les populations sahraouies l'oppose une nouvelle fois à ces voisins immédiats : le Maroc et la Mauritanie. Ces derniers occupent le Sahara occidental, ex-colonie espagnole, dès 1975 et Mohamed V organise même une « marche verte » pour y installer des colons. Les accrochages entre APN, Front Polisario et armée royale marocaine et la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, vont constituer le fond de cette crise régionale, qui exacerbe les nationalismes aux portes de l'Algérie.

L'extension importante de l'aire géographique, se matérialise surtout par l'intégration de pays non-alignés tels l'Inde, de membres de l'OPEP comme le Venezuela, ainsi que de pays européens à l'instar de la Belgique ou de la Hongrie. Cependant les fréquences de citation restent très faibles. Aux deux pôles idéologiques de A. BEN BELLA, Cuba et la Guinée, s'ajoutent désormais la Corée du Nord dirigée par KIM IL SUNG et la Chine de Mao ZEDONG. La présence de cette dernière au sein de l'espace discursif contre-balance l'influence de l'URSS, avec qui elle a coupé tous les liens depuis 1963, et constitue également un modèle dans l'édification du socialisme.

L'Océanie demeure complètement ignorée alors que dans le discours, l'on remarque une forte extension de l'espace asiatique.

Si l'Afrique reste le continent le plus représenté, avec le soutien verbal apporté aux peuples colonisés en lutte pour leur indépendance et la dénonciation des régimes d'apartheid, le sud et l'est du bassin Méditerranéen, ainsi que l'Asie du Sud-Est inscrivent l'Algérie dans d'autres perspectives géopolitiques.

C - Le monde de CHADLI



Carte 3

L'Algérie et le monde selon les discours de C. BENDJEDID, occurrences brutes



On remarque de prime abord le rétrécissement important du champ discursif géographique de l'Algérie et surtout son recentrage sur l'Afrique et la Méditerranée. Les trois pôles idéologiques antérieurs : Cuba, la Guinée et la Corée du Nord sont abandonnés.

L'Algérie semble avoir trouvé sa voie dans sa politique de développement et d'industrialisation. Elle semble pouvoir se passer de l'aide des pays lui ayant servi d'archétype dans le passé.

Les zones de tension internationale se sont elles aussi déplacées autour du bassin méditerranéen et sur le continent africain. Ainsi, le Vietnam, sorti vainqueur de sa lutte contre les Etats-Unis, ne constitue donc plus un point obligé d'expression de solidarité internationale dans les discours. Désormais, l'engagement internationaliste se manifeste par le biais des prises de position dans les conflits Syrie-Liban-Israël et Iran-Irak. Le Sahara occidental joue également un rôle majeur dans les discours de soutien aux peuples en lutte pour leur liberté et se définit désormais comme un problème strictement maghrébin.

A la suite de l'invasion de l'Afghanistan, pays musulman, l'URSS perd également sa place d'interlocuteur privilégié et disparaît du champ lexical. L'Inde et la Chine sont les seuls pays asiatiques à être cités sans faire référence à un conflit armé.

On assiste parallèlement, au recul des citations de noms de pays européens et à un recadrage sur trois pays socialistes : la Hongrie, la Bulgarie et la Yougoslavie, avec qui l'Algérie entretient des liens commerciaux et techniques importants.

Le recul de la France dans les discours est compensé par la montée en puissance de l'Italie qui devient un partenaire économique de premier choix dans la vente du gaz algérien. Cette situation permet à Alger de s'éloigner de l'orbite française pour trouver d'autres interlocuteurs susceptibles de jeter les bases d'une coopération trans-méditerranéenne.

Sur le continent africain les noms de pays se distribuent encore de la manière la plus forte. Si l'Algérie dénonce toujours le régime d'apartheid en Afrique du Sud et soutient la lutte de la Namibie pour acquérir son indépendance, la concentration des noms de pays s'effectue selon deux axes. Le premier est celui des anciens pays colonisés comme l'Angola ou le Mozambique. Lors d'un voyage en Afrique orientale en mars 1981, C. BENDJEDID conclut enfin les accords de coopération qui viennent couronner des années d'engagement solidaire et de soutien verbal, matérialisées par les discours.

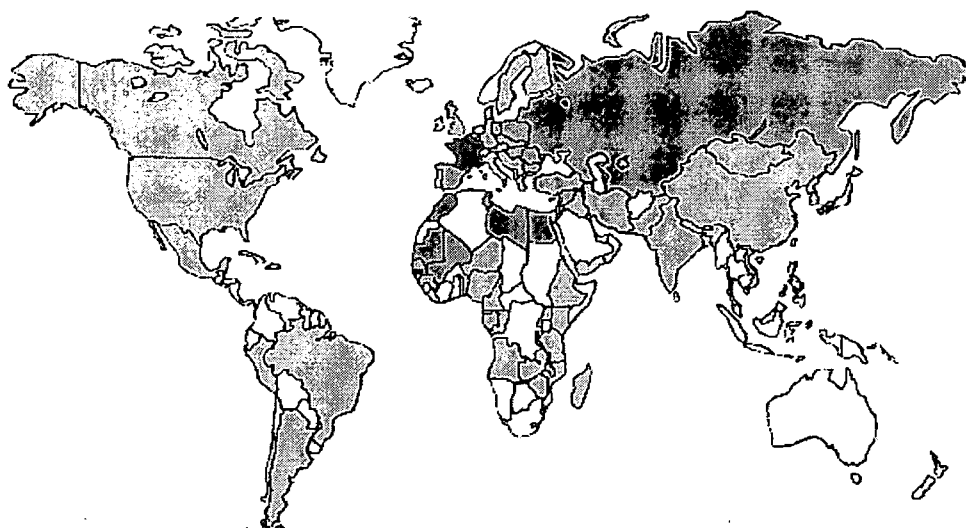
Le second axe est constitué par le développement d'une politique de bon voisinage par l'Algérie. Les problèmes de frontières, d'intégration et de développement régional s'imposent, au détriment des grandes prises de positions idéologiques.¹¹ Cette situation du discours place l'Algérie au centre d'un ensemble de 7 pays, avec qui elle partage des frontières communes.

Ainsi, la politique extérieure de dimension internationale semble céder le pas à une politique régionaliste, qui accorde un intérêt marqué aux pays riverains de la Méditerranée, à l'exception de l'Egypte mise au ban des relations interarabes après la signature des accords de Camp David.

¹¹ Le problème du Sahara occidental est toujours d'actualité, mais les diplomates algériens sont parvenus sous l'impulsion de C. BENDJEDID à faire sortir la Maurétanie du conflit en 1979. Les relations se décrispent également entre Rabat et Alger, ce qui ouvre la voie des négociations entre les deux pays.

L'Océanie demeure un continent occulté, comme l'ensemble de l'Asie et du continent américain, exception faite des Etats-Unis.

D - Comparaison avec les accords et conventions internationales signées par l'Algérie et un pays tiers



Carte 4

Les liens unissant l'Algérie au monde selon les conventions et accords internationaux signés, source: Journal Officiel de la République Algérienne



Cette comparaison a pour but de montrer comment l'Algérie a mené sa politique extérieure en fonction des traités qu'elle a conclus avec des pays tiers. Il s'agit donc ici de mettre en corrélation la politique de coopération matérialisée par des traités et la place faite aux pays signataires dans les discours.

Il existe trois types de pays concernés par ces traités : les pays du nord de l'Afrique, avec une place considérable pour les Etats méditerranéens et voisins de l'Algérie, le bloc des pays de l'Europe socialiste et l'URSS, enfin la France. Les accords les plus nombreux sont conclus avec des Etats africains voisins de l'Algérie. Il s'agit principalement d'accords culturels, économiques et de reconnaissance de frontières. Ceux-ci matérialisent la détente diplomatique apportée par C. BENDJEDID et sa volonté de coopération régionale. Pour les pays socialistes, les accords sont culturels, économiques et techniques avec la formation de cadres algériens à l'étranger et l'envoi d'un contingent d'experts en

Algérie. Pour la France, il s'agit des mêmes dispositions, mais à une échelle plus grande compte tenu de ses liens historiques et commerciaux tissés de longue date avec l'Algérie.

On remarque également qu'il y a, comme dans les discours, de grands exclus sur ce planisphère à l'instar de l'Océanie. Ainsi, l'attitude diplomatique confirme l'idée que l'Océanie n'entre pas dans le champ des représentations des relations internationales pour le pouvoir algérien. Loin d'être uniquement fantasmée, cette situation géographique s'inscrit dans une réalité politique.

Dans le même temps, l'on note l'émergence de pays non-cités ou peu cités dans les discours. L'Albanie avec 5 traités, la Belgique avec 12 traités, la Turquie avec 3 traités, la RDA (République Démocratique Allemande) avec 6 traités et même la Mongolie avec un traité qui étaient exclues du champ géographique algérien. A l'inverse, Cuba, avec seulement trois accords est sous-représenté par rapport à ses fréquences de citation. Il en va de même pour les Etats africains en lutte pour leur indépendance. Des accords sont conclus avec l'Angola (3), le Mozambique (1) et le Vietnam (5) mais ils ne révèlent pas en proportion l'intérêt que leur a porté le discours politique algérien.

Ainsi, les accords et conventions bilatérales se concentrent sur le grand Maghreb, le continent africain, les Etats socialistes d'Europe et la France. Certes, ils diffèrent de l'étendue géographique embrassée par BOUMEDIENE mais correspondent aux pôles majeurs définis par les trois locuteurs : la France, l'Afrique, le Maghreb (rive sud de la Méditerranée).

Pendant des écarts existent entre discours et traités. De fortes fréquences de citation n'impliquent pas toujours une coopération ou des rapports avec un Etat. En général, exception faite de la France, le discours algérien semble se poser comme un espace de dénonciation de la politique coloniale de certains Etats et de soutien à d'autres, plus qu'un moyen de renseigner sur l'évolution de la coopération bilatérale¹². Il agit donc comme une caisse de résonance auprès de l'opinion publique pour rappeler la solidarité avec les peuples colonisés en lutte pour leur indépendance.

III - L'identité géographique algérienne au travers des discours : analyse lexicométrique

Si la France, l'Afrique et le Maghreb apparaissent comme des espaces incontournables dans les discours, il faut maintenant affiner la recherche et analyser l'emploi des termes d'« Algérie » et « coopération » par les locuteurs. En s'intéressant au nom « Algérie » et au mot « coopération » l'on pourra évaluer quels sont les termes qui gravitent autour de leur emploi et qui caractérisent le pays comme appartenant à un ensemble géographique ou à un autre. Cette analyse qualitative et affinée au niveau des données offre l'environnement direct des mots. Elle s'appuie sur la fonction contexte d'HYPERBASE qui calcule quels sont les vocables attirés par le mot-pôle, ici « Algérie » ou

¹² Pour s'en convaincre, il suffit de remarquer les fortes fréquences de citation de la Namibie et de l'Afrique du Sud dans les discours des trois locuteurs et l'absence d'activité diplomatique de coopération.

« coopération », en mesurant leur fréquence dans les paragraphes du mot-pôle et en la comparant à leur distribution dans le reste du corpus.

Contexte lexical du nom Algérie

	BEN BELLA	BOUMEDIENE	CHADLI
Algérie données brutes	472	1750	275
Algérie fréquence	37/10.000 mots	21/10.000 mots	23/10.000 mots
Mots attirés par Algérie (fonction contexte d'Hyperbase)	France (3.33), indépendance, guerre	Tiers-monde (44.5), France (11.9), non- aligné (11.74), monde arabe (6.44), africain (5.83), Maghreb (5.44),	France (7), Mozambique (4), Africain (3.6), Maghreb (3), Arabe (2.5), Méditerranée (2.42)
Mots en corrélation avec Algérie (fonction graphique d'Hyperbase : évolution parallèle de l'emploi des mots, seuil : à partir de 0.4)	Afrique 0.73, Arabe 0.66, Maghreb 0.54, Méditerranée 0		

Contexte lexical du mot coopération

	BEN BELLA	BOUMEDIENE	CHADLI
Coopération données brutes	63	567	106
Coopération fréquence	0.5/10.000 mots	7/10.000 mots	9/10.000
Mots attirés par Algérie (fonction contexte d'Hyperbase)	France (11.14), soviétique (6.13)	Tiers-monde (47.9), non-alignés (25.65), soviétique (11), africaine (10.65), Maghreb (8.14), Française (7.56), Méditerranée (7), Arabe (3.31)	Méditerranée (5.11), Africain (3.7), France (2.62)

On distingue trois périodes qui correspondent aux trois Présidents, avec une constante : la place privilégiée de la France, ancienne puissance coloniale, partenaire économique et culturel incontournable.

Cependant pour Ahmed BEN BELLA, les termes associés à « Algérie », ne relèvent pas d'une volonté de l'inscrire dans le monde qui l'entoure. Le pays sort de sa guerre de libération nationale et les termes qui gravitent autour de celui du pays sont ceux qui marquent la fin de la guerre, de la colonisation et surtout l'accession à l'indépendance.

Les noms de pays étant peu représentés, une autre fonction d'HYPERBASE s'est imposée pour évaluer les liens entre l'Algérie et le reste du monde dans ce sous-corpus ; il s'agit du coefficient de corrélation qui s'applique à mesurer l'évolution linéaire de deux termes.

Dans le discours du premier Président algérien, l'Afrique est étroitement corrélée à Algérie, puis viennent le monde arabe et le Maghreb. La Méditerranée est exclue des prises de parole officielles, tout comme l'appartenance au non-alignement ou au Tiers-monde. L'article 2 de la Constitution de 1963, évoqué précédemment, se retrouve mais dans le désordre avec la prééminence accordée à l'appartenance africaine¹³.

Pour Houari BOUMEDIENE, l'ouverture au monde est consacrée une nouvelle fois avec la place primordiale accordée au Tiers-Monde¹⁴, au mouvement des non-alignés, et celle plus restreinte réservée au monde arabe et au continent africain. Le contexte mis à jour reprend l'organisation du planisphère des données brutes, Maghreb mis à part. L'Algérie se pense en terme de pays à vocation internationale en mettant en avant ses spécificités de développement économique et politique avant de se soucier de son appartenance géographique.

Les grandes alliances idéologiques et le rôle joué sur la scène internationale¹⁵ déterminent et qualifient le pays¹⁶.

¹³ STORA Benjamin, « *Histoire de l'Algérie depuis l'Indépendance* », Repères, La Découverte, Paris, 1994, p. 19.

¹⁴ L'analyse de discours rejoint les travaux de Benjamin STORA qui qualifie de « *grand dessein tiers-mondiste* » la politique extérieure de l'Algérie de BOUMEDIENE, *ibid*, p. 41

¹⁵ Ainsi, Alger devient un pôle du Tiers-monde par l'organisation de la majorité des grandes manifestations politiques, économiques, sportives, et culturelles. L'attachement à l'Afrique est affirmée mais dans un cadre international avec la tenue à Alger du Premier festival culturel Panafricain (21 juillet – 1er août 1969). Une publication du Ministère de l'Information annonce cet événement et les retombées culturelles, idéologiques et économiques escomptées : « *Alger, carrefour de la culture africaine* », ANEP, JUILLET 1969, 110 pages, cote CMMC : 2557.

¹⁶ MAMERI Kalfa le remarque également et s'intéresse dans la dernière partie de son ouvrage, « *Citations du Président BOUMEDIENE* », à la politique extérieure en mettant en valeur : « *la lutte anti-coloniale et anti-impérialiste, le non-alignement, le Tiers-Monde, les rapports entre pays développés et pays en voie de développement* » page 425, mais il insiste également sur le Maghreb, alors que ce dernier n'apparaît pas comme un terme important dans notre étude. En analysant mieux son propos, on remarque qu'il accorde à ce dernier thème seulement 3 pages, alors que la lutte anti-coloniale est traitée sur 18 pages et le non-alignement et Tiers-monde sur 10 pages. Les citations proposées dans son travail rejoignent les conclusions de notre étude : une volonté de politique

Enfin pour CHADLI BENDJEDID, l'impression laissée par le planisphère se vérifie et l'Algérie rétrécit de manière significative son horizon géographique. Elle se recentre sur l'Afrique, le Maghreb, le monde arabe et laisse apparaître la Méditerranée comme nouvel espace géographique de coopération.

Pour ce qui concerne la coopération et les éventuels pays ou ensembles d'Etats partenaires, l'URSS et la France tiennent une place privilégiée dans les discours des deux premiers Présidents. Pour BOUMEDIENE, la coopération doit s'effectuer au niveau international au sein du Tiers-monde et du mouvement des pays non-alignés avant de se concentrer sur le continent africain, le Maghreb et la Méditerranée. Si l'on sent toujours la même dynamique internationale, les fréquences de la coopération sont différentes de celles données précédemment. En effet, le continent africain est pris comme pôle de coopération majeur avant le Maghreb et le monde arabe. La Méditerranée fait également son entrée alors qu'elle était jusque-là absente du discours.

Pour CHADLI BENDJEDID, les fréquences observées sont à l'inverse de celles citées précédemment. Cela peut s'expliquer par la nouveauté de l'espace méditerranéen comme zone de contact et d'échange dans lequel l'Algérie désire s'insérer. L'on remarque tout de même le recentrage de l'Algérie sur un espace géographique plus restreint : l'Afrique et la Méditerranée.

« Après les tournées africaines et arabes qu'a effectué le chef de l'Etat algérien au nom de ses nobles idéaux et des vocations arabes et africaines de l'Algérie, les contacts au sommet (...) à Paris et à Rome, sont autant de jalons qu'imposait la *vocation méditerranéenne*, historiquement et géographiquement *indiscutable* de notre pays »¹⁷.

Au terme de cette étude, l'Algérie se livre au travers de ses discours et nous propose trois temps qui appartiennent aux trois Présidents successifs et à leur vision du monde. Par la fréquence brute de ses citations ou par une analyse plus qualitative, l'Algérie paraît hésiter entre des ensembles géographiques, politiques et culturels qui se télescopent, se croisent ou s'ignorent. Si l'enracinement au continent africain et au Maghreb est très forte et reste marquée pour les trois locuteurs, les affinités culturelles et politiques fluctuent au fil des discours présidentiels et des orientations idéologiques. Un invariant se retrouve néanmoins, la désignation par le pouvoir politique et diplomatique algérien d'une partie du monde, en l'occurrence l'Océanie, de *terra incognita*.

Aux trois périodes présidentielles correspondent trois périodes de définition par rapport au monde environnant : le continent africain et ses mouvements de libération pour BEN BELLA, l'appartenance au Tiers-monde, au mouvement des non-alignés et au monde arabe pour BOUMEDIENE et enfin l'appartenance africaine et maghrébine de

internationale pour l'Algérie de BOUMEDIENE, une forte qualification du discours politique comme dénonciateur de situations coloniales, un attrait secondaire pour le Maghreb.

17 « La visite du Président Chadli en France et en Italie », APS livret spécial, novembre 1983, bilingue, 69 pages en Français, cote BNF : 4°O3W-919

proximité pour CHADLI avec la redécouverte d'un espace d'échange mais aussi de tensions : la Méditerranée.

Bibliographie :

Sigles employés pour les cotes :

- CCA : Centre culturel algérien, 171 rue de la Croix Nivert 75015 Paris
- IREMAM : Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman, 5 avenue Pasteur, 13617 Aix-en-Provence

Sources :

- BEN BELLA Ahmed, « *Discours, année 1962* », Tome 1, Présidence de la République, Alger, ensemble de livrets, 120 pages, 1964, IREMAM.
- BEN BELLA Ahmed, « *Discours, année 1963, 1^{er} trimestre 1964* », Tome 2, Présidence de la République, Alger, 260 pages, 1965, IREMAM.
- BOUMEDIENNE Houari, « *Discours, 19 juin 1965 - 19 juin 1970* », Tome 1 et 2, Présidence de la République, Alger, 1140 pages, 1971, IREMAM 8-3704-1, IREMAM 8-3704-2.
- BOUMEDIENNE Houari, « *Discours, 2 juillet 1970 - 11 mai 1972* », Tome 3, Présidence de la République, Alger, 570 pages, 1973, IREMAM 8-3704-3.
- BOUMEDIENNE Houari, « *Discours, 5 mai 1972 - 19 juin 1973* », Tome 4, Présidence de la République, Alger, 283 pages, 1974, IREMAM 8-3704-4.
- BOUMEDIENNE Houari, « *Discours, 2 juillet 1973 - 3 décembre 1974* », Tome 5, Ministère de l'Information et de la Culture, Alger, 368 pages, 1974, IREMAM 8-3704-5.
- BOUMEDIENNE Houari, « *Discours, 2 janvier 1975 - 23 décembre 1975* », Tome 6, Ministère de l'Information et de la Culture, Alger, 185 pages, 1976, CCA 324 Alg, IREMAM 8-3704-6.
- BOUMEDIENNE Houari, « *Discours, 26 janvier 1976 - 18 décembre 1976* », Tome 7, Ministère de l'Information et de la Culture, Alger, 131 pages, 1978, IREMAM 8-3704-7.
- BOUMEDIENNE Houari, « *Discours, 31 mars 1977 - 28 novembre 1978* », Tome 8, Ministère de l'Information et de la Culture, Alger, 185 pages, 1979, IREMAM 8-3704-8.
- BOUMEDIENNE Houari, « *Discours, du sang à la sueur* », SNED, Alger, 179 pages, 1979, CCA 324 Alg.
- CHADLI Bendjedid, « *Discours du Président CHADLI B. de février 1979 à décembre 1979* », Tome 1, Ministère de l'Information et de la Culture, Alger, 161 pages, 1981, IREMAM 8-5159-1.
- CHADLI Bendjedid, « *Discours du Président CHADLI B. du 15 janvier 1980 au 31 décembre 1980* », Tome 2, Ministère de l'Information et de la Culture, Alger, 161 pages, 1981, IREMAM 8-5159-2.
- CHADLI Bendjedid, « *Discours du Président CHADLI B. du 1^{er} janvier 1981 au 31 décembre 1981* », Tome 3, Ministère de l'Information et de la Culture, Alger, 192 pages, 1982, IREMAM 8-5159-3.

CHADLI Bendjedid, « *Discours du Président CHADLI B. du 1^{er} janvier 1982 au 31 décembre 1982* », Tome 4, Ministère de l'Information et de la Culture, Alger, 166 pages, 1983, CCA 324.

CHADLI Bendjedid, « *Discours du Président CHADLI B. du 1^{er} janvier 1983 au 31 décembre 1983* », Tome 5, Ministère de l'Information et de la Culture, Alger, 200 pages, 1984, IREMAM 8-5159-5.

CHADLI Bendjedid, « *Discours du Président CHADLI B. du 1^{er} janvier 1984 au 31 décembre 1984* », Tome 6, Ministère de l'Information et de la Culture, Alger, 126 pages, 1985, CCA 324 Alg.

Ouvrages :

LAFON Pierre, « *Dépouillement et statistiques en lexicométrie* », Genève-Paris, Slatkine-Champion, 1984.

MAYAFFRE Damon, « *Le discours politique dans les années 30. Analyse du vocabulaire de Maurice Thorez, Léon Blum, Pierre-Etienne Flandin et André Tardieu (1928-1939)* », Thèse doctorat 3ème cycle, 3 tomes, 1081 pages, Nice, 1998.

MULLER Charles, « *Initiation aux méthodes de la statistique linguistique* », Hachette classique, 1973.

MULLER Charles « *Principes et méthodes de statistique lexicale* » Hachette, 1977.

PESCHANSKI Denis, « *Discours communiste et grand tournant. Etude du vocabulaire de l'Humanité (1934-36)* », Thèse de 3ème cycle, Paris I, 1981.

TOURNIER Michel, « *Un vocabulaire ouvrier en 1848. Essai lexicométrique* », FNSP, 600 pages, Paris, 1975.

MAMERI Khalfa, « *Orientations politiques de l'Algérie. Analyse des discours du Président BOUMEDIENE* », Alger, SNED, 213 pages, 1978.

MAMERI Khalfa, « *Citations du Président BOUMEDIENE* », Alger, SNED, 213 pages, 1978.

Articles :

PROST Antoine, « *Les mots* », p.255 – 284, in REMOND René, « *Pour une histoire politique* », Seuil, Paris

TOURNIER Michel, « *Des mots en histoire* », p. 131 – 143, in BEAUVOIS Yves et BLONDELS Céline, « *Qu'est-ce qu'on ne sait pas en histoire ?* », Septentrion Presses universitaires, Paris, 1999, 325 pages.

La naissance de l'Etat d'Israël et le mouvement nationaliste algérien

Péter Ákos FERWAGNER
Université de Szeged

De nos jours les conditions de la naissance d'Israël sont connues en majeure partie et l'on sait beaucoup aussi des réactions des peuples et des pays qui étaient touchés dans cette question vis-à-vis l'événement qui a déterminé fondamentalement l'histoire du Proche-Orient. L'attitude des grandes puissances a été motivée par des considérations de la politique du monde, et, d'une manière évidente, elles ont voté selon leurs intérêts à l'ONU dans tous les cas où la question de la Palestine a été inscrite à l'ordre du jour.

Les pays et les peuples arabes ont pris presque la même position dans ce problème. Dans le Levant comme dans le Maghreb l'on a condamné la décision du partage de l'organisation mondiale, puis, après la vague terroriste, c'était la naissance d'Israël qui a provoqué de l'indignation parmi les Arabes. Dans notre communication nous allons étudier les réactions du mouvement national algérien qui sont particulièrement intéressantes parce que différemment des autres nations arabes, ils se sont opposés la naissance de l'Etat juif non seulement pour des raisons religieuses, culturelles et politiques, mais aussi à cause du premier conflit israélo-arabe. En plus, les nationalistes algériens ont mené en même temps un combat anticolonialiste contre les colonisateurs français.

De la partage de la Palestine à la proclamation d'Israël

La décision du partage de 29 novembre 1947¹ qui a fourni au sein la Palestine un trop territoire disproportionnellement grand en faveur de la population juive, vu son effectif réel², a déclenché une levée de boucliers au milieu des Musulmans algériens.³ Dans les différents cercles religieux et dans les mosquées l'on n'a parlé que de cela et plus tard on n'a prié que pour la victoire des combattants arabes. Or, il est remarquable qu'à ce moment-là la collecte matérielle sérieuse n'a pas encore commencé, pour la première fois c'était le PPA-MTLD indépendantiste⁴, dirigé par Messali Hadj, qui a eu recours à la quête.

¹ Voir le texte de la décision du partage: Győző Lugosi (dir.), *Dokumentumok a Közel- és a Közép-Kelet történetéhez (1914–1980)* (Documents pour l'histoire du Proche-Orient et de l'Orient Central), Tankönyvkiadó, Budapest, 1989, pp. 233-249

² Moins d'un tiers de la population totale a reçu plus que la moitié du territoire.

³ Tous les Etats membres arabes de l'ONU ont voté contre la décision du partage. Voir : Martin Gilbert, *Izrael története* (L'histoire d'Israël), Pannonica, Budapest, 2000, p. 146

⁴ PPA – Parti Populaire Algérien qui avait fonctionné dans l'illégalité depuis la fin des années trente, à sa place on a formé à la fin de 1946 le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques).

Les journaux arabes ont commenté sur une grande étendue la décision du partage, naturellement sur le ton d'une amère déconvenue. *L'Israh* a publié l'article de Mohamed Ali Tahar, directeur d'un journal égyptien où l'auteur a affirmé que l'ONU était sous la coupe des juifs qui, par la corruption, ont obtenu que son siège soit transféré de San Francisco à New York, où vivent 3 millions de leurs. Le directeur a précisé aussi que le délégué de Haïti aurait perçu 10.000 dollars pour voter le partage. Le cheikh Brahimi, le théologien musulman connu a écrit tristement dans *El Bassair* du 2 février que « le droit de l'Orient ne trouve aucun défenseur en Occident », et que « l'attitude des Etats chrétiens n'est qu'une croisade d'un nouveau genre, où les Juifs constituent une partie du matériel de guerre. » Le cheikh honorable El Okbi dans le journal intitulé *Maghrib Al Arabi* a joint sa voix à celle du PPA et il a précisé que « l'ère des discours est passée. Il faut engager le combat sacré, sacrifier nos biens et nos personnes, créer dans chaque ville, dans chaque village, un Comité pour la Défense de la Palestine, qui se chargera de collecter de l'argent..., de dresser la liste des hommes et même des femmes volontaires pour le Djihad, qui se prépareront à partir par le premier moyen qui s'offrira... Le PPA qui représente aujourd'hui la majorité de la nation algérienne, se chargera-t-il de ce devoir impérieux, lui qui à sa tête le grand chef Messali? »⁵ L'on peut voir que la lutte contre le partage a donné la possibilité aux partis nationalistes de tirer un gain de politique intérieure de la situation, dont ils avaient besoin à cause des élections imminentes. El Okbi a pensé que « notre nation comptant 10 millions d'âmes, chaque chef de famille peut sacrifier 1.000 francs par personne (ou 100 francs s'il est très pauvre) pour la défense de la Palestine. On obtiendrait ainsi des centaines de millions... Nous attendons une réponse du PPA... » Enfin *L'Israh* a publié un appel grandiloquement de l'émir Abdelkader Mohammed (arrière petit-fils du grand héros national Abdelkader) à ses compatriotes d'Algérie en faveur de la guerre sainte en Palestine.

Les Algériens n'étaient pas emportées en masse à cette époque-là par la rhétorique antisioniste, bien que la presse nationaliste ait attaqué d'une manière extrêmement violente l'ONU et naturellement le gouvernement français parce qu'il avait voté pour la décision du partage.⁶ Peut-être, les très importants événements qui se sont déroulés à ce moment-là en Algérie, avaient une grande influence sur la situation : au printemps de cette année-là l'on a élu pour la première fois le parlement algérien qui réglait les affaires intérieures et financières des « trois départements d'Outre-Mer ». La bataille électorale a détourné l'attention provisoirement de la Palestine, mais non pas à tel point que le problème quitte tout à fait l'ordre du jour.

Cela ne pouvait pas arriver parce que les partis nationalistes et les organisations religieuses s'occupaient tout le temps de la question. L'exaspération de la population musulmane est exprimée par la critique plusieurs fois répétée du gouvernement au sujet du vote de la décision du partage. Il y avait beaucoup de monde estimant que la France avait blessé par cela les sentiments et les intérêts de la nombreuse population musulmane

⁵ Rapports politiques de Quinzaine, année 1948, 1^{er} Semestre, par Cabinet du Gouverneur Général, Service des Liaisons Nord-Africains, Archives d'Outre-Mer (AOM), Aix-en-Provence, GGA 11H56

⁶ Les réactions des Musulmans algériens données à la décision du partage manquent de la violence et de celles des plusieurs villes du Proche-Orient. Voir : Gilbert, 2000, p. 150

vivant sur ses colonies. Les protestations se sont manifestées des manières très diverses. Le 24 janvier, au cours d'une fête religieuse a été jouée à Constantine une pièce représentant une séance de la Ligue Arabe. Le personnage représentant le « délégué syrien » s'est livré à une violente attaque contre la France dont le vote en faveur du partage de la Palestine « a soulevé le dégoût et vivifié le mépris des musulmans. La décision prise par elle, a déclaré l'acteur de la pièce, n'est que le résultat du mépris qu'elle affiche pour les droits du peuple musulman ».

Dans l'action pour les Arabes de la Palestine, à côté les hommes politiques nationalistes, c'étaient naturellement les théologiens considérables de l'islam et les Oulémas qui ont joué un rôle décisif. Il en a déjà été ainsi plus tôt, car dans l'histoire du mouvement nationaliste algérien un courant fixant comme but la défense de l'identité culturelle et religieuse a été présent d'une façon très accentuée depuis des années trente. Pendant le conflit israélo-arabe ce courant s'est renforcé, du moins en ce qui concerne les actions algériennes à l'égard des événements de la Palestine. La déclaration du cheikh El Okbi dans laquelle il a fait appel à l'union de tous les Musulmans, symbolise une coalition de la politique et de la religion non seulement dans la lutte contre les sionistes, mais contre les colonialistes français aussi : « le jour où à une même table seront réunis Messali, El Okbi, Brahimi Bachir et Ferhat Abbas,⁸ l'Algérie ne sera pas loin de la libération ».⁹

Réponses nationalistes au premier conflit israélo-arabe

Au printemps 1948 l'antisémitisme a augmenté sensiblement bien que moins d'attention se soit prêtée à la Palestine, à cause de la bataille électorale déjà mentionnée. Les attentats palestiniens permanents ont tenu l'intérêt vif qui, après le 14 mai, parallèlement à la proclamation d'Israël et le premier conflit israélo-arabe s'est intensifié immensurablement. Les hostilités ont induit la tension entre les Juifs et les Musulmans, particulièrement dans le Constantinois. Mais ces tensions ne sont pas allées jusqu'aux voies de fait. Le plus souvent les autorités de la communauté musulmane locale ont fait appel à la boycott collectif des cinémas, des cafés, des épiceries et des tabacs étant dans la propriété des habitants juifs. A côté de cela, le caractère islamique restait invariablement présent, de la même manière accentuée ; dans les mosquées, sur l'ordre du Grand Maître de l'Université d'El Azhar, des prières ont été dites pour la victoire des armées arabes.¹⁰

Sur le plan politique, l'on a essayé de profiter tout de suite de la possibilité qui s'est offerte. Dans les années antérieures il y avait plusieurs personnages qui ont exprimé la nécessité de la coalition des forces nationalistes par laquelle la lutte anticolonialiste serait devenue beaucoup plus effective. Maintenant l'approche se serait amorcée, mais il faut

⁷ Rapports, année 1948

⁸ Ferhat Abbas, à côté de Messali était l'un des personnages les plus décisifs du mouvement nationaliste algérien, qui, menant une politique nationale modérée, a envisagé une relation fédérative entre l'Algérie indépendante et la France. En mars 1946 il a créé son parti politique, l'UDMA (Union Démocratique du Manifeste Algérien).

⁹ Rapports, année 1948

¹⁰ Ibid.

dire d'avance qu'elle n'a pas abouti à des résultats sérieux : en effet, l'on n'a pas réussi à accommoder les désaccords politiques s'agissant des modalités de l'accès de l'indépendance, du caractère de l'Algérie souveraine et de ses relations avec la France. Bien entendu, c'était les Oulémas qui ont tenu sur l'action commune des deux plus grands partis nationalistes, le MTLD et l'UDMA dirigée par Ferhat Abbas. A la fin de mai des négociations ont été entamées à ce sujet entre le cheikh El Okbi, le cheikh Brahimi, l'UDMA (représentée par Sator) et le MTLD (Messali lui-même, puis Mezerna). Il aurait été question d'une manifestation monstre à Alger, de tournées d'information dans le pays, accompagnées de conférences, et de collectes, enfin d'un envoi de télégrammes à l'ONU, au gouvernement français et à la Ligue Arabe. Aucune décision ferme n'a pas encore été prise, peut-être parce que d'après l'auteur d'un des rapports pour le gouverneur général « il est évident que les Oulémas et le PPA, préfèrent collecter de l'argent à leur propre profit plutôt qu'à celui du Proche-Orient ».¹¹

La motion de sympathie à l'Etat d'Israël votée le 20 mai par l'Assemblée nationale française, a vivement blessé les Musulmans algériens, comme c'était déjà le cas en novembre 1947 où la délégation française à l'ONU a voté en faveur du partage de la Palestine. Députés et élus municipaux du MTLD ont adressé des télégrammes de protestation au président de cette Assemblée et au Ministère des Affaires Etrangères. Différemment quelque peu des nationalistes radicaux, les Musulmans modérés auraient accepté sans doute une solution qui aurait comporté la reconnaissance du caractère arabe de la Palestine, avec garanties à la minorité juive, et la neutralisation de Jérusalem, ville sainte commune aux trois grandes religions monothéistes.

Au temps de la naissance de l'Etat juif l'on n'a pas signalé des départs massifs de volontaires de l'Algérie vers les champs de bataille, il semble possible, néanmoins, que parmi les quelque 500 Tunisiens ayant gagné l'Egypte par la Tripolitaine, ont figuré quelques Algériens. Au début du juin les luttes palestiniennes étaient le premier thème politique en Algérie (aussi). L'antagonisme des Musulmans et les Israélites s'est affirmé, la fossé entre eux s'est élargi. Des menus incidents ont éclaté journellement.

A un seul moment il a semblé que l'approche entre les forces politiques pouvait être menée à bon terme : sur l'intervention pressante du cheikh El Okbi, Ferhat Abbas a fini par consentir à monter lui-même à la Bouzaréah chez Messali. Un accord a été réalisé le 2 juin pour créer un Comité de Défense de la Palestine libre. Les deux plus grands partis ont décidé de l'action commune à mener par ce comité (conférence dans les médersas, prière et prêches dans les mosquées, boycottage du commerce juif, collectes en faveur des combattants arabes). Abbas s'est chargé de mener une campagne en faveur du comité dans son journal, la « République Algérienne », tandis que le MTLD a formé de groupes de choc chargés de faire respecter ce boycottage. Les chefs des Oulama réformistes, le cheikh El Okbi, et les dirigeants de l'UDMA étaient enthousiasmés de cet accord, auquel ils ont attribué une importance énorme. La section d'Alger-Centre de l'UDMA a adopté une motion considérant « cette union des partis nationalistes et des mouvements religieux

¹¹ Ibid.

comme un pas décisif vers l'union national de lutte anti-impérialiste pour la République Algérienne ».¹²

Mais l'euphorie n'a pas duré longtemps. Quelques jours après la signature de l'accord, le 5 juin les dirigeants du PPA-MTLTD ont fait publier un communiqué annonçant la création par eux seuls d'un « Comité Algérien pour la Palestine Arabe ». Devant le Comité Directeur du parti, réuni le 5 juin, Ahmed Mezerna justifiait ce geste en déclarant que c'était toujours le MTLTD qui avait défendu véritablement l'idée arabe, et qu'une union pour la Palestine ne pouvait être conçue qu'ayant à sa tête « le chef du seul parti vraiment nationaliste », c'est-à-dire Messali.¹³ Ne pouvant pas accepter la direction commune et formant autour de lui de plus en plus un culte personnel, le président du parti n'était pas prêt à donner son nom à une initiation, dans laquelle la responsabilité et le droit de décision ne lui appartiennent pas exclusivement. Le but de cette manoeuvre du MTLTD était évidemment d'accroître le prestige du parti vis-à-vis de ses rivaux, et de lui permettre d'accroître ses finances au moyen du produit des collectes.

L'attitude du parti radical a mécontenté vivement les Oulémas travaillant tellement beaucoup pour l'action commune. Les cheikh Brahimi, El Okbi, et Bayoud, accompagnés de Toufik El Madani, se sont rendus le 12 juin chez Messali pour protester. Le président du parti a confirmé à ses visiteurs la décision de son Comité Directeur de lui confier personnellement la présidence du Comité de Défense puisque les Musulmans dans leur grande majorité étaient nationalistes. En écoutant cette argumentation singulière, les théologiens se sont retirés et ont déclaré que toute collaboration avec le MTLTD était impossible.¹⁴ Donc, le ralliement des partis nationalistes ne s'est pas réalisé, malgré l'occasion extrêmement favorable, c'est-à-dire la présence d'une affaire qui était soutenue par presque tout le monde et dont la responsabilité appartenait clairement au MTLTD dirigé par Messali.

A la suite de cette rupture, les Oulamas et l'UDMA ont arrêté le 14 juin leur plan d'action initial. Un « Comité d'Aide à la Palestine » a été constitué, comprenant le cheikh Brahimi (président), Ferhat Abbas (secrétaire), le cheikh El Okbi (trésorier) et le cheikh Bayoud (trésorier-adjoint). Tout d'abord, ce comité a adressé deux télégrammes, l'un à Georges Bidault, ministre des affaires étrangères, protestant contre la motion de sympathie à l'Etat d'Israël votée par l'Assemblée nationale, l'autre à Azzam pacha, secrétaire de la Ligue Arabe, l'assurant de la solidarité active des Algériens. A l'instar des actions déjà connues, il a d'autre part décidé de collecter des fonds et de prêcher le boycottage du commerce juif.¹⁵ Nous pouvons dire qu'à propos de la naissance de l'Etat d'Israël, la même tendance a dominé en Algérie comme dans n'importe quel événement de politique intérieure. L'union nationaliste encouragée depuis longtemps n'était pas formée, qui a bénéficié de toute façon aux colonisateurs français. Et la présence des deux comités parallèles a diminué l'efficacité des démarches algériennes faites auprès des Arabes palestiniens.

¹² Ibid.

¹³ Ibid.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid.

En juin la campagne contre les sionistes a redoublé. Le boycott du commerce juif est devenu de plus en plus étendu. Les Musulmans n'ont pas fréquenté les cinémas et les cafés étant dans la propriété des Juifs et ils n'ont rien acheté dans leurs magasins. Des « équipes » de jeunes militants du MTL D étaient mises sur pied pour faire respecter les consignes données. L'on a fait croire à la masse que les commerçants israélites vendent aux Arabes des produits empoisonnés. Mais il s'est avéré que l'appel n'était pas suffisant et quelques récalcitrants sont entrés dans les restaurants prohibés. Alors, des pressions étaient exercées sur ces hommes n'obéissant pas à l'appel, et les Musulmans consommant dans les cafés juifs ont été molestés.¹⁶ Mais, aucun incident grave ne s'est produit malgré les animosités accentuées.

Parallèlement à ce boycottage, des quêtes étaient effectués et, par endroits, ils étaient très fructueux. Le MTL D a réussi à collecter, en Oranie, en une seule journée, plus de 800.000 francs. Sur le plan politique, Mostefai et Ferroukhi, délégués à l'Assemblée algérienne, se sont rendus au Consulat Général d'Angleterre; et ont remis au vice-consul une motion du Comité Directeur félicitant le gouvernement britannique « pour son attitude courageuse en faveur des peuples arabes ». En même temps, le MTL D a pris part à une action du Maghreb d'ensemble. Une motion a été signée par les représentants du MTL D, du Néo-Destour et de l'Istiqlal et a été adressé au ministre des affaires étrangères. Les trois partis ont protesté « contre les facilités procurées par l'administration française aux organisations sionistes soit pour l'envoi de fonds en Palestine, soit pour le recrutement de leurs bandes terroristes », ont attiré l'attention du gouvernement sur le fait « qu'une reconnaissance éventuelle de sa part, soit de jure, soit de facto, d'un Etat juif, engagerait, sur le plan international, la seule responsabilité de la France », et ont affirmé que « la politique prosioniste adoptée délibérément par la France est une politique essentiellement anti-musulmane ».¹⁷

En fin de mai et au début de juin, les départs de volontaires nord-africains pour la Palestine se sont multipliés. A cette époque-là, 500 d'entre eux étaient à l'entraînement à Marsa-Matrouh, d'autres étaient entraînés à Ismaïlia. Environ 200 volontaires nord-africains avaient déjà rejoint les troupes arabes en Palestine. La plupart étaient passés par la Tripolitaine, mais entre eux il y avait relativement peu d'Algériens, car ces volontaires étaient en majorité des Tunisiens ou des Marocains de la zone espagnole. Le 7 juin, le gouvernement égyptien a d'ailleurs interdit l'entrée des volontaires sur son territoire, et les autorités britanniques leur ont refusé le libre accès en Triploitaine. Après cette date, 1.500 volontaires ont été refoulés dans le Sud Tunisien. Les Musulmans ont commenté défavorablement les entraves mises au départ des volontaires et se sont élevé contre les embarquements clandestins de volontaires israélites qui, d'après les rumeurs lancées par le MTL D, étaient tolérés par l'administration.¹⁸ Il est arrivé à certains de vouloir accéder aux champs de bataille à travers du Maroc, à cause de l'incertitude de la route tunisienne et parce que le souverain marocain n'empêchait pas le voyage en bateau des volontaires pour le Proche-Orient.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

Le premier conflit israélo-arabe est resté le thème politique le plus important dans les semaines antérieures. La propagande et l'activité de la part des divers partis étaient extrêmement intenses à propos de la question palestinienne. Après qu'on n'ait pas réussi à former une union entre les partis nationaux, les hommes politiques divers ont eu des algarades de plus en plus violentes les uns avec les autres. Ferhat Abbas a accusé les Messalistes de l'échec qui voulaient s'attribuer tout le mérite de la lutte antisioniste. Les Oulamas ont accusé aussi les Messalistes et en particulier Mezerna « illettré sans vergogne qui aujourd'hui s'enrichit ». Ils leur ont reproché publiquement de se servir des fonds collectés pour des fins exclusivement personnelles, comme l'achat de luxueuses automobiles. La querelle entre les partis s'est donc de plus en plus envenimée.

Le résultat de cette divergence a été la décision des chefs religieux d'agir et leur refus d'adhérer à aucun des deux autres comités dont ils ont réprouvé le caractère exclusivement politique. Ils ont adressé un télégramme au Ministère des Affaires Etrangères, appelant l'attention du gouvernement français sur les sentiments d'indéfectible solidarité attachant les musulmans d'Algérie à leurs frères de Palestine, le sollicitant instamment de faire comprendre à l'Assemblée nationale le caractère inopportun de sa motion du 20 mai adoptée par suite du vote massif du groupe communiste « systématiquement hostile à la religion » et lui demandant d'intervenir auprès de l'ONU au nom des quarante millions de citoyens protégés français, pour empêcher la reconnaissance du prétendu Etat d'Israël en Palestine.¹⁹ En juillet, le président du Conseil a répondu au télégramme et, après avoir remercié les chefs religieux de la confiance qu'ils lui avaient fait, les a assuré que l'important problème palestinien retenait toute l'attention du gouvernement français et que la France ne s'associerait à aucun acte susceptible de compromettre les intérêts moraux de ses ressortissants musulmans. Conformément à cela, de la part de la France une attitude plus hostile qu'amical a été exprimé envers Israël. Les hommes politiques français ont accusé l'Etat juif des problèmes des réfugiés palestiniens et, leur distance a été attesté dans leurs yeux en septembre où on a assassiné le comte Bernadotte, l'intermédiaire chargé par l'ONU d'élaborer l'armistice. Le gouvernement français a reconnu de jure l'Etat d'Israël seulement en mai 1949.²⁰

Le Comité d'Aide à la Palestine, à tendance ouléviste et étant sous l'influence de l'UDMA, a déployé aussi une activité multiple dans l'intérêt des combattants arabes. Il s'est déclaré contre les activités sionistes dans la protestation adressée à l'ONU. Il a exigé à Bidault, ministre des affaires étrangères, la libération de Sadek Bessis, secrétaire du Comité tunisien d'aide à la Palestine, qui avait passé en correctionnelle. Il a fait dire au Ministre tunisien Kaak Mostepha un discours dans le même sens et a assuré des son soutien Sadek Bessis aussi.

Les nationalistes ont agrandi le cercle de leurs activités antisionistes à tout le territoire du pays. Le boycottage des magasins, cinémas a continué, voire à Tlemcen où l'on a

¹⁹ Ibid.

²⁰ Des rapports détaillés de la France et d'Israël à l'époque voir : Salgó László, *A szuezi háromszög 1956. Suez – Algír – Budapest* (Le triangle de Suez, 1956. Suez – Alger – Budapest), Kossuth, Budapest, 1986, pp. 42-44

interdit aux Musulmans de se faire soigner par les médecins juifs. L'on a persisté à chuchoter, dans toute l'Algérie, que les commerçants juifs veulent empoisonner les Arabes, et que, de surcroît, ils le font avec la complicité de l'administration française. Sur le plan militaire, le MTLD s'est efforcé à diriger de plus en plus volontaires vers des points de rassemblement en Tunisie, d'où ils ont été dirigés vers la Palestine. Les conditions de recrutement ont été les suivantes : être célibataire non chargé de famille, payer les frais de voyage jusqu'à Sollum. Le MTLD n'a payé le voyage que de ceux qui étaient poursuivis par la justice française. De tels personnages étaient d'ailleurs nombreux parmi les volontaires. Le nombre des volontaires n'était pas trop important, à ce qui a contribué que ceux qui avaient été refoulés systématiquement de la Tripolitanie par les autorités britanniques ont rendu compte de l'accueil assez froid.

Les quêtes se sont poursuivies d'une manière différente. En première page du journal de l'UDMA *El Watan* figurait la photographie de Farouk, roi d'Égypte, ainsi voulait-on exciter les lecteurs à offrir des dons. Des cartes postales représentant des combattants arabes de Palestine ont également été mises en vente au prix de 100 francs l'unité. Enfin, les nationalistes ont collecté quelque 6 millions de francs qui a été passés par le cheikh Brahimi à l'ambassadeur d'Égypte de Paris.²¹

Les rapports du gouverneur général constatent que, d'une manière générale, c'est le département d'Oran qui était le plus atteint par la propagande antisioniste, la cause de cela est probablement le grand nombre de la population européenne vivant ici. Dans ce département d'une manière unique, l'on a interdit à la population musulmane d'acheter chez les boulangers israélites. Nombreux étaient des appels au calme publiés par les cercles musulmans modérés mais parallèlement à cette position officielle, le MTLD a cherché à exciter les passions par une propagande discrète et en cherchant au besoin à provoquer des incidents. Ses actions n'étaient pas couronnées par beaucoup de succès. Le parti a essayé d'exploiter toutes les possibilités pour la propagande. Il a laissé entendre que le gouvernement français est entièrement favorable aux Juifs, tandis que le voyage à Paris du Chaim Weizmann était interprété par ce parti comme le prélude à une prochaine reconnaissance, par la France, de l'Etat d'Israël.

A la deuxième moitié du juillet l'élan de la propagande antisioniste a diminué sensiblement. Dans le Constantinois l'on a maintenu le boycottage quoique le refoulement systématique des volontaires par les autorités britanniques, le peu de chaleur et même l'hostilité avec laquelle ces volontaires ont été accueillis au Proche-Orient aient singulièrement refroidi leur zèle et l'enthousiasme de leurs coreligionnaires. Mais les quêtes se sont poursuivies. Des brochures en langue arabe, imprimées à Rabat par les soins de l'Istiqlal, ont été mises en vente à Constantine au prix de 2.000 francs l'unité ; le produit de cette vente était destiné aux combattants de Palestine. L'on a fait parvenir à destination, via Tanger, les fonds recueillis.

Parallèlement au déclin de l'élan, l'attention envers la guerre est restée pourtant vive. C'est ainsi que, dans les milieux nationalistes, l'on a largement diffusé l'information selon laquelle Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue Arabe, aurait déclaré que la brigade

²¹ J. Nagy László, *A Maghreb-országok története (1919–1956)* (L'histoire des pays du Maghreb), Szeged, 1995, p. 143

nord-africaine, forte déjà de 5.000 hommes, constituait l'élément le plus combattif des armées arabes et que, par la suite, elle serait destinée à former l'avant-garde de l'armée de la libération de l'Afrique du Nord du joug colonialiste français.

A chaque coup, quand l'une des grandes puissances a reconnu l'Etat d'Israël²², les Arabes du Proche-Orient protestaient chez le gouvernement en question. Quand la France a reconnu de facto à la fin de 1948 l'Etat juif jeune, cet acte n'a pas soulevé en milieu musulman algérien, de réaction notable qui, en considérant l'active propagande nationaliste antérieure, est surprenant. Du côté israélien, on n'a pas exclu l'ouverture prochaine de consulats en Algérie ; ce bruit était accueilli avec scepticisme par les milieux musulmans, qui se sont demandés de quels ressortissants auraient à s'occuper ces consulats, et les raisons pour lesquelles ils seraient créés alors qu'il n'existait encore en AFN aucun consulat pour les Etats arabes.

Les communistes algériens et la naissance d'Israël

Au printemps 1948 le Parti Communiste Algérien (PCA) a consacré toute sa force à la lutte politique intérieure. Le parti a adopté deux ans avant l'idée de l'indépendance algérienne et son but principal était de changer son rapport d'hostilité antérieur aux relations d'alliance avec les nationalistes. Il s'est efforcé d'arriver à l'union des « forces démocratiques algériennes » dans un front national où les partis nationaux auraient obtenu un rôle important. Mais la décision de l'Union soviétique de voter premièrement la décision de partage en novembre 1947, puis en mai 1948, de reconnaître l'Etat d'Israël récemment proclamé, a influencé négativement cette aspiration.²³ Cette démarche diplomatique provoquant une indignation énorme de la part de la population musulmane, s'est revenu évidemment en PCA. Ce n'était pas par hasard, car, antérieurement, le parti, avec le Parti Communiste Français, avait allégué l'Union soviétique et l'infailibilité de Staline à toutes ses décisions politiques. Ces mois-là, les indigènes se sont de plus en plus éloignés du parti et les objectifs des communistes leur sont devenus indifférents.

A cette époque-là le parti communiste n'a pas réussi à créer le front d'union avec les partis nationaux parce que les relations étaient tendues entre eux dans plusieurs questions. Par exemple, l'UDMA dont la conception de la politique intérieure était presque identique à celle du PCA, n'était pas d'accord avec la conception de la politique extérieure des communistes, qu'ils ont entièrement subordonnée à la politique de l'Union soviétique. Les oppositions se sont intensifiées à propos de la Palestine.²⁴

Le PCA, comme les Soviétiques, a soutenu la décision du partage parce qu'il a pensé que l'impérialisme britannique était responsable de la situation grave. Au cours des différentes réunions qui ont été tenues en juin, les communistes ont généralement

²² Les Etats-Unis a reconnu parmi les premiers l'Etat juif. Des conditions de la décision voir : Josszi Melman – Dan Raviv, *Igaz barátok. Az amerikai-izraeli szövetség valódi története* (De vrais amis. L'histoire réelle de l'alliance israélo-américaine), Osiris, Budapest, 1997, pp. 31-40

²³ Des causes de la décision voir : J. Nagy László, *Az arab országok története a XIX-XX. században* (L'histoire des pays arabes au XIX-XX^e siècle), Eötvös József Könyvkiadó, Budapest, 1997, p. 82

²⁴ J. Nagy, 1995, p. 143

approuvé la position prise par l'URSS sur la question palestinienne, et le partage de la Palestine. Ils ont mis en garde tout le monde contre la Ligue Arabe « qui fait le jeu de l'impérialisme britannique ». Ils ont appelé les hommes à ne pas croire les provocations des autorités.²⁵ Ils ont attaqué l'Égypte aussi parce qu'elle n'avait pas aperçu les manœuvres impérialistes. A cause de cela le parti n'a pas pris part à aucun comité formé pour aider les Arabes combattant en Palestine. Il a expliqué son absence par le fait qu'il ne voulait pas diviser la population. Mais, il était évident pour le PCA que sa politique palestinienne était impopulaire au sein des masses musulmanes, c'est pourquoi il a fait tout son possible pour détourner l'attention de cette question. Dans une résolution de 19 juin le Comité central, après avoir rappelé ses buts, a voulu axer l'intérêt des indigènes vers les questions proprement algériennes.²⁶ Ses efforts n'étaient pas couronnés par beaucoup de succès ce qu'a bien montré que la vente du *Liberté*, le journal du parti, était en régression constante.²⁷

La reconnaissance d'Israël par l'Union soviétique a causé un malheur irrémédiable dans les mouvements communistes de la plupart des pays arabes.²⁸ Leur soutien a retombé partout. En Algérie, ce n'était pas autrement. La décision de Staline n'a pas du tout amélioré l'attitude assez ambivalente des Musulmans vis-à-vis du PCA. Le prestige accumulé par le parti dans les années précédentes a disparu presque totalement. Les dirigeants et les activistes de l'organisation n'ont réussi qu'après des mois par un travail bien long à rétablir quelque peu l'autorité du parti aux yeux des indigènes algériens. Mais, pour cela il a fallu aussi la diminution graduelle de l'intérêt envers la Palestine.

Les Juifs d'Algérie

Dans l'élément israélite, une certaine gêne mêlée d'inquiétude a succédé à la joie provoquée tout d'abord par la décision de l'ONU relative au partage de Palestine. Cette gêne s'est manifestée diversement suivant les régions. A Constantine, où les dernières élections consistoriales avaient fait ressortir la prédominance des éléments de tendance sioniste, la population israélite qui a gardé vivement dans sa mémoire les douloureux événements de 1934 restait méfiante et évitait, même en perdant la face, tout incident avec les Musulmans. A Sétif, où les Israélites ont, dans un but électoral, fait alliance avec « la réaction colonialiste », l'inquiétude était plus grande encore et la haine envers eux s'est redoublée. Dans le Sud, par contre, où les contacts entre Musulmans et Israélites étaient traditionnellement plus étroits qu'au bord de la mer, restaient empreints, tout au moins superficiellement, d'une certaine cordialité.²⁹

Les Juifs vivant en Algérie, quoique beaucoup moins discrètement s'efforçaient de collecter de l'argent et des signatures au profit des sionistes. Il vaut l'attention que non

²⁵ Rapports, année 1948

²⁶ *Alger Républicain*, le 19 juin 1948

²⁷ Bulletins Politiques de Quinzaine, année 1948, 2^{ème} Semestre, AOM, GGA 11H56

²⁸ J. Nagy, 1997, p. 82

²⁹ Rapport mensuel d'information sur l'activité musulmane dans le département de Constantine, année 1947, AOM, GGA 11H64

seulement les Arabes, mais les Juifs algériens aussi ont essayé de faire parvenir des volontaires en Palestine avec les dons d'argent. Le nombre des volontaires juifs n'a pas encore atteint celui des combattants musulmans très médiocre.³⁰ Il est intéressant aussi que quelques-uns des Israélites, en répondant à la démarche analogue des Arabes, songaient à boycotter les commerçants musulmans.³¹

Mais des initiatives ont été prises visant à faire baisser la méfiance entre les Musulmans et les Juifs. La communauté israélite d'Alger a été, malgré tout, émue par les suites que pouvait entraîner, dans les réactions judéo-musulmanes, l'attitude hostile à la décision de l'ONU prise par la majorité des musulmans algériens et a demandé au début de janvier 1948 au cheikh El Okbi un entretien, afin d'aviser aux moyens de prévenir toute incidence fâcheuse des événements de Palestine sur les rapports entre Musulmans et Israélites.³² Le cheikh n'a pas accepté l'approche. Des autres, comme Loufrani, président du « Cercle des Amitiés franco-musulmanes », ont essayé d'organiser des rencontres et des négociations rendant ferme la confiance entre les représentants des deux communautés, mais sans trop grand succès.

Les dirigeants de la communauté israélite d'Algérie étaient pour la plupart soucieux d'éviter l'accentuation de la tension et de ne pas attirer l'attention. Ils ne voulaient pas donner de possibilité d'attaque contre eux-mêmes, c'est pourquoi tous les quotidiens et les périodiques juifs algériens ont cessé de paraître depuis le mois de mars. Ils avaient un bon argument à cela, car en octobre 1948 la diffusion à Alger des deux feuilles sionistes *Israël* et *Mission*, dont l'orientation était considérée comme nettement anti-musulmane, était très mal interprétée par les Musulmans. Les dirigeants de la communauté israélite n'ont pas du tout soutenu la part des jeunes volontaires pour la Palestine, de plus, selon les données, ces peu de volontaires étaient impitoyablement refoulés et empêchés de partir.³³ Or la peur ne les a pas empêché de collecter des dons et de l'argent au profit des Juifs palestiniens. Ainsi, à Miliana, une telle collecte a rapporté 400.000 francs qui était une somme sérieuse. D'autre part, quatre délégués algériens au congrès mondial juif se tenant à Montreux le 27 juin, ont été envoyés, ainsi ils ont signé qu'ils ne cesseraient pas la participation dans le mouvement sioniste.

Il est arrivé quelques événements violents, par exemple la violation de quelques sépultures juives qui a jeté un certain émoi dans les milieux israélites. Malgré cela, la population juive a continué depuis le mois de mai, par ailleurs, à vivre dans l'exaltation de la reconstruction de l'Etat d'Israël. Cette exaltation s'est traduit, chez les jeunes, par des tentatives visant à gagner la Palestine en passant par Marseille, avec l'aide probable d'organisations sionistes étrangères. Il s'avère dans les rapports du gouverneur général que ces tentatives étaient surtout faites des Israélites du Maroc et du Sud Algérien, de condition plus que modeste. Ils ont espéré qu'en jeune Etat juif il vivraient dans de

³⁰ En somme, à peu près 500 volontaires sont partis pour Israël pour lutter, dont la plupart, quelque 1.500 personnes, des Etats-Unis. On peut dire que la proportion des Nord-Africains était infime. Voir : Gilbert, 2000, p. 191

³¹ Rapports, année 1948

³² Ibid.

³³ Ibid.

meilleures conditions.³⁴ A la fin de l'année 1948 les départs clandestins des sionistes pour la Palestine se sont multipliés, ce qui ne manquait pas d'irriter les Musulmans. Dans un article paru dans la presse israélienne, il ressort que le nombre de ces émigrés nord-africains était, en fin 1948, de 40.000. Dans le pays quinze colonies agricoles nord-africaines étaient constituées.³⁵ Mais le cheminement des Juifs en Israël était aussi difficile que celui des Arabes, parce que les autorités n'ont pas soutenu leur voyage non plus.

La naissance d'Israël avait une influence énorme à la vie des Juifs vivant dans le monde arabe. Après 1948 des centaines de milliers ont quitté leurs patries antérieures pour s'établir dans l'Etat juif. Au Maroc par exemple vivaient 300.000 de Juifs, leur nombre aujourd'hui est moins que 18.000. Cette même donnée en Algérie : 150.000 avant 1948 et quelques centaines de personnes au maximum de nos jours.³⁶

Après la fin de la guerre

En 1949 l'intérêt envers la Palestine est bien retombé, mais la solidarité envers les Arabes vivant là n'a pas disparu. En septembre la France a versé une somme de 500 millions de francs à l'ONU, destinées aux réfugiés de Palestine. Sur cette somme presque 10 millions de francs provenait directement des trois territoires français d'Afrique du Nord.³⁷

La victoire des Israéliens dans la première période n'a pas comblé les espérances des Juifs qui sont partis pendant la guerre pour la Palestine lutter dans l'espoir d'une meilleure vie. Le grand enthousiasme manifesté après la proclamation de l'Etat, la victoire de guerre par les Juifs nord-africains a fait place plus tard au pessimisme. Les nouvelles qui leur parviennent du Proche-Orient n'ont pas été faites pour les encourager à immigrer. Les Juifs européens n'ont pour leurs coreligionnaires d'Afrique du Nord aucune considération ; ceux-ci ignorent le yiddish aussi bien que l'Anglais, ce qui les isole du reste de la population. La situation économique était très grave et la fin de la guerre n'a pas signifié non plus la disparition totales des incidents armés. Il était quasiment impossible de trouver du travail. Ainsi un certain nombre d'entre les Juifs nord-africains

³⁴ Ibid.

³⁵ Bulletins, année 1950

³⁶ Bernard Lewis, *Juifs en terre d'Islam*, Flammarion, Paris, 1989, p. 215

³⁷ Bulletins, année 1949

envisageaient-ils de demander leur rapatriement. Quelques-uns seraient déjà rentrés.³⁸ En Algérie l'attention s'est tournée de nouveau vers les questions maghrébines et de la politique intérieure. La lutte politique s'est atténuée un peu par rapport à 1948, mais la lutte anticolonialiste ne s'est pas relâchée. Et, le mouvement nationaliste a tenu son but le plus important, la création de l'Algérie indépendante.

³⁸ Bulletins, année 1950

Napoléon et son image dans la « presse corse »

Rita JÓKAI
Université de Szeged –
Université de Nice

Le début : la mort de Napoléon – un silence absolu

Le Journal du Département de la Corse annonce la mort de Napoléon – le plus grand héros corse – d'une façon strictement officielle. C'est seulement dans son numéro 35 du juillet 1821 qu'il publie l'« *Extrait du Moniteur du 6 juillet: BUONAPARTE est mort le 5 mai, après une maladie de 6 semaines qui n'avait pris un caractère sérieux que dans la dernière quinzaine. Il a conservé sa connaissance jusqu'au dernier jour.* »

L'unique journal de la Corse de l'époque n'a pas commenté ni cette mort ni les réactions qu'elle était capable de susciter dans l'île. Jusqu'à l'an 1830, même le nom de l'Empereur est intouchable dans les numéros du journal. Les Corses étaient déjà indifférents par rapport à leur compatriote, l'enfant d'Ajaccio ? Pas du tout. Cependant le Journal surveillé par les autorités des Bourbons, ne veut suggérer que cela : l'époque pendant laquelle un Ajaccien devient Empereur des Français est considérée comme si elle n'existait point.

Comment peut-on avoir de véritables informations sur l'image de Napoléon, élaborée par les Corses ? Nous allons nous appuyer d'une part sur les ouvrages littéraires corses, considérés comme réponses aux attaques anti-corses et anti-napoléoniennes des libellistes, très présentes à partir de 1814, d'autre part sur les Bulletins de la Direction Générale de l'Administration Départementale et de la Police.

La campagne littéraire anti-corse et le pays du Mal

Préalablement nous devons traiter du malaise général régnant en Corse pendant ce temps-là. Après la chute de Napoléon, la Corse elle-même se trouve dans une situation sinistre : au lieu de donner un héros au monde, et surtout à la France, elle est devenue le pays de l'Usurpateur ; le pays de l'Ogre corse. L'année 1814 désigne le début d'une campagne littéraire menée contre Napoléon et son pays natal ; les libellistes ne songent qu'à prouver l'origine étrangère de l'Usurpateur : un tel monstre ne pût point voir le jour en France. Napoléon cesse d'être français : il est corse ! Ainsi la Corse, par l'intermédiaire de l'Empereur déchu, « prend une dimension mythique dans le domaine de l'horrible, du frénétique ».

La Corse est blessée dans sa fierté : elle n'est plus considérée comme une partie de la France, mais comme un pays barbare, féroce n'ayant pas eu le temps d'atteindre le degré

¹ Pierrette Jeoffroy-Faggianelli, *L'image de la Corse dans la littérature romantique française*, P.U.F., Paris, p. 89.

de civilisation connu en France. La défense de l'île sera confiée aux écrivains corses, qui réfutent ces accusations injustes puis, d'une façon latente, ils prennent la défense de l'Empereur, ce qui est la marque de beaucoup de courage de leur part.

La brochure la plus connue, résumant toutes les attaques 'racistes' contre l'Empereur et qui a touché le plus profondément les compatriotes de Napoléon est celle de Chateaubriand : *'De Buonaparte et des Bourbons'* paraît le 4 avril 1814. L'on analyse cet ouvrage ayant pour but de démontrer jusqu'à quel degré les Corses se sentaient-ils humiliés et même répudiés des Français. Selon Chateaubriand la race française est l'opposée de la race corse, le Français incarne le Bien tandis que le terme 'Corse' est l'équivalent du Mal. La Corse devint l'empire mythique du Mal, qui ne donne le jour qu'aux êtres diaboliques. Etre corse - comme ce fait expliquerait d'une part tous les malheurs et toutes les décisions malheureuses d'un règne et, d'autre part le caractère négatif du personnage de Napoléon.

« En vain prétendrait-on que Napoléon n'est pas étranger... Buonaparte n'a rien de français, ni dans les moeurs, ni dans le caractère. Les traits même de son visage montrent son origine. La langue qu'il apprit dans son berceau n'était pas le nôtre, et son accent comme son nom révèle sa patrie. Son père et sa mère ont vécu plus de la moitié de leur vie sujets de la République de Gênes. Lui-même est plus sincère que ses flatteurs : il ne se reconnaît pas français, il nous hait et nous méprise... Et un étranger élevé par la charité de nos rois, et brûle de répandre leur sang ! Nous prîmes soin de sa jeunesse, et par reconnaissance il nous plonge dans un abîme de douleur! »²

En bref, les accusations de Chateaubriand ont atteint un tel degré d'injustice contre l'Empereur - et il faut accentuer qu'en même temps contre son peuple aussi - que tous les Corses se sentaient attaquées en personnes et leur autodéfense se liait avec celle de l'Empereur.

Psychologiquement il est fort facile de comprendre leur réaction : oubliant leur conviction politique, ils se groupaient lentement auprès de l'Empereur déchu. Ainsi, c'est exactement en Corse et à cause des attaques abominables des Français continentaux que la légende et le culte napoléoniens se sont présentés le plus tôt dans cette île et ont gagné de plus en plus de fidèles au fil du temps. En 1814, Pozzo di Borgo, l'ennemi irréconciliable de Napoléon, mais Corse, proteste contre les parties anti-corses de la brochure de Chateaubriand, et quelques années plus tard, en 1833, il offre une somme de mille francs pour l'érection d'une statue de Napoléon ! Ce changement nous montre parfaitement bien l'évolution de l'image de Napoléon parmi les Corses : même les ennemis, les plus acharnés s'inclinent devant sa légende et deviennent, plus au moins ouvertement, les serviteurs de son culte en Corse.

² F. A. de Chateaubriand, *De Buonaparte et des Bourbons, et de la nécessité de se rallier à nos princes légitimes, pour le bonheur de la France et celui de l'Europe*, Paris, Chez les Libraires Associés, 1814, deuxième édition, p. 19, pp. 51-52.

Après cette petite introduction par rapport à l'état d'âme des Corse pendant la période suivant la chute de Napoléon, l'on travaille sur la défense des écrivains corses concernant leur pays natal et plus ou moins explicitement Napoléon. L'on étudiera d'abord l'oeuvre d'A. de Pietri: « *Réflexions sur le peuple corse et sur quelques-uns de ses grands hommes* », parue en 1814. Ayant lu ce titre, l'on se trompait de penser toute suite à Napoléon...

A. de Pietri prouve l'amour des Corses envers la France : dès le règne d'Henri II, le destin de la Corse se liait avec celui de la France, les Corses ne songeaient donc qu'à appartenir à ce royaume. L'auteur met l'accent sur la collaboration historique de deux peuples : « *Cette noblesse a été chère à Henri II, à Henri IV..., elle a été chère au plus vertueux, et au plus infortuné des Rois : elle sera chère aussi à son auguste frère; elle pourra enfin respirer sous le sceptre de Louis XVIII.* »³

Comment pourrait-on donc condamner un peuple s'il était toujours ami de la France ?

L'on répète que l'on ne trouve aucun mot sur Napoléon dans le texte, mais d'une manière indirecte Pietri prouvait son amour - il était Corse !- pour la France et en énumérant les héros; les guerriers farouches, très courageux de l'île, l'on ne peut pas éviter de penser à Napoléon. Nous sommes en 1814 : en oubliant le nom de Napoléon sur la listes des héros corses, ce n'est qu'attirer l'attention des lecteurs sur cette lacune.

Un autre ouvrage nous donne l'analyse du problème corse dans cette situation historique bien difficile et ose déjà faire des allusions à l'Empereur déchu, sans tout de même mentionner son nom. Il s'agit de « *Etat actuel de la Corse* » de P. Pompei, paru en 1821 :

« ...la calomnie prépare, aiguise sans cesse contre lui (la Corse), ses armes perfides dans une foule de brochures, dans les feuilles périodiques ou quotidiennes, aliment nécessaire de la curiosité maligne ou désœuvré, et le nom même de Corse serait devenu une injure si, contre l'intention de ces écrivains, l'honneur n'était souvent le prix mérité de leurs attaques.

Il faut chercher les causes de ce déchaînement scandaleux de tant de haines et de fureurs mercenaires. »⁴

Bien sûr cette cause n'est que Napoléon et Pompei continuent à nous expliquer l'association de ce dernier, en temps qu'Empereur aussi, avec son pays natal :

« Ce n'était alors partout qu'un cri d'admiration, qu'un concert d'hymnes et de cantiques pour le héros et le héros et sa patrie étaient confondus dans les mêmes hommages.

Le colosse est tombé; nouveau Prométhée, il languit enchaîné sur le rocher de Sainte-Hélène, et l'aigle vaincu ne peut écarter les vautours qui s'acharnent sur cette grande proie. »⁵

³ Ibid. p. 34.

⁴ P. Pompei, *Etat actuel de la Corse. Caractère et moeurs de ses habitants*, Paris, Librairie Kleffer, 1821, p. 6.

On est en 1821, la mort de Napoléon s'approche, mais il est encore vivant. Chez Pompei l'on retrouve déjà les éléments de la légende dorée de Napoléon : l'image du martyr souffrant sur son rocher lointain. Le ton de sa présentation signifie un certain courage de sa part, stimulé aussi par sa propre identification – en tant que Corse – avec l'humiliation de son compatriote. De cette façon Pompei peut être considéré comme un des précurseurs de la propagation de la légende napoléonienne.

En France continentale, c'est seulement après la mort de Napoléon et surtout après l'apparition du *Mémorial de Sainte-Hélène* (1823), composé par Las Casas, que la légende dorée de l'Empereur prend son essor.

Pompei continue la défense des Corses qui, au lieu d'être un peuple sauvage, vindicatif et bien sûr barbare, serait, selon lui, une population courageuse et combattante, et si la vendetta est fort populaire parmi eux, cela ne s'explique que par le manque des institutions convenables. Cet auteur signale aussi la part de la responsabilité de l'Etat français qui devrait accepter la Corse avec ses traditions archaïques et sa culture différente et méditerranéenne, car – comme il répète – l'île est partie intégrante de la France.

L'année 1821 apporte la nouvelle de la mort de Napoléon : parmi les départements français c'est la Corse qui montre le plus sa douleur. Cette douleur est démontrée dans un autre ouvrage, « *La vérité sur les cent jour* » écrit par un Citoyen de la Corse, et paru en 1825, où il nous montre bien ce changement. Il ne s'agit plus seulement de la défense de l'Empereur déchu, mais de son éloge illimité. C'est l'image du demi-dieu martyrisé qui se manifeste :

« On a beaucoup écrit, et beaucoup trop écrit sur Napoléon : peu de plumes méritaient de parler de l'homme le plus colossal que les siècles aient produit...

Napoléon, ce prodigue de la victoire, ce prodigue des revers, cet homme des phénomènes, au-dessus des plus fortes dimensions connues jusqu'à ce jour ; lui, l'arbitre de l'Europe qu'il avait vaincue, NAPOLEON sur le trône ne fut point à l'abri des reproches, parce qu'étant homme il ne pouvait être infailible. Mais, sur le rocher de son exil, il n'est que des infâmes, la honte du siècle, le rebut du genre humain, qui aient pu insulter à sa chute et refuser des larmes à son auguste infortune. »⁶

Les Bulletins de la Direction Générale de l'Administration Départementale et de la Police de l'an 1821 nous prouve aussi l'engagement des Corses envers Napoléon : le culte de l'Empereur est déjà né, la légende est devenue trésor commun des Corses, malgré toute la volonté de la Restauration. Dans le Bulletin du 17 et du 18 août 1821 (le Préfet) l'on peut lire par rapport à la mort de Napoléon :

⁵ Ibid, p.7.

⁶ *La vérité sur...*, pp. 1-4.

« Département de la Corse est le seul des départements de la France où la mort de Buonaparte ait produit, comme il fallait s'y attendre, une sensation remarquable. Dans toutes les autres parties du Royaume, cette nouvelle a été reçue avec indifférence, et a donné lieu à très peu de commentaire, malgré les bruits d'un empoisonnement répandus par la malveillance, qui veut du surnaturel jusque dans la mort d'un homme extraordinaire. Tous les rapports sont unanimes à cet égard. »

Tout cela prouve que la Corse fut consciente de sa perte et allait garder le souvenir de son enfant, qui a donné tant de gloire et de grandeur à la France. Le rapport du colonel Bigarne, commandant de la Légion de Gendarmerie de la Corse, souligne aussi la douleur profonde des Corses, une douleur inconnue dans d'autres départements de la France :

« Bastia, le premier août 1821

Tous ceux qui eurent le plus à se louer des bienfaits de ce général, comme ceux qui avaient cru avoir à s'en plaindre, ont confondu leurs voix pour faire éclater qu'à aucune époque ce monde n'avait encore montré un génie si extraordinaire. On dit à cet égard : nous pouvons maintenant sans crainte nous abandonner à cette délicieuse pensée. La Corse seulement a offert ce prodige ! »

Il est vraiment curieux que ce soldat ait eu assez de courage de vénérer Napoléon dans un rapport destiné à Paris, ce qui montre l'influence ineffaçable de Napoléon sur l'armée.

En bref, toutes sortes de manifestation pour Napoléon sont interdites, la Corse se sent humiliée, dépourvue de sa gloire et de son héros national. Jusqu'en 1830 la situation ne change point, seulement l'avènement de Louis-Philippe met fin à ces "souffrances" et rétablit le culte de l'Empereur.

La suite: l'explosion des sentiments pro-napoléoniens. La légende devenue omniprésente dans l'île

Aucun département n'a salué avec autant d'enthousiasme l'avènement de Louis-Philippe que le faisait la Corse. Louis-Philippe en légalisant une sorte de culte de Napoléon – il faut accentuer qu'il ne s'agit que d'un culte "limité", englobant toujours des traits négatifs du règne de Napoléon – voulait en tirer profit en sa faveur.

Dès 1830 nous allons trouver le nom de Napoléon dans tous les numéros du Journal du Département de la Corse et, au fil du temps il devint son personnage central.

Dans sa proclamation, parue dans le Journal en 1830, Jourdan, le nouveau préfet de la Corse, ancien bonapartiste, accentue aussi le lien indéniable entre la Corse et son enfant prodigue :

« Habitants de la Corse,
Un Roi Citoyen, un Roi vraiment père de la patrie, LOUIS-PHILIPPE I^{er},
ROI DES FRANCAIS, a daigné de me confier l'administration de cette île,
fameuse par son ardent amour pour la liberté et la justice; qui enfanta tant
d'hommes célèbres, sans être épuisée ; et du sein de laquelle devait sortir le
GEANT de la race humaine... »

Ces phrases nous prouvent le changement de style du nouveau gouvernement : la réhabilitation est en marche, et la haine jusqu'ici étouffée contre les Bourbons s'enchaîne. Jusqu'à la mort du Duc de Reischadt, le culte de l'Empereur reste bien contrôlé et surveillé par les autorités. En premier lieu en Corse, bien sûr.

Le successeur légitime de Napoléon meurt en Autriche, en 1832 et le dynastisme napoléonien se trouve dépourvu de ses espoirs : donc le Journal, en annonçant cette perte, profite de l'occasion pour célébrer enfin l'Empereur défunt, d'origine corse...

Même s'il s'agit de l'enterrement de l'Aiglon : « *devant nous (les Corses), une seule image, grande, immense, dans nos âmes, le souvenir d'un seul homme; sur nos lèvres, un nom seul: NAPOLEON! NAPOLEON!* », c'est la première fois qu'on tombe sur ce type d'éloge de l'Empereur dans le Journal Libre de la Corse et dès cette période ce ton exalté sera toujours utilisé par rapport à n'importe quel sujet concernant Napoléon.

Dès 1833, la volonté d'ériger une statue de Napoléon – suivant l'exemple donné par Louis-Philippe – devient l'une des préoccupations de la Corse. La Corse s'enthousiasme : le pays natal de l'Empereur doit être paré de ces objets de culte. En même temps, cela signifie la réhabilitation de la Corse même, c'est-à-dire, au lieu d'être un lieu maudit au sein de la France, elle redevient le pays d'un héros, tout en regagnant sa fierté, sa dignité. Dans cette volonté unanime, Napoléon a réussi – après sa mort – de rassembler ses compatriotes.

Il faut souligner donc que Napoléon se trouve désormais au-dessus des partis politiques liés étroitement aux clans. Il s'agit désormais d'un martyr sacrifié pour la France, un demi-dieu familial, un personnage même des contes corses. La situation change : la France devra désormais protéger et bien respecter la Corse, car ce n'est grâce à l'enfant de cette dernière qu'elle est devenue une grande puissance.

En bref, la réhabilitation de Napoléon est terminée : il est reconnu comme héros, empereur et bienfaiteur de la France et même du monde. A partir du 1836 les articles contenant son éloge deviennent de plus en plus rares et ce n'est plus lui qui cause directement des problèmes au gouvernement de Louis-Philippe.

La fin: la légende de Napoléon au service de son neveu. L'aspect politique de la légende ou la phase d'incubation du bonapartisme

La fin de 1836 signale une nouvelle étape dans l'élaboration de l'image de Napoléon dans la presse : l'exaltation se termine, le Grand Homme est reconnu comme héros français, il se trouve dans la mémoire collective à côté de Charlemagne ou de Louis XIV.

Le nom de L'Empereur ne paraît – dans la plupart des cas – que par rapport à la souscription pour lui élever une statue. Les allusions faites sur l'Empereur se trouveront

désormais à la fin du Journal, ayant seulement un caractère de curiosité. Nous y trouvons donc les lettres écrites par Napoléon dans sa jeunesse, beaucoup d'informations sur les travaux d'Algajola, concernant la colonne destinée au monument élevé en l'honneur de Napoléon. Naturellement, les Corses sont en retard encore par rapport au versement de la somme nécessaire...

En outre de cela, les histoires concernant les scènes inédites de la vie de l'Empereur se multiplient, comme les principaux sujets des "Variétés" du Journal. Il nous informe toujours sur les membres de la famille de Napoléon : les legs du Cardinal Fesch, mort en 1839, enthousiasment les Corses et renforcent naturellement la fidélité envers Napoléon. Le numéro du 5 juin 1839 annonce la mort de Caroline Bonaparte, l'ex-reine de Naples, (comtesse de Lipona) à Florence : *« par cette mort, il ne reste plus aucune soeur de Napoléon : ses frères seuls ont survécus. Ce sont Joseph, l'aîné de la famille, Louis, Lucien et Jérôme. On se rappelle que les trois soeurs de Napoléon étaient: Elisa, Pauline et Caroline. »*

Le Journal énumère les noms de cette famille célèbre : pour la nouvelle génération ils ne sont plus évidents. Cependant sur les tentatives de Louis Napoléon sur la garnison de Strasbourg en 1836, puis sur celle de Boulogne en 1840, nous ne trouvons aucun commentaire dans le Journal.

Quelle est donc la relation entre le culte de Napoléon et le "bonapartisme" en Corse ? Bien sûr, le Journal ne nous donne aucune réponse exacte : il ne parle que du culte de l'Empereur. Tandis que la presse près du gouvernement ridiculise l'auteur de ces événements et la presse libérale, par contre, accentue le danger de ce point de vue; le Journal de la Corse n'a point d'opinion : comme en 1821, les rédacteurs du journal trouvent que c'est encore le silence qui est la réponse la plus adéquate aux événements.

L'on doit conclure qu'indépendamment de son comportement, le Journal avait sa part de responsabilité dans l'élaboration d'un bonapartisme sentimentale - pas de parti bonapartiste ! - en excitant la curiosité des Corses envers la famille des Bonaparte et en exaltant d'une manière presque illimitée pendant une dizaine d'années le culte de Napoléon. Comment les Corses pourraient-ils ne pas sympathiser avec le neveu, qui ne faisait qu'accentuer son lien familial avec son prédécesseur ? Cette sympathie sera évidente au cours des élections de l'an 1848, quand Louis-Napoléon décide de se présenter aux élections : sa victoire en Corse nous prouve la fusion du culte de Napoléon et du bonapartisme parmi ses compatriotes.

L'islam comme l'élément de l'estime de soi

István LÓKÖS

Université de Szeged –

Université d'Aix-en-Provence

La France commença la conquête de l'Algérie en 1830 pour plusieurs raisons, parmi lesquelles raisons directes et indirectes se mêlaient. Le *casus belli* fut l'offense du représentant de France, les raisons les plus profondes étaient la gloire tellement chère aux nations modernes européennes et les avantages économiques possibles.

La conquête eut pour résultat la colonisation totale de la terre nommée l'Algérie, l'établissement de la nouvelle administration française, la confiscation des terres des tribus, l'immigration des Européens.

Les autochtones devinrent « indigènes » dans le vocabulaire colonial, les habitants arabes et berbères du pays devinrent des sujets français, des « Français de deuxième classe ». Sujet français voulait dire que les obligations étaient les mêmes, quelque fois plus que celles des citoyens français, mais des droits, les sujets en avaient beaucoup moins. Le Code de l'Indigénat les humiliait tous les jours, leur appelant toujours leur situation inférieure.

Il n'y avait pas une conception française claire et réalisée, en ce qui concerne les autochtones. En fait, les intérêts des colons se manifestaient comme une conception cohérente, et se faisaient sentir par les Musulmans. La plupart des colons venait pour s'enrichir ou bien pour travailler dans l'administration comme fonctionnaires. Ceux qui s'acquièrent des terres cultivables voulaient valoriser la *terra incognita*, le pays des « sauvages ». Il résulte de cela que les colons n'avaient besoin des Arabes que pour le travail manuel, fatigant et ennuyeux. En réalité, ils ne voulaient pas avoir une intelligentsia musulmane autour d'eux, parce que leur société n'en avait pas besoin.

Leur communauté se distinguait nettement de celle des Musulmans. Ils habitaient les quartiers modernes, faits à la mode européenne, des villes, ils ne parlaient pas la langue des gens conquis, ils avaient un sentiment d'appartenance à la caste européenne, selon eux, supérieure à la race arabe.

La conception officielle, ou plus exactement, les conceptions officielles contenaient l'idée de la mission civilisatrice de la France. Cette mission avait pour but le relèvement des peuples moins développés au niveau des Français, de les aider à devenir riches, modernes et démocratiques. En Algérie, cette mission donnait lieu à la conception de l'assimilation.

L'assimilation signifiait tout simplement la francisation des Arabes musulmans, c'est-à-dire l'octroi de la langue française, la logique cartésienne, l'éducation moderne, la laïcisation, les idées de la révolution de 1789 et beaucoup d'autres valeurs qui, de première vue, étaient différentes des valeurs traditionnelles maghrébines. Voilà un exemple qui exprime merveilleusement la réalité de cette conception : les petits enfants arabes et berbères apprenaient dans les manuels que ses ancêtres étaient les Gaulois...

Cette conception fit faillite parce que l'éducation, le moteur de l'assimilation, ne répandait que sur les cinq pour cents des enfants musulmans. De plus, ceux qui réussirent, c'est-à-dire devinrent français dans leurs âmes et par leur culture, diplômes, croyances, mode de vie, etc., étaient refusés par les citoyens français et restaient des « arabes » pour toujours.

La Tunisie devint protectorat de la France par les deux conventions de 1881 et de 1883 et le processus historique était pareil à celui qui vient d'être dépeint. La grande différence venait du fait que ce pays, sur le papier, ne perdit pas son indépendance. Le souverain tunisien, le bey de Tunis gardait sa position, les habitants de son pays restaient ses sujets, donc les Français comptaient pour des étrangers en Tunisie. Mais la mission et les intérêts de la France étaient les mêmes qu'en Algérie.

Je cherche ici à répondre à la question suivante : comment une communauté, dans une situation historique, réagit-elle au sentiment d'être menacée et quel est le rôle de l'islam dans cette réaction ? La situation historique est la présence multiforme de la France en Algérie et en Tunisie depuis 1830 et 1881 laquelle influençait par plusieurs manières la communauté, c'est-à-dire les Musulmans algériens et tunisiens.

La colonisation réalisée au sens antique du mot, les investissements industriels, la réorganisation de l'administration et de l'éducation tous étaient les signes de la présence des Européens. L'hégémonie militaire, la prépondérance économique, l'avance dans le domaine des sciences naturelles contribuaient à la crédibilité de l'idéologie représentée par les Français.

Mais en quoi cette idéologie consistait-elle ? Naturellement, il est impossible de décrire par un seul mot le bouleversement intellectuel, les nombreuses idées différentes qui pénétraient la société française jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale, fin de la période examinée ici. Ce qui en arrivait, généralisé, aux Arabes maghrébins, avait deux tendances. L'une, bien accueillie par les Maghrébins, en était les idées de la grande révolution de 1789, et il les réclamaient dans le comportement et la politique des Français. Liberté, égalité, fraternité se complétaient de représentation nationale, droit de vote, démocratie. Ces idées étaient transmises par les écoles, les journaux, les discours officiels et les intellectuels. L'autre, mal accueilli, était le catholicisme transmis par les projets et campagnes d'évangélisation, l'organisation du Congrès Eucharistique de Tunis et la présence « des pères et des sœurs ».

En situation pareille, quand l'autre est le maître, quand un pays plus fort dirige le sort de la communauté, nous nous posons la question : qui sommes-nous ? C'est l'idée de la nation, examinée par maints chercheurs, qui peut y répondre. Des historiens ont analysé la formation des nationalismes maghrébins, les périodes et les circonstances du processus de cette formation. Mais il existe une autre question que les membres de cette communauté se posèrent aussi : que valons-nous ?

Regardant de leur point de vue, ils perdaient la direction de leur vie et du sort de leur peuple. C'est plus vrai dans le cas de l'Algérie et moins vrai en Tunisie. Il n'y avait pas de réel pouvoir politique entre leurs mains, leur pouvoir économique était insignifiant par rapport à celui des Français, ils étaient en retard dans les sciences. Tout ce qui leur restait était la langue arabe et la religion islamique.

Qu'est-ce que l'islam leur signifiait-il ?

Le rôle de la langue arabe est très important dans ce processus. La langue sépare et rapproche. Elle sépare de l'Occident, mais rapproche à l'Est. Elle est un instrument pour garder l'identité contre les Français et pour renforcer le sentiment de collectivité. Elle est, en même temps, un lien au Machrek, à l'Est arabe, renforce le sentiment d'appartenance à une communauté énorme, à celle des plusieurs millions d'arabes. De plus, l'arabe est important non seulement au niveau national, mais au niveau religieux aussi : le Coran fut révélé à Mahomet en arabe, cette langue pouvait ainsi jouer son rôle, analysé ci-dessus, de séparateur-rapprocheur autant dans le domaine de la religion qu'en ce qui concerne le sentiment national. Elle séparait de l'église catholique de langue latine et joint aux arabes de confession islamique. Elle était enseignée au niveau le plus bas, aux Kouttabs. Ainsi ses deux rôles se confondaient.

Deux formes de l'islam peuvent être distinguées au Maghreb. La foi populaire des marabouts se formait plus tôt et s'incorporait au folklore. Les fidèles de cette foi croyaient à la force de la baraka, bénédiction des hommes saints, à la force des amulettes, vénéraient les tombeaux. Cette forme de l'islam, en apparence, ressemble fortement au catholicisme populaire. Le marabout, l'homme saint regroupait autour de lui, par la grâce divine laquelle communiquait la bénédiction, les gens incompetents en théologie et ainsi pouvait-il les mettre sous sa direction.

C'est à ce phénomène que s'opposait, suivant les principes de Mohamed Abdouh et sous l'influence spirituelle directe de Rachid Rida, le mouvement réformiste dirigé par Ben Badis. En examinant les doctrines fondamentales de ce mouvement, nous pouvons voir qu'elles étaient déjà influencées par l'idéologie de la démocratie, elles mettaient l'accent sur le principe d'égalité qui existait naturellement dans l'islam et luttait contre la religiosité décrite ci-dessus des marabouts. Le fondateur du mouvement, le cheikh Ben Badis écrit de l'islam comme suit :

« Il décrète l'égalité absolue, au point de vue de la dignité humaine et des droits humains, entre tous les hommes sans distinction de races ni de couleurs ».

Concernant les confréries qui entouraient les marabouts :

« L'institution des confréries est une innovation. Elle n'existait pas aux premiers temps de l'islam. Elle est d'ailleurs basée sur des principes anti-religieux. Le sectarisme qui la caractérise se traduit par la soumission aveugle au marabout, à la famille du marabout, aux enfants du marabout, ce qui aboutit pratiquement à une exploitation éhontée, à l'asservissement total des esprits, à l'avilissement, à l'abrutissement et à tant d'autres maux. ».

La lutte contre ces maux faisait le programme des réformateurs à partir des années '30. Le signe des temps modernes était aussi que Ben Badis prenait pour important d'inscrire parmi ses doctrine celui-ci :

« L'islam honore et glorifie la raison, et recommande de baser tous les actes de la vie sur le raisonnement ».¹

Ferhat Abbas avait un avis similaire sur ce sujet :

« L'islam, c'est la démocratie subordonnée à la culture. Le savant, voilà le noble ; le génie scientifique, voilà l'homme supérieur ».²

Abbas donne une description comparative de l'époque antéislamique et de l'époque de l'islam :

« Hier, c'était les ténèbres, la loi du plus fort. Aujourd'hui c'est l'Ordre, l'Egalité, la Fraternité, la Grande Loi du Travail, le Culte de la Science, la Liberté ».³

L'on peut découvrir de ces citations un islam moderne qui absorbait les idées et les valeurs européennes auxquelles les Musulmans attribuaient la prépondérance européenne. Ils s'imaginaient l'islam comme une religion capable de répondre aux défis des temps nouveaux tout en restant la religion des Maghrébins. La critique des Oulémas faite sur les marabouts est importante parce que le mouvement réformiste montrait un chemin à suivre à ceux qui s'inquiétaient de la capacité d'adaptation de l'islam. En déclarant que la religiosité des marabouts était une hérésie, Ben Badis libéra les esprits de la superstition immuable par la modernité et remplissait la forme ancienne d'un nouvel contenu.

Ferhat Abbas était l'un des Algériens les plus francisés, mais il gardait son statut de sujet français. Il voyait, en cet islam rénové, la possibilité de devenir la base intellectuelle de la modernisation des pays islamiques et surtout de l'Algérie, et aussi de rester une base spirituelle pour garder soi-même.

Le sujet de la fierté

L'on peut répondre à la question « Que valons-nous ? » en répondant premièrement à celle-ci : De quoi sommes-nous fiers ?

Dans le cas du Maghreb, c'est le passé qu'on peut mentionner en premier. Les allusions au succès de la conquête arabe, à la civilisation splendide d'autrefois, aux actions militaires menaçantes l'Europe remplissaient de chaleur les cœurs des lecteurs de journaux. Les comparaisons faites entre la colonisation romaine et arabe du Maghreb leur démontraient que cette dernière était plus efficace à cause du fait que les Arabes conquièrent mêmes les âmes maghrébines. Cette conception était largement répandue au Maghreb entre les deux guerres mondiales.

¹ Colonel Bëtbeder : Le réformisme algérien. Thèse dactylographiée, 1947. Annexe, p. 87.

² Ferhat Abbas : Le Jeune Algérien, p.84. Editions Garnier Frères, 1981, Paris.

³ Idem, pp. 105-106.

Mais il y avait des gens qui ne trouvaient pas que le chemin du salut qui les aurait aidé de sortir de la crise fût les rêveries faites dans le passé. Tahar Haddad démasqua les rêveries de cette sorte dans sa pensée intitulée « Notre présent et notre passé ».

« Nous détestons notre présent autant qu'il nous déçoit. Nous aimons notre passé autant que nous trouvons en lui du soulagement qui calme nos douleurs mais ne les empêche pas de s'aggraver ».⁴

Haddad avait raison quand il fouettait ses contemporains parce qu'ils se sauvaient des problèmes du présent au passé. Mais la glorification du passé avait un rôle très important dans l'estime de soi : ils pouvaient s'apercevoir que la communauté des Musulmans avait créé quelque chose de glorieux, ils ne se sentaient pas de barbares, donc ils ne valaient pas moins que les Européens. En même temps, le passé glorieux transmettait un message aux gens de l'époque : ils peuvent créer une nouvelle, mais aussi glorieuse période qu'était leur passé.

La langue arabe et la religion islamique remplissaient les cœurs de fierté. Tant qu'ils considéraient l'arabe comme la plus belle et la plus expressive des langues, laquelle seule fût capable de transmettre le message d'Allah révélé dans le Coran, Abbas, qui n'était pas un croyant fervent et était élevé par la culture française, parlait de l'islam comme suit :

« L'islam c'est la croyance en Moïse et en la Sainte Bible ; c'est la croyance en Jésus, souffle de Dieu, et en sa Sainte Mère. Mais c'est un chrétien avec quelque chose de plus : la croyance à la prophétie de Mahomet. Comment alors espérer, par une conversion, une sorte de retour en arrière » ?⁵

Abbas n'était pas le seul à penser que le Musulman était plus que le Chrétien, c'est-à-dire l'islam était quasi plus développé que les deux autres religions monothéistes.

Le troisième élément de la fierté, élément changeant et attaché à la vie, était les événements politiques positifs au sein de l'oumma. Le combat de Kemal Atatürk pour la Turquie indépendante était un événement positif pour eux. Bien que, dans les cercles religieux, les sentiments se détournassent de plus en plus d'Atatürk, au début il était le symbole de l'indépendance acquise par les Musulmans, de la modernisation réussie et de la résistance efficace à l'Europe. C'était ce que tous les pays islamiques sous influence étrangère se souhaitaient. Ils se sympathisaient avec les succès des Turques, ils se les fixaient pour des exemples. L'autre pays était l'Arabie des Saoud, lequel tenait les lieux saints et gardait son indépendance. Les pèlerins maghrébins en puisaient de la force chaque année, parce que ce pays qui suivait l'islam puritain depuis l'alliance faite avec Ibn al-Wahhab pouvait être un exemple d'un pays réalisant l'islam « pur », donc capable de rester indépendant de l'Europe. Les leaders du mouvement réformiste des oulémas – l'autre nom du mouvement de Ben Badis – s'inspiraient de l'exemple saoudien. L'Egypte

⁴ Tahar Haddad : Les pensées et autres écrits. Introduction et traduction de Nouredine Sraïeb, 1984, p. 75.

⁵ Ferhat Abbas : Le Jeune Algérien, p. 95.

était également un exemple, à cause des réformes de Mohamed Ali et de son indépendance relative vis-à-vis des Anglais.

L'islam était non seulement une religion, mais toute une civilisation. Mais ces facteurs ne suffisaient pas à en faire l'instrument de la résistance. Elle se déroulait au niveau de la politique, mais la politique se servait de ces éléments.

La résistance

La résistance au niveau de la langue : nous pouvons faire une question politique du choix de la langue d'enseignement aux écoles. Que ce soit le français ou l'arabe ? La question appartient au moins tant au domaine de l'estime de soi qu'au domaine de la politique. La langue française dominait la vie économique. La peur se répandait en Tunisie que la nouvelle génération n'utilise le français dans son travail, lectures, et après un certain temps, en famille. Les Tunisiens pouvaient acquérir les sciences modernes en langues européennes, d'une part à cause du vocabulaire technique, d'autre part parce que les manuels étaient écrits en ces langues. Il fallait envisager le problème entre les deux guerres que l'arabe littéraire – faute d'écoles et des professeurs qualifiés – était de moins en moins parlé. Cela aboutissait à la dégradation de la langue, comme l'on disait à l'époque. Les Maghrébins s'opposaient à l'idée française de mettre un dialecte la langue de l'enseignement parce que, à long terme, cela aurait pu avoir pour résultat la décomposition de l'unité linguistique des Arabes. Le mouvement de Ben Badis essayait de résoudre ce problème par l'enseignement des enfants et des adultes.

Le niveau suivant de la résistance attirait peut-être le plus de passion. C'était la naturalisation. La naturalisation signifiait ici que les musulmans algériens et tunisiens devenaient citoyens français. Par conséquence de la naturalisation, le naturalisé devait accepter comme valable pour lui les lois françaises lesquelles différaient fortement, dans le domaine du droit de famille et du droit successoral, de la loi islamique, la sharia.

Comme nous venons de voir, il y avait, en Algérie, des citoyens et des sujets français, ces derniers étant les Musulmans. Ils devaient remplir tous les devoirs du citoyen, mais ils n'avaient pas tous les droits du citoyen. Avant tout, il leur manquaient les droits politiques. En Tunisie vivaient des citoyens français et les sujets du bey de Tunis. Ces derniers n'avaient pas, naturellement, les droits du citoyens français, mais ils payèrent aussi, pendant la première guerre mondiale, « l'impôt du sang » auquel ils se référaient souvent.

Du point de vue des Musulmans, la naturalisation entraînait la négation de la sharia, et le négateur de la sharia devenait, *par definitionem*, un renégat. Il entend de soi que le problème avait un aspect politique aussi, mais j'examine ici l'influence qu'il avait sur les sentiments humains.

Salah Ferhat écrivit un article dans un journal tunisien sous le titre « La naturalisation ». Il estimait que la naturalisation était un fiasco, parce qu'elle était dangereuse. Ferhat en énuméra trois raisons.

L'une est une raison politique, parce que la naturalisation *in extremis* aurait abouti à la disparition des sujets du bey tunisien. De point de vue social, elle était dangereuse parce qu'elle aurait pu diviser la société : il y aurait eu des Arabes « tunisiens » et « français »,

même au sein de la famille. Troisièmement, elle est dangereuse de point de vue religieux. Ferhat disait, se référant à Rachid Rida, que le Musulman naturalisé cesse d'être un Musulman. A la fin de son article, il fit une déclaration d'importance : « Plus que la question politique ou sociale, la question religieuse est donc la digue contre laquelle la naturalisation vient se briser ».⁶

Non seulement que l'apostat n'était pas enterré dans le cimetière musulman, son mariage était dissout, ses parents le renièrent, c'est-à-dire il était excommunié de la société, mais la commune de citoyens français ne l'acceptait pas non plus. On peut en lire dans un journal algérien, de l'année 1933 :

« Pour nous, naturalisés français, le meilleur remède, si ce n'est le seul, serait le suivant : que notre nouvelle famille d'adoption ne nous traite plus en parias, que nos nouveaux concitoyens nous accueillent avec un peu plus de bienveillance, que les autorités françaises aient pour nous les mêmes égards que pour les citoyens français d'origine européenne ! Est-ce trop demander ? Peut-être » !⁷

La naturalisation fit naître de l'antipathie des deux côtés, et les naturalisés le sentaient. C'est pourquoi il était important pour l'estime de soi de rester ce qu'on était, musulman, et de ne vouloir devenir quelqu'un d'autre.

Mais le manque de volonté à changer était dangereux aussi, surtout parce qu'il emmenait à la pétrification des opinions et des traditions, et les remuer passait pour l'attaque contre l'estime de soi et l'identité musulmane, même si le propagateur de la nouvelle pensée voulait améliorer la situation des musulmans.

Il ne fallait pas seulement lutter contre le catholicisme et les idées jacobino-laiques de la révolution française dans le domaine de la religion, mais contre l'esprit de traditionalisme aussi. Tant que le mouvement des Oulémas en Algérie y réussit, la vie de Tahar Haddad devint tragique en Tunisie. Voici comment Haddad décrit le phénomène où l'on abuse de la religion, au nom de la défense de l'identité :

« Aussi aimons-nous la *réforme* et détestons nous le *renouveau* pour préserver notre existence. Nous aimons l'*éducation nationale* et nous détestons les *sciences physiques* par crainte pour notre foi. Nous enseignons à nos enfants la *physique*, la *chimie* et l'*histoire naturelle* dans les écoles publiques, mais nous n'acceptons pas que ces matières leur soient enseignées à la Mosquée de la Zitouna de crainte qu'ils ne deviennent infidèles. Nous considérons la science comme un bien chez l'homme et comme un mal pour la femme de peur de perdre notre honneur. Nous imitons les Européens dans notre logement, notre nourriture, nos besoins et notre costume – à l'exception du port du chapeau –, nous achetons tous ces produits de leurs usines mais nous ne les imitons pas dans leur lettres et leur

⁶ La Voix du Peuple, le 08 avril 1933. « La naturalisation »

⁷ La Voix Indigène, le 28 juin 1933, « De Damas à Rabat »

pensée de crainte de nous assimiler à eux et de perdre notre indépendance. Nous réclamons une *constitution* pour le peuple puis nous nous tournons vers les siècles dorés de l'histoire des rois de l'islam. Nous vénérons le soufisme et nous interpellons Allah dans nos prêches par l'intermédiaire de ses hommes qui ont vécu, parcourant le monde, ou retirés dans une Zaouia vivant d'un peu d'eaux et de dattes, apprenant aux gens l'abjection du monde, le mépris de la vie et la prédisposition à la mort. Nous relevons ensuite la tête admiratifs et fiers à la face du monde entier de ce que la civilisation musulmane a édifié de grandes villes et de palais éternels ; fiers de ce que cette civilisation a apporté dans le domaine des sciences, de l'art et de la littérature attestant du degré de leur attachement à la vie... ».⁸

Amar Dhina rend bien l'opinion publique en comparant le mouvement des Oulémas algériens aux marabouts :

« Les marabouts sont, de par la tradition, des gens issus d'une origine exceptionnelle, c'est-à-dire descendant soit du Prophète, soit des saints de l'islam. Leur prestige réside donc, non pas dans leur valeur personnelle qui peut être nulle, mais uniquement dans leur origine. Ce sont donc des êtres sacrés aux yeux de la masse qui les vénèrent et les craint en même temps, à cause des pouvoirs surnaturels qu'elle leur attribue. Et les marabouts, très évidemment, ont tout intérêt à l'entretenir dans ses croyances. (...) Donc le marabouts est à l'opposé de l'intellectuel, et il serait parfaitement grotesque de la présenter comme un éducateur de la masse. (...) Ceci dit, nous estimons qu'entre marabouts et oulémas Mouslihin, il n'y a pas de comparaison à faire, quant à la valeur morale de leurs action respective. Si les premiers défendent par tous les moyens des intérêts exclusivement personnels qu'ils sentent menacés, les secondes luttent pour une cause plus noble, plus désintéressée, plus humaine : le relèvement spirituel de leurs coreligionnaires. C'est ainsi que nous comprenons leur œuvre et c'est pourquoi nous n'avons pas hésité à nous rallier spontanément à leurs idées ».⁹

Donc la religion jouait un double rôle : elle freinait, par son attachement à la tradition, la modernisation, mais, par le mouvement religieux réformiste, elle donnait une identité et renforçait l'estime de soi des Musulmans. Pensons à la devise algérienne : Islam est ma religion, arabe est ma langue et l'Algérie est ma patrie !

⁸ Tahar Haddad : op. cit. pp. 85-86.

⁹ La Voix Indigène, le 09 juin 1933. « L'évolution religieuse en Algérie »

A quoi sert l'islam ?

Cette devise montre à quoi servait l'islam compris au sens large. Ferhat Abbas, après avoir écrit qu'il avait plutôt la culture française que l'arabe, il écrit de l'islam que c'était sa « patrie spirituelle ». Cette belle expression, tellement caractéristique de Ferhat Abbas, exprime le sentiment de beaucoup d'autres. S'il n'y avait pas d'indépendance politique et économique, ils pouvaient toujours s'accrocher à la religion, au seul élément que les conquérants non seulement ne réussirent pas à vaincre, mais qui se renouvela et se renforça. L'accusation souvent répétée que l'alcoolisme, la prostitution et les maladies lesquelles y s'attachaient furent emportés par les Européens était bonne pour trouver une auto-définition : nous sommes ceux qui ne les acceptons pas. Ces maux n'existeraient pas, si l'on suivait nos normes morales. Le mouvement des Oulémas avait pour but le rétablissement de la moralité, et les oulémas enseignaient le peuple et lui fixaient des objectifs pour cette cause. Ceux qui étaient presque détachés de la base arabo-musulmane et s'eupéanisaient, ne pouvaient retrouver le chemin à leur société, à leur propre peuple que par la religion. Il y avait beaucoup, en dehors des naturalisés, qui acquièrent la culture française mais ne devinrent jamais vraiment Français. C'est leur situation, leurs sentiments qu'exprimait l'expression de la patrie spirituelle. Il s'agissait, dans leur cas, d'un attachement à une base culturelle.

Naturellement, ces idées contribuaient également à la formation des nationalismes maghrébins. Le mouvement apolitique des Oulémas, de par sa nature, ne put pas échapper à la politique, et la propagande des partisans de l'indépendance en Tunisie se servait adroitement de l'arme de la religion contre l'influence française.

La civilisation islamique était donc au Maghreb un outil à ce que les communautés musulmanes algérienne et tunisienne pussent se définir, en faire la base de son estime de soi et une arme efficace dans la lutte contre l'influence française.

Par rapport à la modernisation, nous posons la question si l'islam était contre la modernisation ou non, s'il en était la digue ou non ? Il faut distinguer la culture et les valeurs spirituelles et matérielles. Louis Massignon en parla dans une interview en 1925 et disait que les peuples colonisateurs seraient jugés par les colonisés non seulement d'après le développement matériel et technique réalisé aux colonies souvent à leur propre profit, mais aussi d'après la réalisation de leurs principes sublimes qu'ils proclament.

Maxime Rodinson a prouvé, dans un excellent livre, que les doctrines et la pratique islamiques médiévales n'étaient pas contre le développement capitaliste. Si l'on examine les programmes maghrébins, nous pouvons voir que l'islam est l'élément important de l'autodéfinition, mais il n'est pas le gardien de l'immuabilité. Mohamed Abdou voulait adopter tous les résultats scientifiques de l'Ouest, mais il ne mettait pas les doctrines dans les manuels dont le sens opposait à la vision du monde exprimée dans le Coran.

Tahar Haddad voulait émanciper la femme musulmane par plus de liberté personnelle et par l'éducation, mais son idéal n'était pas la femme européenne, il ne voulait pas que la femme musulmane s'eupéanisât dans sa conception du monde et ses mœurs.

Il se voit dans les programmes vraiment sérieux et constructifs que la culture technique et matérielle de l'Europe était fixée comme un objectif à atteindre, les idées et les réformes politiques lesquelles y étaient nécessaires s'apparaissaient également, mais les réformateurs de base islamique ne voulaient pas changer d'identité. Il s'imaginaient un développement organique, basé sur l'arrière-plan islamique et renforçant ainsi leur estime de soi, tout en gardant leur identité.

British Naval Policy in the Mediterranean 1935-1939

Balázs RÉTI
University of Szeged

After 1935, the Mediterranean had a major role in the policy of the the European great powers. There were three important naval powers in the area with significant interests and influences. In the 1930s Great Britain, France and Italy were dominant countries, they determined the political development in the Mediterranean.

Although England did not border on the Inland Sea, her fleet surpassed the strength of the two Latin powers, both in quantity and quality. The Mediterranean had a significant part in the British naval strategy from the 18th century. London occupied Gibraltar in 1704 and Malta in 1800, so these important bases assured the English naval mastery in the Mediterranean. In the 19th century Cyprus (1878) and Egypt (1882) came under the rule of Britain, and after the First World War the Empire occupied Palestine and other parts of the Middle East (Iraq, Transjordan).¹ After 1704 England stationed a permanent fleet with modern warships in the Inland Sea that was the famous Mediterranean Fleet, which became the symbol of the British military power in the area until 1967.²

Leaders of the English policy and the Admiralty insisted on the maintenance of the Mediterranean Fleet keeping three factors in view. The first was the significant trade with the Mediterranean countries and the defence of the British shipping. England had prosperous commercial relations with Spain, Italy Turkey, and Egypt from the 15-16th centuries.

The Mediterranean Fleet was an excellent instrument to secure the traditional continental balance of power, too. During the 18-19th centuries the employment of the naval forces, stationed in Malta, supported the South European policy of Great Britain on many occasions. In the Napoleonic Wars and later in the Eastern crises the use of the fleet had the result that neither France nor Russia could gain the ascendancy over the Mediterranean.

In the end, the Suez Canal (opened in 1869) gave a third role for the Mediterranean Fleet.³ This new waterway made the Gibraltar-Malta-Suez axis the most important strategical route of the British Empire soon. The canal connected the European waters

¹ The British also ruled the Island of Menorca (1708-1782) and the Ionian Islands (1814-1863) for a shorter period. Richmond, Herbert: *Statesmen and Sea Power*. Oxford, Clarendon Press, 1946. pp. 92-154 and p. 213.

² Famous Commander-in-Chiefs, Mediterranean Fleet: Sir John Jervis, Lord Horatio Nelson, Lord Collingwood, Sir John A. Fisher, David Beatty, Sir A. B. Cunningham. More information about the British Mediterranean Fleet: Pack, S. W. C.: *Sea Power in the Mediterranean. A study of the struggle for sea power in the Mediterranean from the seventeenth century to the present day*. London, Arthur Baker Limited, 1971.

³ Balázs Réti: *Szuez és a brit tengeri stratégia 1918-1940*. (Suez and the British Naval Strategy 1918-1939) In: *Dél-Európa vonzásában*. Pécs, University Press, 2000. pp. 249-255.

with the Indian Ocean. In the 18-19th centuries, owing to the British conquest, this ocean became a "Mare Nostrum" of England. India, regarded as the jewel of the British Crown, gave a real importance of the waterway since it made the communication with the Vice-Royalty more effective. The route across the Mediterranean was the main arteria of the Empire, because not only India did become faster accessible, but the Far East, Australia, New Zealand and East Africa were easier to reach as well.

Naval forces and relations in the Mediterranean

In the period between the two world wars the strongest naval power of the area was definitely Great Britain.⁴ Her fleet firmly guarded the entrances of the sea, Gibraltar on the west and Suez on the east. Malta was situated in the central basin, and this island was the main port of the Mediterranean Fleet. In the Eastern Mediterranean Egypt, Cyprus and Palestine made Britain's strategical position really strong.⁵

France was the second most powerful naval state in the area, her main colonies were in the western basin. The French ruled Algeria, Tunisia and Morocco. The triangle among Bizerta, Oran, and the greatest French naval base, Toulon was the fundamental ground of the Mediterranean strategy of Paris. The presence of France was strenghtened by Syria and Lebanon in the Levant.⁶

Italy had a favourable strategical position because of her central geographical location. Besides the Apennine Peninsula, she possessed the important islands of the sea, Sicily and Sardinia. Her colonial territories in Lybia, Dodecanese and East Africa were not valuable economically, but their strategical and political importance made them significant.⁷ Italy had the weakest economy among the Mediterranean great powers, she owned only 417.000 tons of warship displacement while France had 502.000 tons and Britain had 1.265.000 tons of it.⁸ Local naval force relations were much more favourable to Rome since Italy could concentrate her whole fleet in the Mediterranean while the French left a

⁴ About the relations of the great navies between the two world wars: Command Papers 2036 *Treaty between the British Empire, France, Italy, Japan and the United States of America for Limitation of Naval Armaments*. Treaty Series No.5. London, H. M. S. O., 1924.; Dénes Halmosy: *Nemzetközi szerződések, 1918-1945*. (International Agreements, 1918-1945). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, Gondolat Könyvkiadó, 1983. pp. 194-207.; Hall, Christopher: *Britain, America and Arms Control, 1921-1937*. London, Macmillan, 1987.; Roskill, Stephen: *Naval Policy Between the Wars. The Period of Anglo-American Antagonism, 1919-1929*. London, Collins, 1968.; Edwards, Kenneth: *Uneasy Oceans*. London, Rich and Cowan, 1939.

⁵ The best descriptions of the contemporary naval power relations in the Mediterranean: Slocombe, George: *The Dangerous Sea. The Mediterranean and its Future*. London, Hutchinson, 1936.; Edwards, Kenneth: *The Grey Diplomats*. London, Rich and Cowan, 1938.

⁶ Edwards 1939: op.cit., pp. 164-168 and 219-231.

⁷ Sándor Kürthy: *Az olasz gyarmatpolitika új útjai*. (New Ways of the Italian Colonial Policy) In: *Külügyi Szemle*, 1935. XII. évfolyam, 3. szám.; Etele Papp: *Az európai államok afrikai gyarmatpolitikája*. (Colonial Policy of the European Countries) In: *Külügyi Szemle*, 1935. XII. évfolyam, 4. szám.

⁸ László Erdős: *A Brit Államszövetség fegyveres hatalma*. (The Military Power of the British Commonwealth) In: *Magyar Szemle*, 1937. augusztus, XXX. kötet.

significant number of naval units on the Atlantic coast and the British had lots of responsibilities all over the world.

England did not take the Italian threat into consideration until 1935. There was quite a good relationship between Mussolini and Great Britain. The Italians did not want a conflict with the powerful Royal Navy, as they knew that Italy had a long undefended coastline. A possible war against England would have resulted with a total economic collapse in the country, which depended on sea trade. Thus Mussolini acknowledged the priority of Britain, however, he did not want to accept the lead of France in the Mediterranean. Italy wanted to reach a naval equality with Paris, even through great economic sacrifices. This was the ground of the naval armament race between the two Latin countries. The Italians were not able to reach the total equality, but in certain warship classes they obtained advantages. On 1st February 1935 the naval strength of the three great powers were the following (units under construction are in brackets):⁹

Warship class	British Empire	France	Italy
Battleships, battlecruisers	15 (-)	9 (2)	4 (2)
Aircraft Carriers, Sea Plane Carriers	8 (1)	2 (-)	1 (-)
Cruisers	51 (13)	20 (6)	24 (6)
Destroyers	161 (26)	70 (21)	94 (8)
Submarines	51 (9)	96 (15)	59 (8)

The British naval strategical plans worked out in the 1920s reckoned with the safe use of the Mediterranean route. In accordance with these plans, the main task of the Royal Navy was the defence of the mother country that was followed by the security of the British possessions in the Far East and the Pacific Ocean against Japan. After 1922 Japan behaved in a hostile way towards England that is why the British drew up the plans of the Singapore naval base.¹⁰ Singapore became the corner stone in the defence policy of the British Empire soon, however, the base itself was not ready until 1938. The most important role of the Royal Navy was to relief "the Gibraltar of the Far East" against a possible Japanese attack. The second largest British fleet was stationed in the

⁹ Command Papers 4817. *Fleets, the British Commonwealth of Nations and Foreign Countries*, February 1935. London, H. M. S. O., 1935.

¹⁰ More information about the question of Singapore: Command Papers 2083, *The Singapore Base. Correspondence with the Dominions and India*. London, H. M. S. O., 1924.; Woodburn Kirby, S: *Singapore, the Chain of Disaster*. London, Macmillan, 1971. Grenfell, Russell: *Main Fleet to Singapore*. Oxford, Faber, 1951.; Neidpath, James: *The Singapore Naval Base and the Defence of Britain's Eastern Empire, 1919-1941*. Oxford, Clarendon Press, 1981.; McIntyre, W. D.: *The Rise and Fall of the Singapore Naval Base, 1919-1942*. London, Macmillan, 1979.; Higham, Robin: *Armed Forces in Peacetime Britain, 1918-1939*. London, Foulis, 1962.; Lowe, Peter: *Britain in the Far East*. London, Longman, 1981.; Kennedy, Malcolm D.: *The Estrangement of Great Britain and Japan, 1917-1935*. Berkeley, University of California Press, 1969.; Louis, Roger: *British Strategy in the Far East, 1919-1939*. Oxford, Clarendon Press, 1971.

Mediterranean, because this fleet was considered suitable to fight in the Eastern Asian waters. On the other hands, these warships had to defend the sea route crossing the Suez Canal to Singapore. Naval units stationed in Malta had a main role because in case of emergency, they could be quickly redeployed either to the Home Fleet or the Far East. With regard to these plans the Royal Navy needed 28 days to reach Singapore from England via Suez. In case of closing the Mediterranean, the British warships needed more than 45 days to get their Far Eastern base.¹¹ With regard to the relief of Singapore it was very important to make this shorter Mediterranean route between England and East Asia absolutely secure.

The Italo-Ethiopian War

Far Eastern plans of the Admiralty took a friendly Italy into account and assumed that in case of war against Japan, Britain could abandon the Mediterranean without difficulties. During the Italo-Abyssinian crisis the previous good relations between London and Rome were deteriorated. The British Government decided to stand by the ideas of League of Nations and did not leave Ethiopia without international support. The Admiralty ordered the Mediterranean Fleet to leave the anchorage of Malta in September 1935 and the warships headed for the Levantine waters that were more protected from the Italian airplanes. Only Alexandria was capable of accommodating this size of fleet, so the Royal Navy was stationed here for almost a year. In 1935-1936, owing to the Ethiopian crisis, Alexandria became the main reservoir of the British naval forces. Warships arrived there to strengthen the Mediterranean Fleet from all over the world. By October 1935 the Admiralty ordered 8 battleships and battlecruisers, 2 aircraft carriers, 20 cruisers, 50 destroyers and 17 submarines in the Mediterranean waters.¹² The units of this great Armada had not enough place in Alexandria that is why more warships were stationed permanently at Gibraltar, Haifa and Port Said.¹³

The Admiralty carried out the orders of the government, though at the same time it could not understand the enthusiasm of the British politicians towards the ideas of the League of Nations. The admirals were thinking globally and rationally that is why they did not want to break with the traditional Italian friendship. England had not real interests in the landlocked Ethiopia. In the African country there were not important British investments, the often mentioned Lake Tana was not worth a war.¹⁴ It was indifferent to the British defence strategy whether Abyssinia was occupied by the Italians or not. The Admiralty did not want to sacrifice its warships and seamen, because they were needed against the more dangerous Germany and Japan. The defence of the British interests in the

¹¹ Marder, Arthur J.: *Old Friends, New Enemies. The Royal Navy and the Imperial Japanese Navy*. Volume I: Strategic Illusions, 1936-1941. Oxford, Clarendon Press, 1981. pp. 36-37.

¹² Edwards 1938: op.cit., pp. 145-158.

¹³ Pack: op.cit., pp. 133-134.

¹⁴ About the British interests in Ethiopia: János Melocco: *Mi van és mi lehet Abesszíniában?* (What is and what can be in Abyssinia?) Budapest, kiadó nélkül, 1935. pp. 10-11.

Far East and the North Sea diverted the admirals from the support of a war in the Mediterranean:

The strained relationship between England and Italy did not ease in the winter of 1935-1936. In March 1936 there was a significant change in the international relations. Hitler occupied the demilitarized Rhineland that is why an Anglo-German war seemed imminent. Leaders of the Admiralty were frightened since the bulk of the Royal Navy was concentrated in the Mediterranean while the North Sea remained unprotected in case of a German naval attack. The chiefs of the naval staff urged the abandonment of the fleet demonstration against Italy to relieve the warships for duty in the home waters.¹⁵

By May 1936 Mussolini conquered Ethiopia. Great Britain demonstrated her powerful fleet in vain, she could not divert the Italian dictator from the aggression. In July 1936 the Mediterranean Fleet left Alexandria and returned to his peacetime station, Malta. During the crisis, Britain could keep neither the Ethiopian independence nor the friendship of Italy. The Abyssinian conflict threw light on the military weakness of Great Britain in the Mediterranean. The British admirals knew that the state of the Royal Navy in 1935 would not have allowed them to fight a war with heavy losses. The Royal Navy, limited by the Washington and London naval treaties, was not able to cope with simultaneous challenges in different parts of the world. The Rhineland crisis proved that the English navy was not capable of lining up appropriate forces in the Mediterranean and the North Sea at the same time. In the first half of 1936 the fleet was concentrated in the Levantine waters, so there were not enough warships to defend the British interests neither against Germany nor Japan.

The appreciation of the Mediterranean

While as the result of the Ethiopian crisis the English geopolitical situation was steadily deteriorated, her position became better in the Middle East. Being frightened of the Italian expansion, Egypt was ready to give up the hostile attitude towards London, which was followed by the Treaty of Alliance between England and Egypt on 26 August 1936.¹⁶ This agreement secured the military control of Egypt and the Suez Canal for Great Britain. The harbour in Alexandria was very important, because it was the only naval base relatively far from the Italian air bases. The agreement contained the free use of Alexandria until 1944. During the international crises after 1936, the British Mediterranean Fleet was redeployed several times from Malta to the Egyptian city.

Owing to the Italian expansion, Greece, Turkey, Yugoslavia and Romania appealed to England for military help. With regard to the British defence strategy, especially the security of Greece and Turkey had a great importance.¹⁷ After the Montreux Conference in 1936, Ankara became the sole protector of the straits, so an appropriate support to

¹⁵ Gibbs, N. H.: *Grand Strategy*. Volume I, Rearmament Policy. London, Her Majesty's Stationery Office, 1976. p. 249.

¹⁶ Command Papers 5360. *Treaty of Alliance between His Majesty, in respect of the United Kingdom, and His Majesty the King of Egypt*. London, August 26, 1936. London, H. M. S. O., 1936.

¹⁷ Gibbs: op.cit., pp. 209-222.

Turkey was absolutely essential. Turkey got a major role in case of a war against Italy. The oil supplies of Italy depended on shipments from the Black Sea, closing of the straits would have easily stopped Mussolini's African war. In the 1930s, except of the three great powers, Turkey had the greatest military potential in the Mediterranean. It is also important to mention the role of the Soviet Union since England could neutralize the Mediterranean efforts of Moscow by the help of the Turks relatively easily.

Before the end of the Italo-Ethiopian war, there was an uprising among the Arabs in Palestine, which mandate territory was very important in the defence of the Suez Canal. The Arab-Jewish conflict endangered the security of the pipeline coming from Iraq to Haifa, so it could cause trouble in the fuel supply of the British Fleet. The Arab uprising did not finish until 1939, when the British strictly limited the number of Jewish immigrants to Palestine. In summer 1936 a civil war broke out in the western basin of the Mediterranean in Spain. Mussolini's intervention frightened the English admirals, they worried about the safety of Gibraltar. They were also anxious because of the rumours according to which Rome wanted to occupy the Balearic and Canary Isles. The trouble in Palestine and the Spanish civil war made the Mediterranean Fleet partly mobilized for two and a half years. The British warships had primarily humanitarian duties on the Iberian coasts, and they tried to protect the British merchant shipping against air and naval attacks of the fighting opponents.

The Anglo-Italian relations became worse in spite of the exchange of notes in 1937 and the agreements of 1938,¹⁸ and a war seemed inevitable between the two countries. In these circumstances the naval strategy based on the relief of Singapore, which was worked out in the early 1920s seemed to be unrealizable. Against this fact, the Admiralty was reluctant to give up the plan sending the main fleet to the East. The admirals felt the increased tension in the Mediterranean, so they decided to extend the period before of relief to 70 days, which was necessary for dislocating the fleet to the Far Eastern waters.

In the first four months of 1939 Germany and Italy made aggressive steps that basically changed the Admiralty's naval strategy. In April 1939 the Italians occupied Albania and after this event the British gave guarantees to the endangered Balkan states. These guarantees made the fulfilment of the original war plan of the Admiralty impossible.

The discussions between the English and French general staffs had a major role in the change of the priority order in the imperial defence. France was against the military obligations of the British in the Far East. First they planned to defeat Italy and after the victory in the Mediterranean, they wanted to settle up Japan. The English and French admirals agreed that the eastern basin of the Mediterranean would become a British sphere of responsibility and the defence of the western basin would belong to the French. By summer 1939 the English accepted the priority of the Mediterranean and the Middle East, so they renounced the Far East. The period before relief of Singapore extended first 90, later 180 days, therefore the eastern colonies and dominions of the Empire were left alone against a possible Japanese attack.¹⁹

¹⁸ Halmosy: op.cit., pp. 412-414 and 427-436.

¹⁹ Grenfell: op.cit., p 70.

In 1939 the Admiralty gave up an almost twenty years old conception and marked the Mediterranean as the most important area after the home waters. The British admirals hoped to knock out the weak Italian fleet in a blitzkrieg then send the relieved warships to the Far East. An immediate defeat of Italy became impossible because of the French collapse in 1940 and the German military support to Rome. Therefore in the first years of the Second World War the main battlefield of the British Empire became the area of the Mediterranean and the Middle East. Between 1940 and 1943 the Royal Navy suffered heavy losses to reopen the route across the Mediterranean. Ironically, when in 1945 the main fleet was sent to the East Asian waters through the Suez Canal, the war against Japan was actually over.

Movements of the Hungarian Estates and the Ottoman Empire at the Turn of the 17th and the 18th Centuries*

Sándor Papp
University of Szeged – Károli
Gáspár Protestant University,
Budapest

The developed states of Europe in the 17th and the 18th centuries, which often had fights of the estates, considered the distant Ottoman Empire a kind of ideal monarchy having a smooth government though sometimes it seemed rather despotic. Not only politicians engaged in everyday politics compared the two different systems. People in Europe always used to long for the unknown parts of the world where they thought everything was better and more human than in their own world. They imagined this exotic empire of the East as a romantic dream world. Let me refer to Goethe's famous poems entitled „*West-östlicher Diwan*”¹ which are about the dreams of a European about the undamaged East. Generations of Europeans have admired and respected the Eastern world. Diplomats working in the East had a different impression, e.g. Joseph von Hammer-Purgstall, who spent years (1789-1804) in the capital of the Ottoman state in Istanbul – Constantinople in those days – as the interpreter of the Embassy of his country, the Habsburg Empire. His monumental ten-volume History of the Ottoman Empire is perhaps unsurpassable. In the preface of the seventh volume he says that both the historian and the reader can have a sign of relief² as the era of fratricide, child-tax and the like, which would be unbearably cruel for a European, will soon come to an end and a much more human era of Ottoman history will arise when learning and art are supported. Gyula Lázár,³ who lived later, was the second to summarise the history of the Ottoman Empire in Hungarian after Sámuel Baranyi Decsi. In his compilation, passable in quality, he adds to the former thought – perhaps borrowed from Hammer – that in the new era mentioned above the military glory of the Ottomans was on the wane, and it could break through the thick clouds only on rare occasions and never again steadily.

During the course of its history Hungary accompanied the Ottoman Empire along its way from reaching the zenith of its power to its decline when it became the „sick man of Europe”. Due to the victory of Sultan Süleymân I over Hungarians and the successful

*. My archival and library research work has been supported by the following grants: OTKA F 030437 in 1999, the Grant by the Institution of Hungarian Culture in Vienna (Collegium Hungaricum), Bolyai Grant by Hungary (1998-2000), Count Kuno Klebelsberg Grant (a three-month research in Istanbul in 2000).

¹ Johann Wolfgang Goethe: *West-östlicher Diwan*. Baden-Baden, 1988.

² Joseph Hammer-Purgstall: *Geschichte des Osmanischen Reiches*. VII. Pest, 1. „Endlich kann der Schreiber und Leser osmanischer Geschichte freyer aufathmen von dem erstickenden Brodem der Blutfall.”

³ Lázár Gyula: *A török birodalom története*. Nagy-Becskerek, 1890.

fight of the Habsburg Empire against the Ottomans Hungary got stuck between the two great powers and naturally it drifted to both confronting sides.⁴ After Hungary lost its existence as an independent state members of the political élite standing on different sides hoped to achieve their own aims making use of the push forward of both conquerors. The Habsburg Empire had intended to annex Hungary for long, first of course through marriage. Integration to the Habsburg-ruled territories seemed much easier because the Habsburg Empire was a feudal state with a similar structure. The situation on the territory occupied by the Ottoman state was quite different. No former institutions were likely to survive there unless the partial function of the state survived in vassal status. In Hungarian history there have been numerous examples which show that local political forces can benefit from being under pressure by two sides. Discovering the interests of both great powers they can improve their position. It was especially true when the fight for a homogeneous empire started in the second half of the 17th century.⁵ It was lead by King Leopold I who later became the Emperor of the Holy Roman Empire. Hungarian nobility was always suspicious of any rule which intended to deprive them of their precious privileges e.g. to reduce their immunity from taxes. Their policy did not change for nearly a hundred years, i.e. whenever Vienna – rightly very often – took measures for the sake of the unity of the empire without regard to the interests of the Hungarian nobility they – having the support of the major part of smaller nobility – did not shrink from asking for the protection of the Ottoman Empire which was regarded as the „original enemy”.

Due to the absolutist efforts of the Habsburg Empire and also to counter-reformation Hungarian feudal society conflicted the Court in Vienna by the second half of the 17th century.⁶ At the end of the 17th and at the beginning of the 18th century there were five movements against Habsburg rule, which were conspiracies, armed uprisings or a long war of independence. They have one thing in common: sooner or later all of them established contact with the Ottoman Empire.

The formula is the following: the Hungarian nobility who protected their privileges against the absolutist state and also their Protestant religion against the revival of Catholicism tried to get under the protection of an empire which was considered as a kind

⁴By this I mean the Northern and Western parts of Hungary, which were in the sphere of interest of the Habsburg Empire. It was called the Hungarian Kingdom with Pozsony (Bratislava) as its capital. And I also mean Transylvania, which was the remnant of Hungary ruled by the rival king, János Szapolyai. From 1541 on this territory was held by his son who was appointed by the Sultan. And in 1570 he was the head of the state, which was declared independent, and by this state we mean Transylvania and not the abovementioned Hungarian Kingdom. In this year the Habsburg king, Maximilian and king János Zsigmond signed an agreement according to which from then on only the former could bear the title of a king and the latter could bear the title of „Princeps Transylvaniae”.

⁵Pálffy Géza: *A tizenhatodik század történelme*. Budapest, 2000. 102-104.; R. Várkonyi Ágnes: *Három évszázad Magyarország történelmében*. I. 79-81.

⁶Ágoston Gábor – Oborni Teréz: *A tizenhetedik század története*. Budapest, 2000. 202-210.; The best summary of the history of feudal movements is perhaps – and I have drawn much upon it –: Benczédi László: *Rendiség, abszolútizmus és centralizáció a XVII. század végi Magyarországon (1664–1685)*. Budapest, 1980.

of ideal state by European absolutism. The formula is even more complicated if we remember that the religious and cultural background of the Ottoman Empire, being a multinational state with several religions on its territory, was very different from the Hungarian one. In the Ottoman Empire the Islam was the frame and the legitimacy of the political and military power. What did the Ottoman Empire think of the Hungarian request? A state with a completely different structure organised in the spirit of Muslim imperialism, a state, which had no knowledge of the inheritable character of feudal estates and acknowledged the inviolability of private property only in a highly restricted way. The aim of this study is not to describe the Ottoman-Hungarian-Habsburg connections of the era in question but to discover if the Ottoman ruling élite could really understand the political motives of the request of the Hungarian nobility.

We do not have diaries or recollections of the politicians of the Ottoman state. There are economic records among the sources in the archives of the Ottoman Empire. You can rarely find documents with political contents or documents reflecting the opinion of people who made decisions.⁷ That is why I am going to rely upon contemporary narrative sources. I have studied three works: Findıklılı Mehmed Ağa: *Silahdâr tarihi*. (History of Silahdâr);⁸ Mehmed Râşid: *Târih-i Râşid* (historic work of Râşid);⁹ Defterdâr Sâri Mehmed paşa: *Zübde-i vekayîât* (The Essence of Stories).¹⁰ The above authors spent all their lives or the major part of it serving the Porte. Their opinions reflect the attitude of the Turkish political élite of those times. I always took the opportunity of contrasting data of sources with those of documents and drew different conclusions whenever it was possible.

⁷The best source of most confidential information, the writ of the Grand Vizier addressed to the Sultan is: Fodor Pál: *Szultán, birodalmi tanács, nagyvezír. Változások az oszmán hatalmi elitben és a nagyvezíri előterjesztés kialakulása*. In: *A szultán és az aranyalma*. Budapest, 2001, 45-66.

⁸Silahdâr Findıklılı Mehmed Ağa: *Silahdâr tarihi*. I-II. İstanbul, 1928. The author was originally called Hocazâde Mehmed ağa, who was born in December of 1658 and died in 1723. He had the title of Findıklılı, which was the name of a suburb of Istanbul where he came from. He spent all his life working for the Porte where he was first appointed *süflî baltacı* (halbeldier of yellow, sulphur like colour) then *bostancı* (gardener), *şeferli, bülend agası, çokadâr* and finally *silahdar* soon before he retired. Franz Babinger: *Die Geschichtsschreiber der Osmanen und ihre Werke*. Leipzig, 1927.253. (Later to be referred to as GOW)

⁹Mehmed Râşid: *Târih-i Râşid*. I-VI. 1282. İstanbul, The author is from Istanbul. He was born the son of a cadi called Molla Mustafa who came from Malatya. He used to study in the capital then he entered the position of the historiographer of the empire. He had worked in this position until he was recalled in 1721 and then he became the cadi of Aleppo. When he was sent as the envoy to Persia he was already the cadi of Mecca. From 1730 on he was the cadi of Istanbul then he became the *kadiasker* of Anatolya. He died in 1735 in Istanbul. The chronicle written by him was the continuation of Naima's famous historic work. GOW, 268-269.

¹⁰Defterdar Sâri Mehmed Paşa: *Zübde-i vekayîât. Tahlil ve metin*. (1066-1116/1656-1704) Published by: Dr. Abdulkadir Özcan, Ankara, 1995. 124. Türt Tarih Kurumu; in the foreword of the publication a fact, which is most interesting for us, is mentioned, i.e. he had worked for the Porte from a very young age, first in the (an office which keeps record of estates) in *Ruznâme-i evvel* then he held the position of defterdâr seven times. In his last position he used to defend Selânik (Thessaloniki) until he was taken to the scaffold. Pages XVII-XXXII. from the foreword of the above publication.

The first event to be examined is the so-called *conspiracy of Palatine*, which was started by Palatine Ferenc Wesselényi. The Peace-treaty of Vasvár was signed after the victory of the Habsburg army in 1664. But as Hungarian interests were not considered at all the contemporary Hungarian politicians were so indignant that they started to organise a conspiracy. Sarı Mehmed paşa talks about the Wesselényi movement in 1092 (1681). It says that it was customary for rich Hungarians who used to own countries e.g. the Zrínyis and the Batthyánys to meet in Vienna on the birthday of Jesus. In the year when the Ottoman Empire besieged Candia on the island of Crete (H.1078/ K.1667–1668), Hungarians celebrated the holiday in the court of Emperor Leopold, who asked them to forsake their faith and to accept Catholicism. It was to be feared that they would be executed if they refused to do so. As they did not dare to refuse the request they mentioned that they had to consult other Hungarian nobles, so they returned home. Then they agreed that they would turn to the Ottoman Porte. They declared that they accepted the authority of the Porte and they refused the emperor's request. Peter Zrínyi's man arrived at Banja Luka, Bosnia with presents. As Köprülüzâde Fazıl Ahmed paşa was busy besieging Candia the legate was kept waiting and he finally died there. Therefore they could not help the Hungarians. At the same time Batthyány (Bakánoğlu instead of Ferenc Frangepán by mistake) who revealed the plot and also divulged it to the emperor himself was imprisoned. Leopold was indignant. Many of the organisers restored their loyalty to the emperor who deprived the disloyal ones of their property. The children of Péter Zrínyi could keep only one castle in possession. Governors were appointed to the rest of the castles.¹¹

It is obvious from the above that the author mixes up the combination of the palatine with the armed uprising which followed it and the execution of Ferenc Nádasdy, Péter Zrínyi and Ferenc Frangepán in a summary manner. It is especially remarkable that the Ottomans did not understand the religious matters of the Hungarian aristocracy.

Silahdâr begins treating the era with categorising the Hungarian population according to religion. He divides it into two parts; first of them are fetishists (*putperest*); others are non-fetishists (*puta tapmaz*). The editor of the chronicle put it in the footnote that the former are Catholics the latter are Protestants.¹² Unfortunately you can still find this simplification in present day Turkish special literature according to which the anti-Habsburg opposition of nobles were all Protestants.¹³ Even historians who know Hungarian special literature very well share this opinion, e.g. Tayyib Gökbiğlin who touched upon the Thököly and Rákóczi wars of independence in two of his studies.¹⁴ It is generally known that the leaders of the movements who were aristocrats were

¹¹Defterdar Sarı Mehmed Paşa: *Zübde-i vekayiât*, 124.

¹²Silahdâr I., 741.

¹³Prof. Dr. Yaşar Yücel – Prof. Dr. Ali Sevim: *Türkiye tarihi*. 3. Ankara, 1991. 173.

¹⁴Tayyib Gökbiğlin: *Rákóczi Ferenc II. ve osmanlı devleti himayesinde Macar Mülteciler*. In: *Türk - Macar kültür münasebetleri ışığı altında II. Rákóczi Ferenc ve Macar mültecileri; Thököly İmre ve Osmanlı - Avusturya ilişkilerindeki rolü. Birinci ölüm (167-1682)*. Symposium on Rákóczi Ferenc II and the Hungarian Refugees in the Light of Turco - Hungarian Cultural Relations (31 May – 3 June 1976) University of İstanbul, the Faculty of Letters. İstanbul, 1976. 1-17.; 180-210.

predominantly Catholics and only the majority of members of smaller nobility were Protestants.

It is remarkable that Sarı Mehmed paşa, when talking about the movement, uses a notion not used in Hungarian language in those times. He calls the part of Hungary west of Transylvania „Orta Macar” i.e. Central Hungary. By this he means that there used to be a geographical and political unit under Hungarian rule, which was situated between Habsburg Hungary and Transylvania. Parts of Hungary under Turkish rule were not considered part of the Hungarian state although geographically, of course, they were.¹⁵ Present day Turkish historiography derives first of all from the work of İsmail Hakki Uzunçarşılı (volume III/2, first publication: 1954).¹⁶ He relies mainly on the works of Silahdâr Mehmed ağa and Râşid besides documents. In his opinion during the reign of Leopold I. Hungarians were subject to heavy oppression from the point of view of governing the state and the freedom of religion. The Protestant part of the population felt insulted in its religious and national feelings. The rebels turned to France first but their request was turned down. According to him the movement was the result of religious conflicts and the members of the two religions of Hungary started to fight. Only the name of Ferenc Nádasdy is mentioned as the one who informed the court about the rebellion and who was executed later.¹⁷ The sources above and the elaboration do not mention the way the Wesselényi movement wanted to regulate its relations with the Porte.

The Hungarian movement was the trump card of the French king Louis XIV against Leopold I so that the latter would not dare to help the Spanish who had a hold on Flanders, which the former was preparing to occupy. As soon as the French got to know that Leopold I. did not enter the war they broke off negotiations with Hungarians.¹⁸ As France was reluctant to help the group of forces with pro-Turkish policy became stronger and from then on the Ottomans were the only international relation of the movement. Wesselényi's letter of 27th August 1666 contains the programme of the Turkish alliance (or rather submission). This document contained the instructions for the envoy of Transylvania sent to the Port. It was the first attempt known by me when the Hungarian party presented its wishes in a draft of treaty (*'ahdnâme*) in the form of a letter to the dignitaries of the Porte. One of the paragraphs says that Hungary is ready to pay taxes if its wishes are accepted. Palatine Wesselényi stipulated a tax of maximum one thousand thalers and the amount of the tax would have become less proportional to the conditions the court of the sultan had been able to offer. The taxes on parts of Hungary under Turkish rule, which were defined earlier, would not have changed and the Ottomans would not have interfered in the possessions of the nobility, and also in carrying of arms and migration. (If you read the draft it is clear that nobles who had their estates on the borderline with the territory under Turkish rule basically supported the movement and they wanted to secure their position.) They also demanded that in return for paying tax the

¹⁵Fekete Lajos: *A hódoltság-kori törökség Magyarországra vonatkozó földrajzi ismeretei*. I. Hadtörténelmi Közlemények 31 (1930) 6-7.

¹⁶*Türkiye tarihi*. 3. 173-174.

¹⁷İsmail Hakki Uzunçarşılı: *Osmanlı Tarihi*. III/2. 73-74.

¹⁸Benczédi, 1980. 18.

Porte should not interfere in the country's internal affairs and it should not encroach upon the liberties and the customs of the people. It also must not obstruct the election of the king and it must not force the country to make war without its consent. They wished to call the money they would pay not a tax but a present as, it was customary in the Habsburg Empire (the sum of thirty thousand gold coins paid to the Porte annually in the 16th century was called „Ehrengeschenk”).¹⁹ Wesselényi wished that the sultan should be called the patron of Hungary and not its lord in the draft-contract.²⁰ I believe that the analysis of the conditions above is very important when we try to have a better understanding of the relationship between the Hungarian feudal movements and the Porte. Although it is not clear yet how the above draft is related to the similar drafts at the turn of the 17th and 18th centuries but it is sure that it was related to the *'ahdnâme* of the sultan given to Imre Thököly and to the similar drafts occurring during the Rákóczi war of independence.²¹

The relation between the Ottoman and the Habsburg Empire was settled after the Peace treaty of Vasvár. Having signed the commercial contract and having founded the *Handelskompanie* it was in the interest of the Habsburg Empire to maintain peace, which was the main condition of profitable commerce. When Hungarian nobility wanted to

¹⁹Ernst Dieter Petritsch: *Tribut oder Ehrengeschenk? Ein Beitrag zu den habsburgisch-osmanischen Beziehungen in der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts*. Ein Beitrag zu den habsburgisch-osmanischen Beziehungen in der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts: Archiv und Forschung. Das Haus-, Hof- und Staatsarchiv in seiner Bedeutung für die Geschichte Österreichs und Europas. Wiener Beiträge zur Geschichte der Neuzeit 20 (1993) 49-58.

²⁰Deák Farkas: *A bíjdosól levéltára*. Budapest, 1888. 227-232.; Benczédi, 1980. 20.

²¹See the detailed analysis of the *'ahdnâme* given to Thököly later. The instructions for János Pápay, the envoy of the Prince sent to the Porte originated from 26th or 27th October 1705, from the period of the War of Independence. His task was to make a contract with the Ottoman Empire. A draft-*'ahdnâme* consisting of five points was compiled by Rákóczi's secret chancellor. Benda Kálmán - Esze Tamás - Maksay Ferenc - Pap László (prepared for the press by --): *Ráday Pál iratai 1703-1706. Rádai Pál iratai I. (later to be referred to as Rádai I.)* Budapest, 1955. 449. Akadémia K. The second trial of the Hungarian rebels to enter into alliance with the Porte took place in spring of 1709. Then they presented a draft for an *'ahdnâme* consisting of ten points but they were not successful this time either. Thaly Kálmán: *Történelmi naplók (1663-1719)*. Budapest, 1975. 252-256. MHHS XXVII.: The draft made by the chancellery: *Dunamelléki Református Egyházkerület Levéltára. Ráday család levéltára. Rádai I. Pál iratai. Kancelláriai iratai. Külpolitikai iratai. IV. d/2-13. (Diplomáciai kapcsolatok a török Portával. 1703-1710.) (The Archives of the Danubian District of the Hungarian Reformed Church. The archives of the Rádai family. The documents of Rádai I. Pál. His chancellery documents. His documents about foreign policy. IV.d/2-13. (Diplomatic relations with the Turkish Porte. 1703-1710.) (later to be referred to as Rádai 1t. IV. d/2-13.) No. 10 document p.49-51.; The points of the *'ahdnâme* launched in December of 1687. for the estates of Transylvania: Arhivele Naționale ale României, Direcția Generală, Documente Turcești (ANR DG-București Doc. turc.) XXIX/2362. Its publication: Tahsin Gemil: *Relațiile Țărilor Române cu Poarta Otomană în documente turcești (1601-1712)*. București, 1984. 374-376.; BOA (İstanbul) Divan-i hümayun Nâme defteri 5. 14-17.; Ahmet Refik (Ahmed Refiq): *Memâlik-i 'Osmâniyede král Rákóczi ve tevâbi'i (1109-1154)*. İstanbul, 1333(H)11-14.; Gemil, 1984. 376-378.*

submit to the Ottoman Empire their main aim was self-defence and to secure their survival.²²

The next period to be examined is the period of Kuruc²³ attacks (it is the period of the insurrection led by Imre Thököly and Ferenc Rákóczi at the turn of the 17th century). Then many people fled to Transylvania because several Hungarian aristocrats – rebels – were executed and their property was confiscated and because of the abuse of the Habsburg troops. These refugees soon started an armed movement against Habsburg rule. Armed fight all over the country began only then. The Turkish chronicles mentioned above do not speak about these events and they underline the importance of Imre Thököly already then when he did not participate in the events yet. Silahdâr does not mention Thököly's father, István by name but he uses a mis-spelt form DWDWQ, which may be the distorted form of the word „*ductus, duca*” (leader, prince in Latin and in Italian). Believing that so-called “Orta Macar (Central Hungary)” had always been an independent territory he refers to István Thököly as its king. He is well-posted about the fact that the family gained its fortune from commerce (the word horse-dealer is used instead of cattle-dealer) and the centre of their estates, the town of Késmárk (Kežmarok, Kásmark) is mentioned.²⁴ In Turkish letters written to Thököly „of Késmárk” as a title of nobility is often used.

According to Silahdâr it was the Hungarian refugees who asked Thököly to be their leader under the leadership of, who they could protect themselves against Habsburg troops.²⁵ In Turkish special literature, relying on their chroniclers, they mention²⁶ that Thököly applied personally to the beylerbeyi of Borosjenő asking the Porte to recognise Upper Northern Hungary as its vassal state like Transylvania. Uzunçarşılı says that the request was refused only because Kasım paşa had a bad impression of Hungarians; he considered them unreliable. The above author talks about another trial in 1675. Then, supposedly, the envoys of Thököly reached Istanbul but the Turks refused them again.

I do not know if Thököly really had a hand in sending envoys again in the summer of 1671 but it is a fact that people seeking refuge from Habsburg revenge did send envoys to the Porte. The envoys asked for an auxiliary army of five thousand soldiers. Hungary was ready to pay a tax of fifty thousand thalers a year and to submit to Turkish rule. This time the Turkish government answered. The sultan promised patronage and advised them to turn to the paşa of Buda to talk about the details. But the refugees were not given direct military help. The Porte was about to fight the Polish Republic of Nobles. The cause of the conflict was the Cossacks who lived on the Western territory of Ukraine. They wanted to secede from Poland and they accepted the authority of the Sultan.²⁷ Soon Doroshenko

²²Benczédi, 1980. 20.

²³The word of *kuruc* (read kuruts) means in Hungarian a soldier, who revolted against the Habsburgs at the turn of the 17th and 18th centuries.

²⁴Silahdâr I. 742.; Uzunçarşılı III/2. 74-75.

²⁵Silahdâr I. 742.; Uzunçarşılı III/2. 75.

²⁶Gökbilgin, 1976. 3.

²⁷Benczédi, 1980. 58.; It must be remarked that the Cossack ataman, Doroshenko accepted the authority of the Sultan and the state of being the vassal of the Turks. To a certain extent it was a situation similar to the movement of the Kurucs who fought against the Habsburgs. I have not yet found any facts to prove if the Kurucs looked upon the movement of the Cossacks as an example.

put his country under the protection of the Russian tsar, which was the cause of another war. Vienna was very upset about the peace negotiations between the Russians and the Turks and also because the Porte did not intend to confirm the lapsed Peace treaty of Vasvár.²⁸

It was obvious that the Ottoman Empire did not want to help the refugees therefore on their meeting at River Kraszna in 1679 they regarded it important to have freedom of religion but they did not insist on submission. This is why Mihály Teleki the captain of Kővár castle, the trusted man of Mihály Apafi, the Prince of Transylvania, requested Thököly to remain faithful to the Sultan because he believed that Turkish military help would be given after the peace treaty with the Russians.²⁹ Apafi asked the paşa of Várad to accept Thököly instead of Pál Wesselényi as the leader of the refugees³⁰ already on 6th October 1679. After a negotiation with a *çavuş* in February of 1680 Thököly tied his future life together with the Porte and it was bound with the strongest ties.³¹ The Russian-Turkish peace treaty signed in Radzin (11th February 1681) was the decisive turn. In March of 1681 "Csonka" Mehmed bey appealed to Thököly. It was then that the Kuruts general wrote his famous vow to Ibrahim, the paşa of Buda: „Even if everyone becomes a „labanc” (Habsburg loyalist) I will be faithful to the Sublime Porte, I will never betray it.”³²

It is the evidence that Uzunçarşılı is not accurate when saying that Thököly's request was answered by the Porte only in the summer of 1682. The Porte recognised the Kuruts king, who was at the zenith of his power, the Prince of Central Hungary in a letter of appointment of the sultan (*berât-i hümayun*)³³ and in a letter of contract consisting of 14 paragraphs (*'ahd-nâme-i hümayun*).³⁴ The latter document – although its translation was

However the fact that both of them used the same solution to their problem shows that there must have been some kind of relationship between them. And the Porte itself had a similar policy when treating the Kuruts and the Cossack question.

²⁸GOR VI. 1830. 360.; Eudoxiu Hurmuzaki: *Fragmente zur Geschichte Rumänien*. III. Bucureşti, 1884. 322-323.; Benczédi, 1980. 98.

²⁹Benczédi, 1980. 111-113.; Gerdely Sámuel: Teleki Mihály Levelezése. (TML) VIII. Budapest, 1926. 518.

³⁰Szilády Áron – Szilágyi Sándor: *Török-Magyarkori Államokmánytár* (TMÁOT) VI. Budapest, 1871. 72.

³¹"*ha Isten után az török fegyvere minket haza nem viszen, az én itiletem szerint keresztény királyok alkalmatosságával vékonyan remélhetni szabadulásunkat....[...if we can not get home with the help of God or with the help of Turkish arms I believe that there is hardly any chance of it with the help of the Christian kings]*" Deák Farkas: *Thököly Imre levelei*. Budapest, 1882. 114.

³²"*En mindazonáltal, ha mind labanccá lesznek is, s csak egyedül maradok is, a Fényes Portához való hűségemben ... mindvégig állhatatosan megmaradok, attól el nem szakadok.*" MOL. Esterházy nádor iratai, 674/6609. Quoted by: Benczédi, 1980. 114.; About the visit by the Mehmed ağa (Csonka bég): Angyal Dávid: *Késmárki Thököly Imre*. Budapest, 1888. 232-233.

³³ÖStA HHStA Türkische Urkunden 26th July- 23rd August 1682./1093. The Muslim month of Şaban, German translation: GOR VI. 731-732.

³⁴Göttingen, Turcica 30. 51v.-52v.; Zdenka Veselá-Přenosilová: *Quelques chartes Turques concernant la correspondance de la Porte Sublime avec Imre Thököly*. Archiv Orientální (AO, Praha) 29 (1961) p. 553-556. és 566-568.; Ahmet Refik: *Türk hizmetinde kral Tököli Imre (1683-*

available in Hungarian archives – escaped the attention of researchers. It was supposed that the document of appointment issued by Hammer-Purgstall was the so-called *'ahdnâme* (treaty) of Thököly. The part of the document written in Turkish was not taken notice of by Hungarian researchers. Zdenka Veselá-Přenosiřová published its original text in Arabic and its translation into French.³⁵

The relation between Central Hungary lead by Thököly and the Ottoman Empire was co-ordinated in 14 paragraphs in the following fields:

The first subject is the legitimacy of power i.e. who inherits the power in case Thököly dies. Thököly, who „*was working hard for the interest of my empire and who was always sincerely faithful to it*” was under the protection of the Sultan. The document emphasises that the Kuruc king is related to the family of Gábor Bethlen who occupied and annexed important territories to Transylvania in the first third of the 17th century. And he was able to achieve it with Turkish support. We get to know from the document that the Sultan takes the same measures in case of the king of Central Hungary as in case of Transylvania when recognising the prince. He declares Thököly „*according to the kind elections and prayers of the people in Central Hungary*” the king of Central Hungary. Ilona Zrínyi (Thököly's wife) is also mentioned in the *'ahdnâme*. She was the daughter of Péter Zrínyi rebels against the absolutism of Leopold I. According to Turkish understanding the martyrdom of Péter Zrínyi was a sacrifice made for the Sultan. Therefore the Ottoman dynasty is obliged to protect the ones who lost their parents and even their husbands and wives. When Thököly dies „*the successor should be elected by the Hungarian nation and his name should be reported to my Sublime Porte. But no papists (pâpista) should be proposed to become a Hungarian king. If someone becomes a papist, but nevertheless he applies for this position he should be hindered by my empire and not let be a king*”. The quotation above regulates succession partly. It is highly interesting that the Turks are so much anti-Catholics. Talking about this paragraph I would like to call attention to two important elements: 1) As we could see it from the narrative sources the Ottoman chronicles say that the only reason for anti-Habsburg movements in Hungary is the contradiction of religions. And our quotation is in accordance with it. 2) The fact that the Hungarian word „pâpista” is used in the original Turkish text instead of the word Catholic shows that the document in question relies on a Hungarian document. In my present study I wish only to refer to the fact that every Hungarian movement beginning with the Wesselényi movement wished to subjugate the rest of Hungary to the Sultan in return for the military support against the Habsburg Empire. The conditions of submission were organised in paragraphs – as you can see above – and it was handed in to the Porte as a draft (*'ahdnâme*). I believe that the document in question was born according to this process i.e. they translated the Hungarian sentences of the draft into Turkish where it was possible. If there was not an adequate terminology in Turkish then they used the Hungarian word written with Arabic letters. There is another example of it in the third

1705). *Orta Macar Kırallı Tököli İmre'nin Türkiye'de geçen hayatına dair Hazinei Evrak vesikalarını havidir*. İstanbul, 1932. 8-10. Muallim Ahmet Halit kitabhanesi

³⁵A short representation: Vojtech Kopčan: *A török Porta Thököly-politikája*. in: Benczédi László (ed.) *A Thököly-felkelés és kora*. Budapest, 1983.125-126.

paragraph of the *'ahdnâme* where it says: „*the religious ceremonies (âyîn), customs ('âdet) and the rights in Hungary and Croatia as part of Hungary should be respected. Accordingly, the ceremonies of the Calvinist (Turk. kâlviništa, Hung. kálvinista) and Lutheran (Turk. lûterân, Hung. lutheránus) religions must not be disturbed...*” (I would like to remark that the writer of the Turkish text did not know real facts, as the overwhelming majority of Croatians were Catholics.)

By economic relations between Hungary and the Ottoman Empire they meant only tax paying and commerce. The Sultan allowed the merchants of Central Hungary to trade freely. The annual tax was forty thousand „black (kara) gurus” which was the equivalent of the silver taller. The permanent Hungarian envoy at the Porte and the envoy extraordinary whose task was to deliver the tax from Hungary were supported by the Porte. The same practice was applied in Transylvania.

The anti-Catholic character of the document is evident. There is an extra paragraph about the Order of Jesuits. „*The king of Central Hungary and its people must get rid of the Jesuits who are the enemy of the country and who often obstruct and disturb their religious ceremonies.*” The archbishop of Esztergom and the bishops are obliged to carry out the above instruction.

The last paragraph is about the relations between the Ottoman state and the new Hungarian state. It says that Turkish troops must not disturb the Hungarian population. The castles, palisades (*palanka*) occupied by the Turkish army must be handed over to the Hungarians so that they could revive the ruined territories. Hungarian matters must be included in the peace treaty between the Turks and the Habsburgs. The Ottoman Empire must protect the Hungarians in the future. Item 9 refers to parts of the agreement signed on 11th November 1606 by the Habsburgs and the Ottomans, the so-called Peace treaty of Zsitvatorok which concern Hungarians: „*The paragraphs of the treaty signed between us and the Habsburgs seventy five years ago which were made in the interest of Central Hungary in the frames of a letter of contract ('ahdnâme-i hümâyûn) must be respected. According to the conditions of the above treaty Hungarians must have the right to keep their villages, communities the government of the country and other affairs as they used to.*”

The Ottoman emperor confirmed the treaty with his oath, as it was customary.

The next movement to be examined is the War of independence under the leadership of Ferenc Rákóczi II (1703-1711).

Turkish chroniclers hardly ever mention his name when they speak about the War of independence in 1703-1711. Râşid knows it well that the fight started near the borderline between Hungary and Poland. He writes that Ferenc Rákóczi had an army of sixty thousand people. He gives an interesting fact: five hundred soldiers were sent to support Rákóczi both from the town of Belgrade and Temesvár (Timișoare). There is no evidence of it in Hungarian documents.³⁶ But a nearly identical description can be found in the chronicle of Sarı Mehmed paşa.³⁷

³⁶Râşid III, 128.

³⁷Sarı Mehmed Paşa, 1995. 839.

A much more detailed description can be found about an event which is considered to be only an episode in Hungarian history. It says that after long years of emigration Ferenc Rákóczi II received an invitation from the Sultan's court. In Turkish special literature – which refers to sources – you can read that it was Ferenc Rákóczi II who took the initiative to enter into relations. He sent his confidential secretary János Pápay as his envoy to Wallachia who arrived at the Porte with the help of the voivode of Wallachia „İşkerletzâde Nikola” (Nikolae Mavrocordat). Then the Grand Vizier sent one of his ağas, Lipveli Ahmed together with Pápay to the Prince who was in France. Râşid in his chronicle quotes from the letter sent to Rákóczi: „We present you the kingdom of Transylvania and Hungary -like my noble forefathers used to present it to your forefather and to your father-which are parts of our well-defended empire and which have been occupied by the Habsburgs for a short time.” (1128.Descendant of Rebiyülâhîr./11. 04. 1716.)³⁸ As opposed to Râşid, Uzunçarşılı writes that it was Küçük Bahri ağa who escorted János Pápay, Rákóczi's diplomat at the Porte to the Prince. His rank was more important in this case than his person; he was a „kapıcıbaşı” (*kapucibaşı*). People in this rank used to be the representatives of the Porte when the Prince of Transylvania was inaugurated and they used to deliver the Sultan's letters of confirmation. Fortunately we know the Turkish copies of documents issued by the Sultan and the Grand Vizier in those times. The most important data concerning my topic is that the above letter of the Sultan sent to Rákóczi is nothing but a document, which inaugurates him to be the Prince of Transylvania: „As you have spared no effort to defend and guard the country of Transylvania – our inherited possession – like your glorious forefathers who used to be the Princes of Transylvania and as you have met our lordly requirements of friendship we present you the principality of Transylvania.”³⁹

It means that at the beginning of the 18th century the Ottoman political élite „sitting at the green conference table” theoretically turned back to a former tradition according to which Transylvania was considered as a tax paying, dependent vassal state. The fact that Ferenc Rákóczi II had no choice but accept this situation shows that he was at their mercy although one of the most important aims of the foreign policy of the War of independence hall-marked with his name was to avoid dependence on the Turks.⁴⁰

On the evidence of the above facts my conclusion is that the decision makers of the Turkish empire did not understand much of the feudal efforts of the Hungarian nation in spite of the fact that by the beginning of the 18th century they had had relations with Hungary for almost two centuries. They believed that the only reason for the whole complicated Hungarian matter i.e. their opposition to the Habsburgs is a kind of conflict of religions. I suppose the Turks made even less efforts to understand the affair than during the reign of Süleymân I when the élite of the empire which intended to occupy

³⁸ Râşid IV, 1282. 219.

³⁹ BOA (İstanbul) Nâme-i hümayûn defteri 6. p. 377-378.

⁴⁰ Benda Kálmán: *II. Rákóczi Ferenc török politikájának első éve 1702-1705*. In: *Történeti Szemle*, 1962. 189-209.

Hungary made itself familiar with the essence of the Holy Crown doctrine.⁴¹ (I would not like to be unfavourable so let me remark that Europeans were not familiar with the world of the Islam either. They understood its legal and religious conditions only at the turn of the 18th and 19th centuries after profound scientific research. When talking about the East both scientists and diplomats very often used half-truths or summary generalisations.)

The Ottomans were not familiar with the relations of the estates of Hungary but they did not really need it. They had the necessary legal conditions to integrate groups of people with a different religion. These communities were given wide-ranging local and collective rights so they could preserve their separation from the Islamic world.⁴² This way the Turks were able to treat local problems without fully understanding them. The empire could easily integrate the groups of Christians living in the inner territories the evidence of which is the letter of contract ('*ahdnâme*') given to the Christian community of the Sinai Mountain.⁴³ The Porte acted in the same way in case of non-Muslim vassal states i.e. Transylvania, Moldavia and Wallachia though to a different degree of dependence and inner autonomy. And they gave privileges of commerce (capitulation) using the same principle when international commerce started and they also tolerated the autonomy of the settlements in Western countries - in a legally limited way.

The political events in Hungary from 1703 on were not paid attention to by the Ottomans due to the internal situation of their empire. Not long before the Hungarian uprising broke out (Rákóczi leaves Poland and enters Hungary on 16th June 1703) a revolt took place, which shocked Istanbul. The movement was started by the „*cebeci*” (armourer) units but it was soon spreading among the corps garrisoned in the capital. The rebels organised the People's divan, they established law and order with the help of puritan and religious measures. Then they overthrew Mustafa II. and raised his brother to power under the name of Ahmed III. The era in Turkish history when the Rákóczi War of independence took place is called „*lâle devri*” (the era of tulips). In this period attention was paid not to wars but to peace, welfare and exquisite art and vast sums of money were paid for a tulip bulb- just like in Europe. Although Josef Matúz strongly believes that the *Edrine vakası* (the name of this period, which means „the events in Edirne” as Sultan Mustafa II. used to stay in Edirne during the above mentioned popular movement.) did not influence the functioning of the Ottoman state I still think that it were the movements of the 18th century and the inevitable opening to the Western world which followed them that caused the religious and national awakening in the Ottoman Empire which finally led to its fall.

⁴¹Celâlzâde Mustafa: *Geschichte Sultan Süleymân Kânunîs von 152 bis 1557 oder Tabakat ül-Memâlik ve derecât ül Mesâlik*. (Published by: Petra Kappert) Wiesbaden, 1981. 193a-193b.; Thúry József: *Török történetírók*. II Budapest, 1896. 187.

⁴²Halil İnalcık: „İmtiyâzât” The Encyclopaedia of Islam, New Edition. (EI²) Leiden-London, III. 1179-1189.

⁴³BOA (İstanbul) İbnülemin Maliye ve İmtiyazat 3. Fatma Acun (Hacettepe Üniversitesi, Ankara) has found the document and called my attention to this archival material. I am very grateful for her kind help.



B184737

12099

F. Nagy László aj.

EGY - 2h



Készítette a JATEPress
6722 Szeged, Petőfi Sándor sugárút 30–34.
<http://www.jate.u-szeged.hu/jatepress/>

Felelős kiadó: Dr. Nagy László egyetemi tanár
Felelős vezető: Szőnyi Etelka kiadói főszerkesztő
Méret: B/5, példányszám: 200, munkaszám: 99/2002.